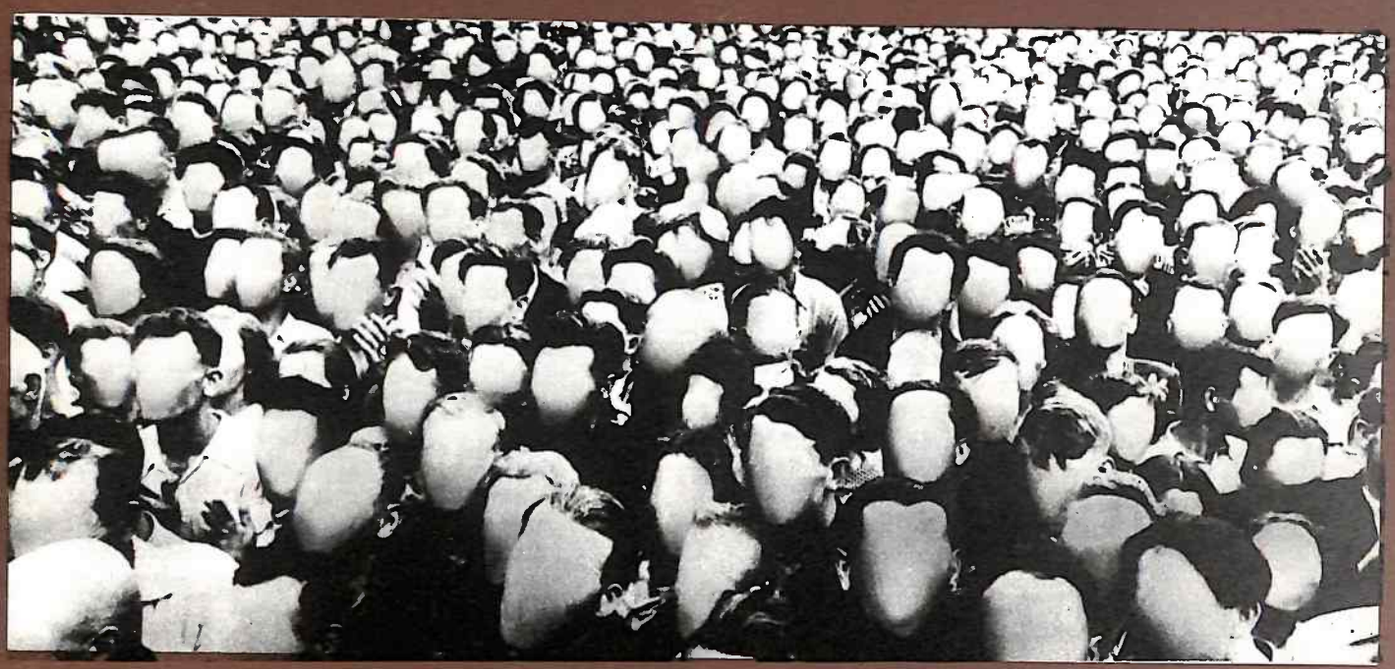
courant alternatif

MENSUEL EDITE PAR
L'Organisation Communiste Libertaire
N° 27 JUIN 1983 10 Francs

D/683 P4

DOSSIER : L'AGRICULTURE (SUITE)

ISSN 0240-3395



POUR QUI ROULENT-ILS ?

Les stages 16 - 18 ans

Politique culturelle à Poitiers

Ouh... La crise

La grève des étudiants en médecine

Interview d'un Indien Miskito (*Nicaragua*)

Interview du groupe berlinois " Radikal "

Vie quotidienne en Iran

Vers un nouveau dialogue avec l'OCL

Dépot Légal 4793
Com. Par. 63627
Dir. Pub. C. Maynard

SOMMAIRE

Edito 3
Les stages 16 - 18 ans 4
Ouh... La crise 6
Politique culturelle à Poitiers 8
La grève des étudiants en médecine 10
Dossier Agriculture (suite) 13
Vers un nouveau dialogue avec l'OCL 18
Interview d'un Indien Miskito *(Nicaragua.)* 20
Vie quotidienne en Iran 24
Interview du groupe berlinois " Radikal " 25
Courrier 30
DANS LE MOUVEMENT 31

Le camping O.C.L. se tiendra cette année

du lundi 25 juillet au 7 août 83

Le lieu : près de ***Forcalquier***
comme l'an dernier

Les personnes intéressées peuvent écrire à :

O.C.L./Egregore B.P. 1213 - 51058 Reims Cedex

Un programme de discussions sera publié ultérieurement.

ABONNEZ VOUS

OCL/EGREGORE. B.P. 1213
Reims Cédex

LIBELLEZ LES CHEQUES A L'ORDRE DE ***Denis JEAN***

1 AN (10 numéros) ... 100 francs

VOUS VOULEZ NOUS CONTACTER ?

- **BOURGOGNE**
  OCL Librairie Oblique
  25 rue Joubert
  89000 Auxerre
- G.R.E.L
  B.P. 1493
  21 053 Dijon cédex
- **CENTRE**
  La Commune
  BP 1228
  45002 Orléans Cédex
- **CHAMPAGNE/ARDENNES NORD/EST**
  OCL Egregore
  B.P. 1213
  51058 Reims Cédex
- **NORMANDIE**
  ASTEVMU
  B.P 170
  Caen Cédex
- **PAYS DE LOIRE/CENTRE OUEST**
  O.C.L./L'Encre y est
  33 Place d'Alger
  72000 Le Mans
- **POITOU - CHARENTES**
  C.R.I.C.
  BP n 227
  86006 Poitiers cédex
- **SUD EST**
  Germinal, 19 rue des Suisses
  13200 Arles
- Val de Marne
  RUPTURES
  B.P. 1
  94501 Champigny Marne cédex
- **SUD OUEST**
  Acratie, BP 25
  40300 Peyrehorade

—

- La Gasalhada (OCL)
  BP 71
  47400 Tonneins

MAQUETTE OCL POITIERS

édité par l'association la Galère

Aux lecteurs et abonnés de Courant Alternatif

Nous avons des difficultés à élargir la Diffusion de Courant Alternatif, et le recours aux NMPP pour la diffusion dans quelques endroits ne s'avère pas suffisemment rentable pour que nous l'envisagions sur une plus grande échelle.

Par contre ***les réseaux locaux de diffusion s'avèrent payant.*** *C'est pourquoi, si vous pensez que CA mérite d'être un peu mieux connu, nous faisons appel à vous :*

- *Pour en vendre quelques exemplaires autour de vous.*
- *Pour en déposer dans les librairies accueillantes que vous pouvez connaître.*
- ***Pour en confier aux réseaux locaux de distribution, de diffusion-Presse de votre agglomération. Les exemplaires seraient envoyés directement par nos soins. Il vous suffirait de retirer les invendus tous les deux mois et... de toucher le fric.***

Pour plus de détail sur ces formules, écrivez à OCL EGREGORE BP 1213 51058 REIMS cédex.

Pour faire connaitre CA des affiches seront à votre disposition.

Par ailleurs le nombre d'abonnés augmente régulièrement, mais trop lentement pour que nos finances restent saines encore longtemps. Pensez-y !

EDITO

Les nouveaux gestionnaires du capitalisme français, une fois les élections passées, nous ont plongé dans la rigueur par un plan et une nouvelle dévaluation ; rares sont les travailleurs (euses) qui se manifestent contre : ce plan paraît être accepté dans l'ensemble, même si de façons éparses il est dit que « la gauche ne fait pas mieux que la droite ».

Les mesures financières les plus sévères ont été cachées par un écran de fumée créé par les médias, celui de la révolte des agences de voyage, auxquelles évidemment le pouvoir a cédé ; on a peu parlé du forfait hospitalier quotidien de 20 F. — atteinte au droit à la santé — (il représente les frais d'hôtellerie, va-t-on à l'hôpital pour son plaisir ?). On a également peu parlé de la hausse de 8 % des tarifs publics (trains, électricité, gaz, téléphone, etc...), de l'augmentation des alcools, tabacs et des prix, et aussi des nouveaux impôts : 1 % du revenu imposable de 82 (soi-disant pour renflouer la Sécurité Sociale, comme sans doute avec la vignette automobile pour les vieux ?), et 10 % de l'impôt sur le revenu pour ceux qui ont payé plus de 500.000 centimes d'impôts l'an dernier (emprunt sur trois ans). Et un nouveau plan de rigueur est déjà envisagé par les pontes ministériels.

Pendant ce temps, les patrons ou autres cadres pourront tranquillement passer leurs vacances à Miami ou en Egypte aux frais des entreprises, ce seront des obligations professionnelles.

Vous, pour la plupart, vous devrez vous contenter de terrains surchargés en France, ou de terrains militaires et autres lieux surveillés, à moins que vous ne veniez au camping OCL cet été !

Quant aux partis et aux syndicats dits de gauche, c'est la collaboration de classes : le PC, sous pression de la base a réagi à l'annonce du plan, mais finalement l'a accepté, comme les syndicats, qui sont impliqués dans l'appareil d'Etat ; quelques discours dépassent les voix ministérielles, ceux de personnalités qui ont peur que la gauche se plante : Poperen, Chevènement (« je parle avant qu'il ne soit trop tard »), Edmond Maire, la leçon des municipales est difficile à avaler ! (abandon de la lutte de classe, effritement de la base sociale de l'électorat).

Dans ce concert, des oppositionnels CFDT ou critiques communistes commencent à reposer des problèmes. Quant au PSU avide de pouvoir et de responsabilité, il disparaît du terrain social.

Pour faire oublier la rigueur, la gauche et la presse de droite aiment mieux alimenter la peur en comparant les manifestations de mai 83 (certaines couches de la bourgeoisie qui ont peur de perdre des acquis ou leurs privilèges de caste - droit, sciences économiques, commerçants, médecins —), à la révolte de mai 68 : la peur (l'austérité), outil de tout régime autoritaire pour mieux imposer ses couleuvres et faire taire le ras-le-bol des travailleurs sans perspective politique. Cette manifestation de la droite va-t-elle remobiliser les travailleurs ?

La différence entre mai 83 et mai 68, c'est l'absence d'apparition de l'imaginaire, du culturel et de l'idée d'autogestion sur la scène politique aujourd'hui, avec en plus l'arrivée des groupuscules d'extrême-droite qui en profitent.

Quant aux agriculteurs (trices) traversés par les luttes de classe, leur production est sous-payée (voir le dossier) et refusent de disparaître.

Avec le 9ème plan en discussion, la construction de centrales nucléaires devrait diminuer, vu les déficits de l'Etat, d'EDF, et les trop fortes prévisions de consommation d'électricité. Cela permettra-t-il au mouvement anti-nucléaire de renaître ?

Les patrons, eux, ne paieront ni les 1 %, ni les 10 % (emprunt forcé), et bientôt ils ne financeront plus les allocations familiales, et même la gauche leur fait dans l'ensemble cadeau des retards de cotisations URSSAF, pour « stabiliser les charges des entreprises ». Ils sont heureux. Les caisses de l'Etat étant vides, on emprunte 36 milliards à la CEE en échange de rigueur.

Le chômage continue et augmentera avec le plan de rigueur : 20 000 licenciements annoncés par le nouveau plan de restructuration de la sidérurgie, 2000 annoncés dans la chimie, à la SNCF, à Isover St-Gobain (ces 2 entreprises sont nationalisées), etc... La paupérisation des couches les plus pauvres s'accentuera, mais cela permettra-t-il une rupture dans laquelle le mouvement social s'engouffrera ?

Pendant ce temps en Pologne, le mouvement social renaît, un espoir, comme au Chili où Pinochet devra compter avec la résistance.

Poitiers, le 14-5-83

POUR QUI ?

POUR QUOI ?

LES STAGES " RIGOUT " : Un leurre ?

Mai 81. La Gauche accède au pouvoir. Son cheval de bataille : s'attaquer au chômage. Non pas en prenant en compte la réalité quotidienne des chômeurs, car c'est un bouleversement complet de la notion de travail et un changement radical de société qui serait nécessaire, mais en s'intéressant au taux de chômage et à ses fluctuations ; car pour la Gôche, la baisse du nombre de chômeurs est déjà une fin en soi. Mauroy déclare en 1981 : « *Plus un jeune de 16 à 18 ans au chômage* ». Facile à dire, plus difficile à réaliser.

Des stages « Barre » aux stages « Rigout »

Déjà sous Giscard, Barre avait essayé de s'attaquer aux problèmes du chômage en créant les fameux stages « Barre », en fournissant aux entreprises de la main-d'œuvre à bon marché : celles-ci employaient des chômeurs pendant 6 mois avec promesse d'embauche définitive et l'Etat prenait en charge le salaire (75 % du SMIC) pendant cette période. Très peu trouvaient un emploi définitif.

Avec les stages « Rigout », on passe à un stade supérieur. Non seulement on ira en entreprise sans que le patron ait bourse à délier, mieux encore, il va en tirer des bénéfices puisqu'on va lui faire un cadeau au niveau des charges, mais en plus, on va suivre une formation en centre.

« *Un jeune sur trois quitte l'école sans diplôme, sans qualification reconnue. Un chômeur sur deux n'a ni diplôme, ni qualification. Il leur faut : UN METIER POUR REUSSIR* ». C'est ainsi que commence la brochure sur les stages 16-18 ans, réalisée par le Ministère de la Formation Professionnelle. D'après le rapport Schwartz remis au premier ministre à l'automne 81, sur 100 jeunes de 16 à 20 ans, plus de 14 sont chômeurs. Sur 100 jeunes qui sortent du système éducatif, 33 sont sans diplômes. Enfin, 1 sur 2 n'a aucune formation professionnelle. Un tiers de ces usagers se trouvent donc rejeté, sans formation reconnue, sans « métier pour réussir ». Dans l'esprit du système capitaliste, les voici donc foutus avant de commencer. Quel constat d'échec pour le système scolaire. Mais celui-ci n'est-il pas en train de former le sous-prolétariat de demain, ceux qui demain vont remplacer les travailleurs immigrés, de moins en moins rentables pour le système ?

Ces fameux stages « Rigout » vont être le résultat d'un compromis entre le politique : « *Plus un jeune entre 16 et 18 ans ne doit se trouver au chômage* » et l'économique : il y a impossibilité de leur offrir un travail.

Pour cela, il a été fait recours à l'ensemble de la vie associative, appelée dans un premier temps à la concertation et à la réflexion, puis sollicitée pour prendre des initiatives dans et par la mise en œuvre d'une pseudo politique de la jeunesse.

Petite digression

« *Dans une large mesure, les jeunes privés d'emplois ne sont pas reconnus membres de la collectivité où ils résident et sont ainsi marginalisés. D'où, pas d'emploi, pas d'insertion ! La mesure la plus efficace pour résoudre le problème de société consisterait donc à créer des emplois et pour cela à relancer la machine économique. Mais qui le peut ? Ni le gouvernement, ni les chefs d'entreprises, ni les partenaires sociaux n'ont le pouvoir d'atteindre cet objectif, qui est renvoyé ainsi à l'univers des vœux pieux. Quelles actions, quels types d'actions suffisamment fiables pourraient alors favoriser l'insertion des jeunes ?*

Les esprits les plus aventuriers n'hésitent pas à entrevoir la possibilité de développer la micro-économie et réclamer des aides à la création d'entreprises, qu'elles soient coopérative, SARL, SA, etc... Certes, de nombreux arguments prêchent en faveur d'une telle politique. Trois conditions pourtant lui font défaut : d'une part, les "nouveaux entrepreneurs" sont à la fois peu nombreux et peu expérimentés. Et rares sont ceux qui peuvent du jour au lendemain s'avérer capables de monter leur "boîte" et de la faire avancer dans la tourmente. Plus généralement, il manque la démonstration que la micro-économie est fiable et qu'elle pourrait vaincre les mécanismes du système économique actuel, mécanismes qui, en l'occurence, ont assuré la perte des petits agriculteurs, ont fait disparaître les petits artisans et petits commerçants et provoquent aujourd'hui la faillite d'un nombre croissant de petites entreprises. Enfin, comment l'Etat, garant de fonds publics, pourrait-il s'en remettre à la bonne volonté et au bon vouloir de quelques personnes, et les aider à créer leur propre affaire sous le prétexte qu'elles assument par là-même une tâche d'intérêt national ?

Ces observations expliquent dans une large mesure les réticences que rencontrent ceux qui "veulent créer leur emploi", ceux qui "militent" pour une autre façon de travailler et de produire. Peut-être l'Etat devra-t-il s'y résoudre un jour, encourant ainsi le risque de favoriser la marginalisation économique d'une fraction non négligeable de la population et de participer ainsi à l'avènement de cette fameuse société duale.

Pour l'heure il hésite. Mais hésitant, il ne lui reste plus que la voie de la stagiérisation ».

Jean-Charles Lagrée, dans les Cahiers de la Fédération Française des MJC de décembre 82

Stages d'insertion Stages de qualification

A la rentrée, 100 000 jeunes se sont retrouvés en stage. Pas seulement les 16-18 ans, les plus nombreux, mais aussi les 18-26 ans. A cela il faut ajouter les stages organisés par le Ministère des Droits de la Femme (où la rémunération des stagiaires correspond à peu près au SMIC). Ces stages se décomposent de la façon suivante :

— Stage d'insertion sociale et professionnelle (env. 70 %)
— Stage de préqualification et
— Stage de qualification (env. 30 %)

Dans chacun de ces stages, le jeune reçoit de la part de l'Etat une rémunération (500 F les 6 premiers mois, puis 700 F les mois suivants pour les 16-18 ans ; 1100 F les 6 premiers mois, puis environ 1400 F les mois suivants pour les 18-26 ans).

Chaque jeune entrant en stage bénéficie d'un crédit de 2 ans de formation (seulement pour les 16-18 ans), à condition qu'il commence par un stage d'insertion ou de préqualification (à moins que le stage de qualification ait au départ une durée de 2 ans). Il est pour l'instant presque impossible de passer d'un stage 16-18 ans à un stage 18-21. Quelqu'un qui commence son stage à 17 ans 1/2, s'il veut refaire un 2ème stage pour obtenir une réelle qualification, aura une rémunération qui restera à 700 F au lieu de 1400 F sur lesquels il pourrait compter. La durée du stage varie entre 6 et 24 mois.

Il ne faut pas croire que les stages d'insertion soient quelque chose de nouveau. En fait, cela fait une dizaine d'années que ceux-ci existent, mais en tout petit nombre. Ce n'est qu'en septembre 82 qu'on a vu leur nombre s'accroître de façon considérable.

1) A qui s'adressent ces stages ?

Qu'ils soient de qualification ou d'insertion, ces stages s'adressent à tous les exclus du système scolaire :

— que ce soit au niveau de la qualification où l'on retrouve les moins défavorisés, c'est-à-dire ceux qui se font vider au cours de leur formation professionnelle pour, en général, des questions de discipline, ceux qui ont raté leur examen et que le bahut ne veut plus accepter (ou ceux qui profitent de quelques mois où ils sont rémunérés pour s'offrir une autre formation, ce qui est plus rare, mais qui de toute façon ne supportent plus l'école)

— ou que ce soit au niveau de l'insertion où l'on retrouve tous les jeunes sortant de SES (Sections d'Education Spécialisée) ou CPPN (Classe Pré-Professionnelle de Niveau). C'est là que l'on se rend compte de la façon la plus cruciale des échecs, voulus ou non, de l'Education Nationale.

2) Comment entre-t-on dans un stage ?

La première condition pour entrer dans ces stages est d'être sorti du système scolaire. La deuxième est d'être inscrit, soit

— dans une permanence d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO) (pour les petites villes ou communes)

— Dans une Mission Locale pour l'Emploi des Jeunes dépendant directement du Ministère de la Formation pour les grosses villes.

Ce sont des cellules techniques où se retrouvent les organismes de formation, l'ANPE, la DASS, les associations désirant y prendre part (foyers de jeunes travailleurs, centres sociaux, clubs de prévention...) et dans les missions locales la municipalité et les organisations syndicales.

La PAIO ou la mission locale ont pour but premier d'orienter les jeunes vers un stage d'insertion ou de qualification ou de préqualification. Ce sont elles qui en principe devraient décider des besoins réels en stages (nombre), des besoins en qualification (pour éviter de faire des stages de qualification fonderie dans les Ardennes comme cela s'est passé, alors que toute la métallurgie ardennaise est en train de fermer) et de décider quel sera le type d'organisme qui assurera telle ou telle formation. Telle devrait être leur mission en septembre 83.

Tous les jeunes sortis du système scolaire ne sont pas inscrits dans les PAIO ou les Missions locales. En général, seuls y sont inscrits ceux qui pointaient déjà à l'ANPE, plus les jeunes dépendant d'associations telles que les MJC, les Clubs de Prévention, ATD quart monde. Tous les jeunes inscrits ne vont pas dans les stages, soit par manque de place, soit parce qu'il leur a été trouvé des contrats d'apprentissage ou des contrats emploi-formation.

3) Comment sont mis en place ces stages

Les différents organismes de formation présentent à la région leurs projets de stage (contenu pédagogique, lieu, etc...). Après étude des dossiers la région conventionne soit un stage particulier, soit un ensemble de stages. Si un organisme demande le conventionnement de plusieurs stages (insertion, plus préqualification, plus qualification) et qu'un des stages est transformé, il lui faut redemander une convention globale de tous les stages. Une fois les stages conventionnés, l'organisme reçoit de la part de la région (en fait l'Etat) 15 F par heure et par stagiaire. La région peut réclamer à la fin du stage une part de cet argent si un certain nombre d'heures/stagiaires n'ont pas été effectuées. Un certain nombre de stages de qualification vont certainement être déclassés pour devenir stages de préqualification, pour obtenir qu'un jeune puisse faire deux stages de qualification de suite en vue d'obtenir son CAP (ou BEP), ce qui n'était pas prévu dans les textes de loi. Si tel n'était pas le cas, il semble qu'un certain nombre de jeunes ne seraient plus remunérés pour le deuxième stage.

4) Stages d'insertion (sociale et professionnelle) — Stages de qualification et préqualification — Leurs buts avoués et leur déroulement.

« *Avec les nouvelles formations professionnelles, il s'agit pour les chefs d'entreprise de réussir en formant des travailleurs compétents, donc efficaces. réussir pour les maires et les collectivités, en faisant reculer le chômage et la délinquance. Réussir pour les enseignants et les formateurs en mettant fin à la fatalité de l'échec. Et pour les jeunes, reconquérir tout à la fois leur indépendance et une fonction sociale* », voilà dans la bouche de Marcel Rigout, les buts avoués de ces stages.

La durée réelle de chacun d'eux varie entre 6 et 10 mois. Chaque jeune reçoit une formation alternée qui associe formation théorique et formation en entreprise. Celle-ci varie de 50 % pour les stages d'insertion à 30 % pour les stages de qualification. Les jeunes concernés devraient « *expérimenter une pédagogie de la réussite, se trouver valorisés comme partenaires, et non comme simples sujets de leur formation.* » — dixit Rigout —. Pendant la période en entreprise, le jeune est suivi par un tuteur (un des ouvriers de l'entreprise) qui est chargé de lui apprendre le métier sur le tas. Ceci ne va pas sans poser des problèmes :

— Pour les patrons, les contraintes économiques et financières passent avant le souci de rattraper les « ratés » de l'insertion (l'ouvrier chargé de la formation pratique devient moins rentable).

— Aussi avec les ouvriers, disons avec le « prolétariat stable », où il y a des difficultés de cohabitation avec ceux que le système social tend à exclure, et / ou avec ceux dont les comportements mettent en cause le fonctionnement interne de l'entreprise.

Pour ce qui est de la formation théorique au centre, elle se déroule de façon à peu près identique à celle des LEP pour ce qui est de la qualification et de la préqualification (enseignement général et atelier) avec pour but la préparation d'un CAP ou d'un BEP en utilisant le système des unités capitalisables (contrôle continu), ce qui tend à éviter l'échec à l'examen final (on a cinq ans pour obtenir un CAP complet). Pour ce qui est de l'an I de ces stages, on se tourne vers une solution bâtarde : ou examen final (avec double correction) ou examen ponctuel de niveau 2 (qui donne une moitié de CAP dans chaque matière), ceci étant dû à la réticence des chefs d'établissement qui ont du mal à pouvoir mettre en place dans leurs propres établissements le système des unités capitalisables. En général seuls les GRETA (groupement des établissements d'accueil, organisme de formation continue de l'Education Nationale) et l'AFPA sont chargés des stages de préqualification et de qualification.

Pour les stages d'insertion, c'est totalement différent. Le souci premier est une remise à niveau (lequel ?) dans les matières telles que Français et Maths, et d'essayer de rendre le jeune le plus autonome possible (connaissance de ses droits, savoir remplir les différents papiers auxquels il est confronté, feuille d'impôt, de maladie, savoir lire une feuille de paie, répondre à une offre d'emploi ou savoir le demander...). Pour ce qui est de la partie atelier, elle correspond le plus souvent aux demandes des jeunes. Il existe des stages d'insertion à dominante (bois, mécanique, horticulture). Le but est de s'essayer à plusieurs métiers et d'essayer de trouver sa voie.

Mais comment pallier aux carences du système scolaire ? Est-il possible d'amener en 6, 8 ou 10 mois un jeune analphabète à un niveau de qualification ? A moins de trouver une recette miracle, ce n'est pas encore demain la veille que l'on verra la fin du tunnel. **Ce serait une erreur de sombrer dans le mythe du pédagogisme en voulant encore et toujours résoudre le problème de l'insertion par l'enseignement** si on oublie les autres problèmes des jeunes : accès au logement, aux loisirs, aux connaissances juridiques du droit...

Les buts inavoués de ces stages

Un certain nombre de stages de qualification sont des stages de **polyvalence** (le jeune choisit en dernier ressort le CAP qu'il veut passer, par exemple dans les métiers de l'hôtellerie, celui de cuisinier). Mais une fois en entreprise, le jeune pourra effectuer n'importe quel métier. **La formation s'adapte de plus en plus aux besoins du système.**

Faire diminuer la délinquance en occupant les jeunes une partie de la journée en leur offrant un pécule (comment appeler autrement les 500 F de rémunération).

Faire patienter les jeunes jusqu'au service militaire où ils vont être nombreux à être volontaires pour des mois supplémentaires (l'armée est déjà un terrain de stages pratiques, eh oui !).

Préparer la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans (les stages ne sont prévus que sur une durée de 5 ans).

En conclusion, ces stages sont un bon moyen pour les organismes de formation, soit de se faire du fric pour les boîtes privées, soit pour les autres (MJC, GRETA) d'obtenir du matériel.

Le pouvoir se donne bonne conscience en évitant de monter le taux de chômage et en faisant semblant de s'attaquer à l'échec scolaire. Mais où est le devenir du jeune dans tout cela ?

Ouh... la crise !

Dans le numéro 25 de Courant Alternatif était publié un article titré 2 OU 3 CHOSES QUE JE VOULAIS DIRE A PROPOS DES SYNDICATS... Ce texte, écrit par un camarade de Longwy, reflétait, de façon nuancée et intéressante, une implication militante dans un contexte particulier (période d'après-lutte intense ; secteur sidérurgique subissant de plein fouet la restructuration capitaliste ; classe ouvrière "traditionnelle"...)
Cet article a suscité des réactions et des analyses différentes. En voici une. Le débat reste ouvert...

Tout d'abord, et comme avant propos, voici ce que vous ne trouverez pas dans ce texte. Vous ne trouverez pas de grandes analyses. Ni sur les pourquoi et les comment de cette « crise économico-politique », ni sur ses répercussions sociales. Mais plutôt des petites idées, accompagnées d'un fil conducteur, sur les formes d'investissement militant que l'on peut, ou qu'il faudrait s'efforcer de trouver, pour lutter actuellement contre le capitalisme et déposer un projet d'une autre société.

Lutter contre le capitalisme a été pendant longtemps, sur le terrain de l'entreprise, une lutte essentiellement syndicale, avec une courroie de transmission politique à l'extérieur, par l'intermédiaire de partis prétendant représenter la classe ouvrière et accéder au pouvoir. Bien sûr, on sait très bien où ces syndicats ont acculé le prolétariat, surtout depuis que la gauche préside aux destinées de la nation. Et pourtant il y a encore des gens, et même des militants actifs, porteurs d'un projet révolutionnaire de surcroît, qui prétendent que dans notre période de repli de la lutte de classe, le syndicat reste un lieu de combat, que même si c'est un combat réformiste, on est obligé de passer par lui. Bien sûr il ne s'agit pas de faire de la polémique inutile, car il est évident que dans certains cas particuliers (petites boîtes, luttes portées par la base) le syndicat peut être une étape. Mais, qu'à partir de ce constat, on tire comme conclusion que le « réformisme au quotidien » (cf C.A. nº 25) est obligatoire, il y a quand même une sacrée simplification des problèmes.

Ceci dit, il est vrai qu'à l'extérieur des syndicats, et sauf de grandes exceptions (S.L.T. Chiers / Travailleurs immigrés dans l'automobile) il n'y a pas de lieux autonomes de l'expression du prolétariat. Dire de même qu'en dehors de la prise en charge autonome de son sort, les classes dominées n'ont point de salut, ne suffit pas. Il ne faut pas seulement analyser par où passe le chemin de la révolution et en rester là, puis s'apercevoir que tout le mouvement est arrivé à un cul de sac qui fait qu'il n'y a plus de réelles perspectives anticapitalistes et antiautoritaires. Il faut s'interroger aussi sur les raisons de cette situation.

Ouh... le chagrin !

Ne retenir comme cause du désinvestissement politique que la crise et la gauche est insuffisant. D'abord parce qu'il faut savoir ce que l'on entend par ces termes. Premièrement une crise économique est inhérente au système capitaliste et ça n'a jamais empêché les plus défavorisés de se révolter ; et deuxièmement le terrain de la lutte a commencé à se clairsemer depuis avant le 10 mai 81. Ceci dit, en corrolaire, n'oublions pas qu'un combat en période de crise ne peut être que défensif, de sauvegarde d'acquis, et que si la crise s'éternise, l'essouflement et le découragement se font sentir. Qu'également, si la gauche est arrivée au pouvoir, c'est qu'une partie de la bourgeoisie a lâché la droite afin de plus facilement installer des soupapes de sécurité et des sorties de secours au capitalisme. Ce qui amène de nouvelles causes au désinvestissement.

Le pouvoir, poussé par un certain élan populaire au moment de l'etat de grâce, a essayé de mettre en place tout un système de structures parallèles et d'assistanat pour pouvoir mieux contrôler ce qui se fait. Mais voilà, si l'on a vu pas mal d'éclosions du côté des économies « alternatives », de recentrage dans le cultureux, d'ascension sociale via les associations, il n'en reste pas moins que le gros des troupes s'est retrouvé blousé, où déjà trop pris en charge. Ce qui entraîne que l'on se sent vite extérieur à la société — bien qu'en y étant très bien intégré quand même —, incapable de pouvoir agir sans autres perspectives que le désespoir et le refus du politique. Il en est ainsi

des principaux mouvements spécifiques (anti-militaristes, anti-nucléaires, groupes femmes, etc) mais aussi des gens qui bougeaient encore il y a quelques années dans les entreprises.

Tout, dans notre société, devient affaire de spécialistes et de spécialisations. On crée différents pôles d'intérêt et d'investissement bidons (que ce soit dans le travail, les loisirs ou le cadre de vie), dans lesquels on peut avoir son mot à dire, son rôle à jouer, mais où on ne peut avoir de poids réel. Et où, surtout, on ne peut globaliser une avancée commune vers une autre société.

Ces mêmes structures se mettent en place également dans les appareils syndicaux qui se remodèlent complètement. En effet, au lieu d'une crise d'une syndicalisme, on assiste, par une diminution du nombre de syndiqués, à une audience et à un pouvoir renforcés du rôle des bureaucraties (de la base au sommet), qui auront à remplir tout un travail de spécialistes dans les divers domaines de participation et d'intégration aux différents comités d'entreprises, conseils économiques et sociaux, entretien du pouvoir d'achat/consommation des classes dominées, mais aussi à continuer d'entretenir une petite agitation, car un trop grand laxisme risquerait d'entraîner leur chute, les couches productrices ne formant que des bataillons d'action et de soumission.

Déjà aujourd'hui nous assistons à un repli général par rapport au collectif, ce qui se traduit en politique par assimiler le rôle de l'individu à la satisfaction de soi-même, ce que l'on peut traduire aussi par l'assimilation du refus des idéologies par la perte des idéaux. Et c'est en effet ce repli par rapport au collectif qui est la principale raison du désintéressement actuel.

Merde... au chagrin !

Après en être arrivés là, il nous faut continuer tout de même à nous interroger sur l'état présent des forces d'opposition au capitalisme, et donc tenir compte de la perte de dynamisme, si l'on ne veut pas se couper des zones de révoltes. C'est-à-dire, peut-on encore s'intéresser au devenir des soi-disant lieux parallèles (coopératives, radios, théâtreux, etc ?). Etant donné que tout le système d'assistanat qui tourne autour de ces lieux amène un repli des luttes et de l'émancipation, on ne peut que les rejeter dans l'intégration active à notre exploitation. D'ailleurs, d'où viennent les gens qui sont aujourd'hui dans les associations, sinon des mythologies gauchistes ou situationnistes, qui maintenant sont complètement fanées ? De la même façon, nous n'avons pas à pleurer sur l'échec des idéologies de gauche quand elles s'éteindront. Mais bien plutôt, et rapidement avant que Big Brother ne nous mette la main dessus, nous aurons à savoir faire émerger les zones de révoltes sporadiques dans le mouvement anti-capitaliste/anti-autoritaire.

C'est-à-dire qu'après nous être opposés à la société de consommation, il nous faut en plus combattre la société de participation.

Le capitalisme, ayant de moins en moins besoin de producteurs et de plus en plus de consommateurs, doit pouvoir planifier et absorber par divers réseaux de technocrates et de spécialistes du temps libre, même s'ils semblent contradictoires, toutes les capacités d'intervention collective et de prise en charge individuelle. Il faut contre-carrer la spécialisation, l'assistanat, l'individualisme, car ça rejette la révolution aux oubliettes de l'histoire, du fait que si la restructuration du capitalisme se passe bien, il n'y aura plus ni luttes, ni révoltes.

Le mouvement révolutionnaire doit se couper définitivement de ce qui le relie de près ou de loin au capitalisme (syndicats liés au pouvoir, associations financées par l'Etat, assistanat de la consommation et du plaisir) et ne retenir que ce qui est offensif sur le terrain de la lutte de classe.

Max — Nantes

EN MOUVEMENT

Pour la réintégration de F.Flatischler (USINOR - DUNKERQUE)

Le jeudi 28 avril 83, Franz Flatischler, secrétaire du SLT (Syndicat de lutte des travailleurs) d'Usinor-Dunkerque, a dû être hospitalisé d'urgence après 24 jours de grève de la faim, sans que les pouvoirs publics n'aient apporté de solution.

F Flatischler faisait la grève de la faim depuis le 5 avril 83 pour obtenir sa réintégration à Usinor, suite à son licenciement illégal. Usinor le licenciait pour masquer ses responsabilités dans l'accident du 4 juin 82 qui fit 2 morts. F. Flatiscler était témoin de cet accident et le SLT se constituait partie civile en mettant en cause la responsabilité de deux directeurs de l'usine. Après avoir défendu « l'affaire Flatischler » depuis le 13 juillet 82, les pouvoirs publics retournent leur veste à partir du 23 avril 83 et non seulement décident de ne plus intervenir mais encore laissent le directeur d'Usinor porter atteinte au droit de grève, prononcer un licenciement en toute impunité, réprimer le SLT et se faire le champion en matière de politique anti-sociale.

De son côté la CFDT travaille main dans la main avec la direction, que ce soit pour accepter les restructurations ou la répression, ou pour approuver le licenciement de Franz. La CGT, quant à elle, hormis de grandes déclarations de principe, ne fait rien de concret.

Lors du voyage présidentiel dans le Nord, Pas de Calais, les flics dégagent violemment les militants du SLT et ceux des comités de soutien qui attendaient Mitterrand à l'aéroport de Calais, s'acharnant particulièrement sur F. Flatischler. Ils empêchent également le SLT de manifester en arrêtant la plupart des militants et en les libérant après le départ du Président.

le SLT continuera les actions pour la réintégration de Franz et appelle à la solidarité. Une brochure est édité au prix de 20 francs. Commandez-là.

Contact : SLT. Centre social Place de l'Europe. 59 760 Grande-Synthe.

Histoires d'O

« ***Histoires d'ouvriers*** » est une revue trimestrielle, née dans le bassin minier de Longwy.

Des ouvriers s'y racontent, parlent de leurs souvenirs. « *Leurs voix se renvoient les mots ou les situations, et dans les détails mêmes de leurs biographies, on reconnaît, encore plus frappants dans la diversité, les traits d'une histoire et d'une culture communes* ».

Au sommaire :
- Dossier Ukraine
- Un film pour la mine
- Dossier école-enfance
- Dossier Hauts-Fourneaux
- Dossier L'église face au mouvement ouvrier. 1948.
- Points de vue sur un crassier
- Poêmes...

L'abonnement pour 4 numéros coûte 32 Francs par envoi postal. Règlement à l'ordre de l'APEP, 24 rue Pascal, 54190 VILLERUPT.

Ni Vieux ni Maîtres

Nouvelle édition remise à jour et augmentée...

Ce guide est le seul où les 10-18 ans trouveront à la fois :

- L'inventaire de leurs droits : dans la famille, face aux profs, aux flics, aux juges, aux psychiatres, aux patrons...

- Des informations pratiques : quelle contraception à 14 ans ? Comment refuser le service militaire (même de gauche) ? «La» drogue, c'est quoi ? Peut-on aller en prison à 13 ans ? La fugue est-elle un délit ?

- Plus de 300 adresses (en France, en Belgique, en Suisse) : école parallèles, lieux de vie, centres d'accueil, avocats, médecins etc...

- des idées sur l'amour, la jalousie, la maladie, le suicide, la révolution...

40 Frs Editions Alain MOREAU. 5, rue Eginhard. 75004 PARIS.

Lieux de vie

En réponse à l'arrêté préfectoral interdisant l'existence du lieu de vie le marais à Dissais-sous-Cousillon (Château du loir, Sarthe), maître Mignard a dénoncé l'illégalité de la circulaire de Georgina Dufoix du 27 Janvier 83.

face à la répression s'exercant sur les lieux de vie de la Sarthe dûe à cette circulaire et à l'action de la DDASS locale, nous avons constitué aujourd'hui 24 avril une fédération Ouest réseau Alternatif regroupant pour l'instant les lieux de vie et comités de soutien des départements : Sarthe, Indre et Loire, Maine et loire, Loire Atlantique, Vienne, Morbihan, et Côte du Nord. Cette fédération a pour objectif de promouvoir et de soutenir les lieux de vie dans une perspective de désenfermement et de pratiques alternatives.

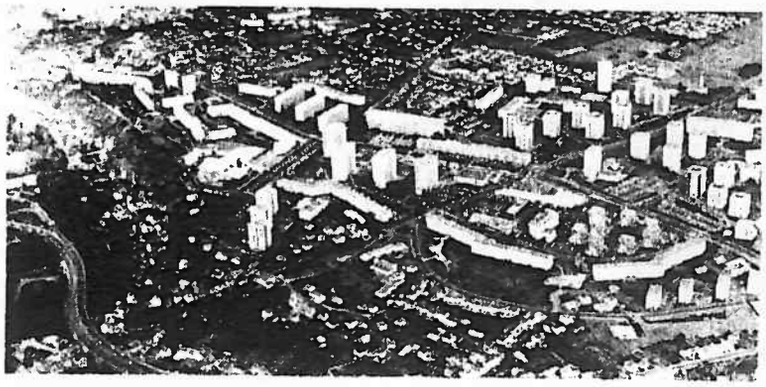
Elle se donne les moyens de lutter contre la répression et d'échanger sur les pratiques alternatives.

Le F.O.R.A

POITIERS : Une Municipalité de gauche...

Il est difficile de cerner de façon rigoureuse la politique municipale dans une ville de plus de 50.000 habitants : les données officielles sont soit gonflées, soit diminuées, que ce soit par la gauche, la droite ou la Presse (qui n'est pas tellement indépendante des Pouvoirs à Poitiers). Seul le témoignage vécu est plus crédible...

La ZUP des Couronneries à Poitiers, 5000 logements



Présentation de Poitiers

Mars 77, la gauche (PS,PC,MRG) remporte les élections sur la droite. Santrot, un maître assistant d'une école d'aéronautique en devient Maire ; les dernières élections municipales le maintiennent à son poste malgré une certaine désaffection des quartiers populaires, avec la participation du PSU à la municipalité.

Lors du dernier recensement en 1982, la ville avait 79.000 habitants et 31.000 logements (81.000 hab. et 27.000 log. en 75). Le département comptait 371.000 habitants en 81 (chiffres aléatoires ne tenant pas compte des non-recensés). En 75 la population scolaire et étudiante était très importante : les jeunes de 17 ans et au delà, scolaires et étudiants, représentaient plus de 11 % de la population totale. Les jeunes actifs de 17 à 24 ans étaient de 10 % plus nombreux à Poitiers que dans la moyenne des autres villes de même importance. En 1981 il y avait 31.000 élèves dans les enseignements primaires, secondaires, techniques et agricoles catholiques. Il y a en 1982 13.300 étudiants à l'Université.

La population est de type tertiaire (profs, instits, employés, cadres, secteur libéral) : en 1975 plus de 75 % de la population active pour un peu moins de 25 % d'ouvriers, alors que pour l'ensemble des villes de même importance, le rapport est de 57 % pour le tertiaire et 41 % d'ouvriers. Ce phénomène ne fait que s'amplifier depuis 1975.

Il y a 39 % d'immigrants en y incluant les étudiants (33 % de moyenne pour les villes semblables). Un exemple de la situation sociale en 75 : il y a 10000 personnes de plus de 17 ans qui ont le niveau brev, Bac ou Supérieur ; il y a 6.700 employés de bureau, 6200 cadres moyens et 2000 instits.

Poitiers est donc une ville tertiaire et la gauche oriente en conséquence sa politique municipale.

Le logement

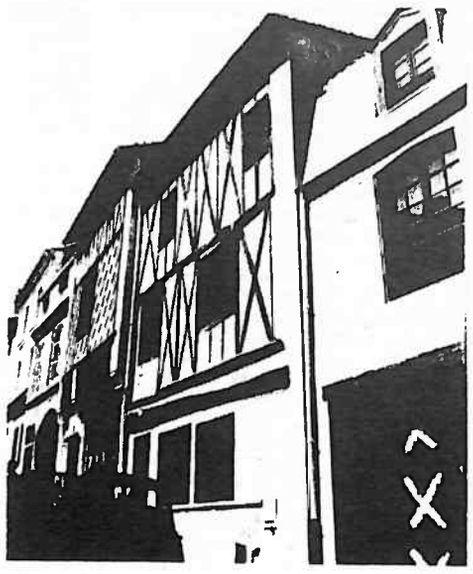
Il y a deux situations : le centre historique, et les quartiers périphériques (ZUP,ZAC,Cités), les cages à lapin-dortoirs de Poitiers.

De plus en plus le centre ville est rénové avec des rues piétonnes pavées ; dans ces rues les commerces sont refaits, pour être plus « tape - à - l'œil » et souvent ils englobent l'escalier indépendant qui monte aux étages ; il n'y a plus de locataire, les étages sont vides et transformés parfois en réserve du magasin. Les rues se dépeuplent ; les quelques loyers y sont très élevés. Les magasins (pour la plupart de vêtements, chaussures de luxe, des bijouteries, donc inutiles) sont de plus en plus chers et sont réservés pour l'essentiel à la bourgeoisie (intellectuels, cadres) ; les travailleurs et petits employés vont souvent acheter leurs vêtements à Chatellerault ou à Niort, ou dans les grandes surfaces, car ils y sont moins chers. La municipalité de gauche a accentué cet **embourgeoisement des rues,** commencé par la droite. En dehors des heures d'ouverture, les rues sont mortes, sans aucune vie. Sur un autre plan, les commerçants n'ont pas à se plaindre de la municipalité. Il y a quelques mois ils se sont plaints de « *l'envahissement des rues piétonnes par différents groupes qui ne se contentent pas toujours de n'être que folkloriques* », c'est à dire « *les clochards qui séjournent devant nos magasins, accompagnés de chiens faisant régner une insécurité totale* ». Aussitôt le Maire, nommé à la commission Sécurité des grandes villes leur répond favorablement :

« *Je tiens à informer les commerçants que je prends toutes les dispositions en relation avec le commissariat de Poitiers pour que la sécurité et la tranquillité des commerçants, ainsi que celles des clients, soient assurées dans les rues piétonnes* » ; et des paroles à l'acte, **les clochards sont chassés** un beau jour des rues piétonnes (la droite n'aurait pas mieux fait, à quand les chambres à gaz ?) ; quant aux musiciens, il faut demander l'autorisation à la mairie pour jouer dans la rue ; et l'agression que sont ces magasins de luxe, vous connaissez ? La rénovation privée ou municipale entraîne aussi le départ des populations pauvres du centre pour les cités dortoirs périphériques (béton et carton-pâte), par exemple le quartier des 3 Rois, rue de la Chaine :

Vers 1965, la municipalité de droite voulait rénover ce quartier de familles nombreuses et très pauvres aux maisons d'époque moyenâgeuse. Un comité de défense du secteur sauvegardé et de soutien aux victimes expropriées (codesouviex) s'est constitué, regroupant la plupart des habitants du quartier : rénovation signifiait aussi destruction (restructuration) du quartier. La gauche aussi a gardé pendant un certain temps cette politique puis l'a abandonnée en se ralliant à la politique de restauration, mais le mal était fait : les petits propriétaires, avec leur plan de sauvegarde (jamais rendu public ! mais qui avait force de loi) s'étaient vu interdire toute espèce de travaux provisoires. Impuissants, ils assistaient à la dégradation de leur maison, voire à leur écroulement. Sous la menace d'une restauration de luxe, on a fait fuir les petites gens. La « gauche », si elle s'est pliée à la restauration, ce n'est que par souci financier, sans prise en compte des intérêts des habitants. La population résiste quand même et refuse de vendre à la commune. La « gauche », pour diviser le mouvement, n'est pas étrangère à la naissance d'un nouveau comité, plus mou, plus politiquement marqué : le comité des 3 Quartiers. Devant la pauvreté, des sommes énormes sont proposées pour le rachat des maisons (12 millions de centimes pour certaines) ; des gens cèdent, vendent, et surtout partent.

Les commerces (épiceries de quartier, etc...) ferment. Les rues se vident. La rénovation peut commencer ; elle est grandiose de luxe, respectant l'architecture ancienne. Les anciens habitants ne reviennent pas : un F4 à 150 000 centimes (mais il y a des aides diverses au logement), ce n'est pas à la portée des anciens habitants. Aussi, c'est toute une nouvelle population qui s'installe, plus aisée, la petite bourgeoisie intellectuelle souvent.



La rue de la Chaine.

Malgré l'architecture qui se veut collective (amphithéâtre, couloirs), ces appartements ne verront pas les populations s'y enraciner : ces logements bruyants, petits (autrefois, une famille avait toute une maison) ne sont pas fonctionnels : pas de placards, d'endroits où faire sécher le linge, pas de cave, les gens passeront dans ces lieux. A ce sujet, la pub électorale du PS sur Poitiers n'est que propagande : « *les anciens habitants retrouvent leur maison rénovée* », les petits commerces restent fermés, aucun nouveau ne s'ouvre. La rénovation va jusqu'à des trottoirs de luxe (pavés roses). D'un quartier pauvre mais vivant (les gens se connaissaient très bien, tout un tissu social existait), la « gauche » a fait un quartier de luxe mais peu vivant, artificiel.

Tous les quartiers populaires du centre sont appelés à être rénovés sur ce modèle ! Quand une opération immobilière est en vue par la municipalité, ont peut être sûr que les locaux resteront fermés pendant de multiples années, pourriront, s'effondreront, avant d'être restructurés ou rasés (c'est cela le gaspillage). De plus, sur le plan architectural, c'est affreux, froid, sans aucune imagination. On veut copier un style : par exemple, l'îlot Jean Macé avec ses colonnes, ses alignements, son portique, qu'en d'autres villes ont détruit ; cela jure avec le quartier.

Un autre exemple de restructuration d'un quartier, c'est la place centrale avec ses 7 banques et ses 15 salles de cinéma et la mairie : place froide qui pue le fric ; cela s'adapte avec une population de cadres, d'intellectuels, la nouvelle bourgeoisie ! Seul le quartier du marché avec ses petits commerces et cafés est encore populaire. Autrefois, Poitiers-Centre était dans les mains de la grande bourgeoisie : la plupart des édifices appartenaient soit à l'Eglise (elle en possède encore actuellement), soit à l'armée (casernes, hôpital militaire, etc...) ou aux grandes familles nobles.

Actuellement, le centre est le repère de bureaux, banques et autres tertiaires !

La circulation :

La politique municipale y est plus aberrante et est le reflet de ce qu'est la « gauche », un soutien du capitalisme. Alors que Poitiers est une très vieille ville aux multiples architectures (gallo-romaine), moyenâgeuses, art-déco, etc...), aux petites rues, on adapte la ville aux voitures individuelles. Deux exemples en témoignent :

La pénétrante : une route à grande circulation pénètre au centre-ville (après de multiples démolitions), pour aboutir à une place et à un parking (c'était un projet de la municipalité de droite) ; la « gauche » va continuer cette artère par un projet fou (destruction du quartier populaire de la Croix-Blanche - Charles 7) pour faire aboutir cet axe à une place, la place du Palais de Justice, un cul-de-sac (ne serait-ce pas pour faire arriver plus vite au Palais de Justice les paniers à salade ?), véritable saignée dans le vieux Poitiers. Les propriétaires, souvent âgés, refusèrent de vendre à l'amiable au début, puis, devant l'insistance de la commune, cédèrent : un couple de retraités s'est vu proposer la somme de 259 millions anciens pour l'achat de leur maison. Finalement la plupart a cédé, les derniers (dont un commerçant) se feront exproprier car l'enquête d'inutilité publique a eu lieu. Les travaux coûteront plus d'un milliard ancien (c'est pas grave, ce seront les cas sociaux, chômeurs, la classe ouvrière qui en feront les frais !). Mais le plus succulent pour les défenseurs, dits de gauche, du capitalisme, c'est que le PSU a participé à la lutte contre la pénétrante à l'époque (voir l'affiche), et que dans la plateforme municipale 83 à laquelle participe le PSU (avec 3 conseillers), est prévu, en 8ème point... l'achèvement de la pénétrante ! Les politicards sont prêts à n'importe qu'elle magouille pour le pouvoir, quel qu'en soit le retournement des vestes !!

Réunion publique Jeudi 2 Avril 20h30
Maison du Peuple Poitiers
Codesouviex, Amis de la terre, CSCV, UFC, PSU.

La caserne Rivaud : une opération immobilière est prévue dans une ancienne caserne militaire en plein centre ville, caserne abandonnée depuis de nombreuses années donc en très mauvais état ; elle sera détruite en grande partie pour des logements, commerces, bureaux, et aussi pour un parking public de... 1000 places, alors que chaque soir de 17 à 18 h, les rues voisines sont bouchonnées (1000 voitures en sus dans la rue au même moment, quel rodéo en perspective !), et encore le quartier sera défiguré architecturellement, et une rue chapeautée par du béton.

A Poitiers, une politique de grands parkings périphériques n'existe pas. Les transports en commun reliant les cités-dortoirs périphériques entre-elles (très peu nombreux, il est vrai, de jour) ou avec le centre, s'arrêtent à 20h - 20 h 30. Le soir est fait pour dormir et non pas pour se changer les idées, pour la gauche.

Lorsque les grandes artères sont abandonnées dans leur projet, ce n'est pas suite à une discussion avec les habitants concernés, mais pour raisons financières (cf la liaison Zup-pénétrante). De toute façon, les cités périphériques sont les dortoirs pour ouvriers et petits employés (25 000 habitants dans la Zup par exemple). Aucune vie, sauf à la ZAC de Beaulieu, la ZAC des cadres, profs, avec le chauffage électrique intégré (faut bien que le nucléaire de Civaux serve !), cité surtout de maisons individuelles.

Le culturel à Poitiers

Le culturel (ou plutôt le cultureux) est une culture adaptée à la classe dominante, une culture de luxe, car pour beaucoup à Poitiers, la culture est neutre, elle n'est pas le reflet du système capitaliste, le reflet de l'idéologie dominante ! La culture n'est pas vendue pour faire prendre conscience, mais pour conforter les gens dans les idées reçues à l'école, à l'armée, à la télévision. Si les gens venaient à réflechir et à occuper les multiples locaux et habitations vides de Poitiers (vu le prix des loyers), quelle révolution ce serait dans les têtes ! (Il y a eu quelques squatts à Poitiers, très limités et clandestins).

Les seuls exemples de culture amenant les gens à réflechir, à débattre, à critiquer, ont été donnés par des associations ou groupes, qui se situent la plupart du temps en dehors du système culturel de « gauche ».

Il y a plusieurs structures culturelles à Poitiers :

Tout d'abord l'AGAT (Association qui Gère et Anime le Théâtre municipalisé), créée en 78, dont le recrutement s'est fait par copinage : par le directeur, la municipalité s'est adressée à Lang, le technocrate du PS dans le cultureux, qui a désigné quelqu'un qui avait travaillé avec lui. Le directeur a embauché ses seconds. L'entreprise de graphisme qui a fait toute la publicité au début était parisienne, malgré les propositions de trois entreprises poitevines, sans qu'il y ait mise en concours.

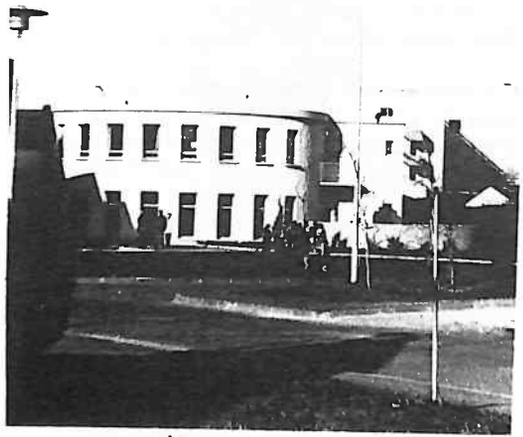
Maître Baelde, administrateur provisoire du théâtre de Poitiers en 1977 et homme de théâtre, administrateur du premier festival d'Avignon et mémoire vivante du théâtre de Poitiers depuis plus d'un demi-siècle, a déclaré à l'ex- « Farci Poitevin », en juillet-août 81, à ce sujet : « Je reconnais leurs excellentes intentions et leur libéralisme théorique, mais cette image est ternie par l'illusion que l'ensemble de l'appareil détient la vérité et toutes les solutions. Et par conséquent, les solutions, il ne faut pas aller les chercher en dehors de la hiérarchie. C'est à cela que je me heurte... que ce soit par l'ancienne ou la nouvelle municipalité (en 1981 ndr), aucun utilisateur n'a été consulté lors de la création de nouvelles salles à Poitiers. Pourtant, il y a un certain nombre d'utilisateurs qui connaissent le théâtre... » Cela explique la politique culturelle.

Beaucoup de personnes de l'AGAT sont au PS ou au PC.

Les subventions sont importantes. En 1982, la municipalité a donné officiellement 140 500 000 centimes et le ministère de la culture 97 600 000 centimes (contre 7 400 000 F en 81), le Conseil Général 4 400 000 centimes et le Conseil Régional (majorité de « gauche »), 35 000 000 centimes. En 83, la municipalité a déjà donné 178 250 000 centimes pour la gestion du théâtre, c'est la plus grosse subvention attribuée cette année ; une garderie d'enfants a eu 155 000 centimes !

Quant à la qualité des spectacles, ceux-ci s'adressent uniquement aux intellectuels et cadres : tout ce qui est nouveau, d'avant-garde, quel qu'en soit le contenu. Il faut dire que parfois, les spectacles présentés par l'AGAT font un bide comme avec « La Papesse », moins de 30 spectateurs par spectacle. De plus, les spectacles sont chers : la bourse d'un OS ou d'un petit employé ne peut se le permettre. Seul le cinéma échappe à la règle, parfois des films intéressants (comme « les années de plomb »). L'AGAT monopolise la majorité des spectacles dans le centre-ville. Quant aux salaires : officiellement, le directeur perçoit en novembre 82 : 1 042 353 centimes ; le contrôleur de tickets : 318 612 centimes ; il y a 17 employés à l'AGAT, plus les vacataires et intermittents, avec 23 F de l'heure.

Juste avant les municipales, en janvier 83, a eu lieu au théâtre « la semaine du cinéma soviétique » (qui se déroulait aussi à Paris mais sous la protection des CRS) avec une délégation du cinéma soviétique (la répression des cinéastes, connait pas ! La Pologne, l'Afghanistan, connait pas !!).



suite page 29 →

LA CONTESTATION ÉTUDIANTE

Après trois mois de grève chez les étudiants en médecine, la contestation a gagné de nombreuses autres branches du secteur universitaire. (Droit, Science-éco, Psycho...)
Une vague de fond soulève le monde étudiant comme par enchantement alors que cela fait longtemps qu'aucune agitation ne règne dans les facultés au point d'expliquer ce mouvement si soudain. Ils descendent dans la rue et semblent la découvrir. Alors quelques fines langues ou plumes jouent de comparaisons stupides : Mai 83, Mai 68 à l'envers ?

Il y a c'est vrai un profond malaise étudiant. C'est lui qui fait descendre dans la rue même les plus indécis. Mais les données de cette soudaine contestation sont de loin très différentes.

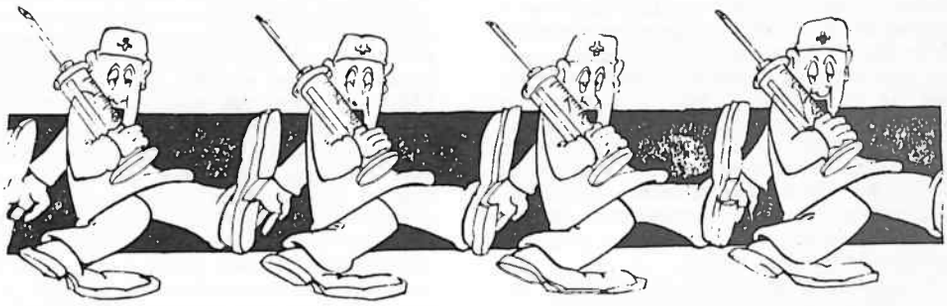
La grève des étudiants en médecine

Comme nous l'expliquions dans le précédent numéro de CA, les grèves actuelle qui secouent le secteur de la santé, des étudiants aux médecins hospitaliers, mettent à nu l'anxiété qui règne dans ce secteur de la bourgeoisie. La corporation entière jusqu'alors préservée de la crise bouge à tel point qu'on a vu des étudiants internes et médecins hospitaliers se battre ensemble pour des revendications tout à fait différentes.

Qu'est-ce qui a fait bouger tout à coup la masse en principe silencieuse des étudiants en médecine ?

Fin 82 le gouvernement par la voix de Jack Ralite (alors Ministre de la Santé) annonce la mise en place à la fin du deuxième cycle des études médicales (6eme année) d'un examen classant et validant obligatoire (ECVO). Cet examen qui vise dans ses grands axes, à améliorer la formation des généralistes, supprimer les deux voies d'accès aux spécialités (dichotomie jusqu'alors source de nombreux problèmes — voir CA mai 82 —) et créer et développer un secteur « Santé publique » .

Curieusement, c'est l'annonce de cette mise en place d'un ECVO qui fait l'effet d'un détonateur dans une poudrière, chez des étudiants réputés pour leur docilité. Les UER parisiennes donnent le ton, et dans la semaine qui suivit 40 CHU se mettaient en grève illimitée contre l'ECVO puis rapidement contre la réforme tout entière. La dérive vers le « Non à la réforme » est choquante car au début du mouvement nombre d'étudiants se trouvent démunis pour répondre à la question pertinente « Mais c'est quoi au fait cette réforme ? » .



D'emblée il y a eu beaucoup à dire sur ce mouvement qui débute avec une foi surprenante. Premièrement, pourquoi se mettre tout à coup à lutter contre un examen en plus alors qu'un étudiant en passe déjà une trentaine au minimum dans ses études sans rechigner. Les grévistes crieront au concours camouflé mais cet EVCO ne suppose pas de numérus clausus, donc il n'y a pas de sélection sous-jacente comme l'avaient craint beaucoup de grévistes ne connaissant pas réellement la réforme mais assez semble-t-il pour entamer une grève.

Deuxièmement, pourquoi bouger tout à coup à l'annonce de la prochaine mise en application d'une réforme élaborée par l'équipe Weil-Barrot appartenant au précédent gouvernement.

Pour répondre à la première contradiction, il suffit de voir la très rapide dérive de la lutte vers un Non global à la réforme. En fait la focalisation sur cet EVCO était seule capable de mobiliser tous les étudiants. Malheureusement la dérive du mouvement aboutira à l'exclusion de deux facultés parisiennes (Bobigny et Kremlin-Bicêtre) qui étaient prêtes à se battre sur des décrets d'application mais pas contre la réforme. Et pour cause, celle-ci est déjà appliquée dans ces facultés pilotes. Les étudiants se désolidarisent vite du mouvement national car ils savent que cette réforme présente nombre de points positifs.

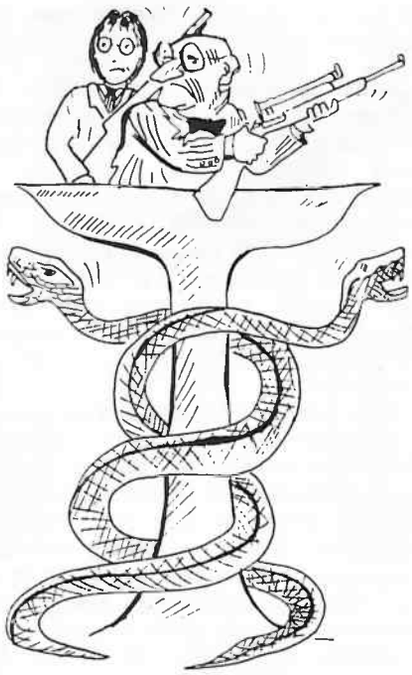
La seconde contradiction est vite gommée par un soi-disant apolitisme. On est tellement apolitiques que lorsque les facultés de Bobigny et Kremlin-Bicêtre se désolidarisent du mouvement on les qualifie de « rouges » .

— Peut-on parler de manipulation ?

Il serait trop caricatural de crier à la manipulation. Ce serait en effet gommer un réel malaise qui, même s'il touche un secteur traditionnellement à droite même chez les étudiants, s'exprime par un apolitisme se voulant loin des clivages droite-gauche traditionnels. Les étudiants de sensibilité politique différente sentent que le problème n'est pas là.

Il n'empêche que leur lutte donne vraiment l'image d'une lutte partidaire et ce parce qu'il y a eu une réelle récupération. D'abord facilitée par les opinions des principaux meneurs sans doute mieux préparés que les autres à cette mobilisation, la récupération a été marquée par l'approbation sans condition du mouvement étudiant par les patrons hospitaliers qui eux, sont loin d'être apolitiques.

N'a-t-on pas vu sur plusieurs lieux de stage les patrons encourager ouvertement les grévistes tout en étant pour l'EVCO, d'autres participer financièrement au mouvement, d'autres encore renvoyant chez eux quelques non grévistes ou indécis.



N'a-t-on pas vu un doyen de faculté (à Reims) opposé à la réforme des médecins hospitaliers (mais pas à l'EVCO), fêter sa séquestration par des étudiants grévistes au champagne !

Bref, flou depuis le début, le mouvement étudiant jouissant d'une compréhension bon enfant aura contribué à grossir les rangs des autres blouses blanches (internes et chefs de cliniques) pour ne faire en dépit des différences de revendications qu'un seul et unique sursaut corporatiste. Après trois mois de grève, le flou n'a fait que s'accentuer car en dépit de quelques acquisitions techniques sur des points de la réforme lors de négociations avec MM. Beregovoy et Savary les étudiants ont reconduit leur grève. Cette reconduction a vidé la grève de son sens puisque l'ECVO a été aménagé.

Cet aménagement satisfaisant une majorité d'étudiants il fallut trouver d'autres motifs à la grève. Alors les étudiants tout en continuant à se battre contre l'examen de fin de deuxième cycle réclament actuellement le libre accès aux spécialités et la réduction de la durée de formation des généralistes. Des revendications qui ne font plus que figure de prétexte.

— Y a-t-il des non grévistes ?

On peut remettre aisément en question la représentativité au niveau national du Comité inter CHU seul interlocuteur du gouvernement. En effet ce comité mène la grève un peu à sa guise et s'il représente les étudiants grévistes, il est loin de représenter tous les étudiants. D'abord parce que toute une portion des étudiants n'est pas en stage et tire bénéfice de la grève pour bosser des concours et autres examens, ou pour prendre des grandes vacances. Ensuite parce que même peu nombreux il existe des non grévistes. Au niveau national un collectif d'étudiants contre la grève s'est mis sur pied début mai.

Pourquoi ce regroupement si tardif ? Parce qu'il a fallu prendre des contacts, s'organiser pour éviter que le gouvernement ne revienne sur sa réforme qui comporte des points positifs. Ce collectif remet donc en cause la représentativité du comité inter CHU. Il fait entendre une position nouvelle qui ne passe malheureusement pas très bien les barrières des médias : approbation des grandes lignes de la loi mais critique d'un certain nombre de points encore boiteux ou timides notamment sur la revalorisation de la médecine générale. Idées en contradiction absolue avec les grévistes.

Un thème assez éloigné du mouvement de grève qui lui, bénéficie d'une sorte de complicité par le relais toujours donné dans les médias. L'idée de cette coordination a pris forme avec l'entrée en scène des fameux médiateurs qui sont partie prenante des grévistes. En effet, ils sont là pour arrêter la grève, ce qui est facile : il suffit de satisfaire les revendications des grévistes. Cela va même plus loin, le mouvement était dans l'impasse jusqu'à la nomination des médiateurs, la grève battait sérieusement de l'aile, et des étudiants commençaient à regagner leur stage. Mais une rencontre avec les médiateurs a regonflé le comité inter CHU. Et pour cause ces médiateurs sont des mandarins hospitalo-universitaires hostiles à toute réforme risquant de toucher à leurs privilèges, et hostiles à une revalorisation de la médecine générale.

Ainsi le gouvernement pressé de voir s'arrêter une grève qui s'éternise pourrait revenir sur sa réforme. Et c'est grave.

— Où en sont les étudiants ?

Bien sûr comme tout mouvement, il aura permis des discussions, des réflexions sur les études médicales. Mais il n'aura pas suffi à provoquer autre chose qu'une **réflexion de défense**. Au lieu de déboucher sur une prise de conscience des problèmes que rencontre le secteur santé dans la crise (démographie médicale galopante, élévation des coûts sociaux...) et des profondes transformations qui s'amorcent, les étudiants se sont embourbés dans leurs revendications

syndicales. Pourtant, même si ces dernières aboutissent, elles ne stopperont pas la dévalorisation du statut social des futurs médecins.

Une dévalorisation que les étudiants sentent même s'ils refusent de l'admettre. Il ne faut donc pas nier l'angoisse profonde qui règne dans les facultés de médecine. Elle prend toutefois une forme malsaine de lutte pour la sauvegarde de privilèges. Et pourtant, cette mobilisation pour préserver ce qui reste du valeureux statut social du médecin dans la société peut encore se comprendre chez des médecins en exercice qui sont encore actuellement propriétaires de leurs privilèges. Mais elle ne s'explique chez les étudiants que par la mystification de la fonction qu'ils exerceront plus tard. C'est bien ce qui est choquant dans cette grève estudiantine : voir et entendre des étudiants en début de cycle raisonner avec des schémas qui appartiennent déjà au passé laisse envisager l'ampleur de la désillusion future et des réactions qui l'accompagneront. Ils se raccrochent à des valeurs qui vascillaient déjà lorsque leurs ainés étaient encore sur les bancs de la faculté. (exemple, les jeunes étudiants ne se rendent pas compte des difficultés qu'ont les jeunes toubibs pour s'installer depuis quelques années).

Triste constatation de voir que cette grève des étudiants en médecine n'est pas née d'une peur existentielle de voir disparaître la fonction médicale. Au contraire cette mobilisation révèle la peur de voir s'écrouler le statut social et tout ce qu'il y a autour c'est à dire le coté non médical de la profession. (Ainsi par exemple le fonctionnariat fait peur alors qu'il améliorera la fonction du médecin entre autre par la suppression du paiement à l'acte, tout en s'attaquant au statut social par la prolétarisation des toubibs).

Voilà ce qui se cache derrière cette mobilisation corporatiste. Est-il question des malades ? de la médecine à venir ? non. Et lorsqu'on entend parler de l'intérêt des malades c'est à chaque fois très démagogique.

II) — Les autres mouvements étudiants.

Alors que le mouvement des étudiants en médecine tombait en déliquescence, on a vu apparaître une contestation généralisée aux autres branches de l'enseignement universitaire. Sans rapport apparent avec la grève des étudiants en médecine, cette mobilisation a eu le même soubassement : l'angoisse. C'est elle qui a réveillé les étudiants en droit, en science-éco, en lettres... Certes c'est la droite universitaire avec ses quelques fachos de fac, qui s'est engouffrée dans la bréche ouverte par les carabins. Au son de l'UNI, de la CELF (Gaulliste et populo-nationaliste) qui ont été au départ des mouvements dans toute la France, les étudiants se sont regroupés derrière une banderole « Non à la réforme » . Au son d'un apolitisme plus que douteux — mais peut-être est-ce une nouvelle conception de la politique — une cacophonie aux multiples revendications semble réveiller des étudiants qui se montraient plus que dociles depuis longtemps déjà.

Brusquement une vague de fond a secoué une majorité de facultés. Et même si (comme en médecine) on vote souvent la grève sans savoir ce qu'est réellement la réforme, on se laisse porter par le mouvement qui donne de ce fait une fausse image de sa réalité. Les slogans et les motifs de contestation sont vite effacés par la nécessité soudaine de descendre dans la rue. Ils ont peu d'importance face à l'inquiétude profonde qui éclate tout à coup au grand jour surprenant tout le monde. Les étudiants eux mêmes.

Il y a des raisons d'être inquiets. (ce qui étonne c'est qu'on n'ait senti germer cette inquiétude). En effet privilégiés parce qu'ils faisaient partie de l'élite, les étudiants sont lâchés dans la crise de leur société vascillante. Ils paraissent surpris par la tempête. Serait-ce leur apolitisme qui leur a mis de la merde devant les yeux au point de n'avoir pas vu que le pourrissement a attaqué depuis un moment toutes les structures de la société. Il aurait été difficile de concevoir que l'Université serait épargnée. Le réveil n'est que plus cruel.

Pourtant le gouvernement essaye de réparer quelques dégâts. Dans l'enseignement supérieur, il veut tenter d'adapter les études et leurs débouchés aux besoins du marché. D'où l'angoisse justifiée de voir mourir le libre choix des études. Inquiétudes normales car le problème ne serait certainement pas pour autant résolu.

Malheureusement comme en médecine, cette situation de mécontentement ne fait pas réfléchir les étudiants sur le fond des problèmes. Et on s'inquiète plus de son propre avenir matériel que des problèmes de société. Problèmes de fond qui sont responsables des tentatives de réformes. C'est vrai qu'il est toujours difficile de réfléchir sur les réalités concrètes lorsque c'est l'angoisse qui fait bouger les gens. (C'est ce que l'on appelle une lutte défensive !).

Dans ce contexte, l'apolitisme est « nécessaire » pour regrouper le maximum de monde. Même s'il n'est qu'un mythe, il veut seulement montrer que les inquiétudes sont éloignées des clivages politiques traditionnels, et qu'elles sont ressenties par des étudiants de sensibilité politiques différentes. (N'a-t-on pas vu les deux UNEF, d'obédience communiste pour l'UNEF ex renouveau et socialiste trotskyte pour l'UNEF-ID, se joindre à la contestation).

Pour cela il est dangereux d'un point de vue interprétation de ce qui se passe de résumer le mouvement étudiant actuel à une mobilisation de la droite. Certes les groupes fascisants (ou plus diplomatiquement, d'extrême droite) ont saisi l'occasion de se faire entendre car la rue s'est trouvée offerte tout à coup leur permettant, parce qu'ils étaient mieux organisés, de prendre de vitesse une contestation globale balbutiante et peu claire. Et ce d'autant plus facilement que les mouvements étudiants de gauche et d'extrême gauche célèbres encore il y a 15 ans se sont effrités au fil des années laissant la place à une masse il est vrai plus à droite, plus conservatrice et plus corporatiste.

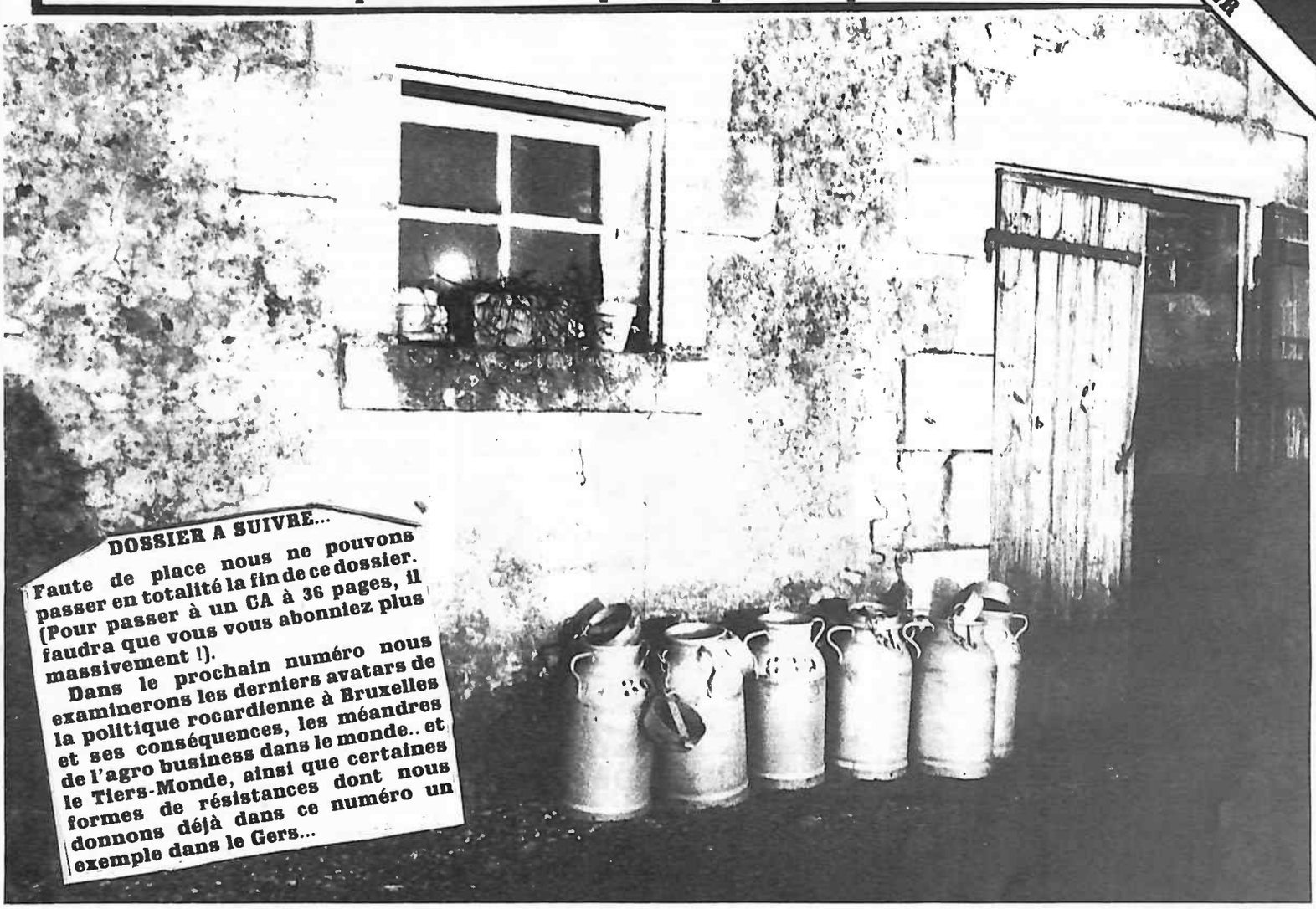
Mais ce n'est pas une raison suffisante pour déplacer les problèmes réels et occulter l'inquiétude profonde. Affaire à suivre. Après les échauffourées du jeudi 5 mai avec les « CRS-Gauchistes » et l'extrême droite organisée, les étudiants semblent vouloir prendre des distances avec ces groupes qui les ont débordés.

Est-ce à dire que les étudiants sont déterminés à aller jusqu'au bout ? Et sur quoi cela va-t-il déboucher ?

Dominique - Reims.

L'AGRICULTURE (Suite)

Consulter le numéro précédent de C.A pour la première partie.



DOSSIER A SUIVRE...

Faute de place nous ne pouvons passer en totalité la fin de ce dossier. (Pour passer à un CA à 36 pages, il faudra que vous vous abonniez plus massivement !).

Dans le prochain numéro nous examinerons les derniers avatars de la politique rocardienne à Bruxelles et ses conséquences, les méandres de l'agro business dans le monde.. et le Tiers-Monde, ainsi que certaines formes de résistances dont nous donnons déjà dans ce numéro un exemple dans le Gers...

Le syndicalisme agricole

En 1867 naît la **Société des Agriculteurs** : ce sont des propriétaires fonciers, conservateurs, de la droite catholique.

En 1880 Gambetta a créé la **Société Nationale d'Encouragement à l'Agriculture.** Elle est proche du Parti Radical (la gauche anti-cléricale).

Pourtant, fait remarquable, ces deux organisations mènent les mêmes actions : syndicats locaux, coopératives, mutuelles, et avec une même politique : **la défense des prix par le protectionnisme.** Ce ne sont en fait que des têtes de ponten milieu agricole des 2 grandes tendances politiques et qui ont la même politique agricole. La différence n'est qu'idéologique. D'ailleurs, entre 1919 et 1936 elles fondent ensemble la **Confédération Nationale des Associations Agricoles** dont le rôle très faible décline rapidement.

En fait, la division entre les Rouges et les Blancs (la Gauche et la Droite) reste profonde et est représentée de nouveau en 1936 par, d'un côté la **Confédération Générale des Paysans Travailleurs (CGPT)** et de l'autre le **Parti Agraire** et les **chemises vertes.**

La loi du 2 décembre 1941 crée la Corporation Paysanne dont les chefs sont les leaders du Parti Agraire. Nous sommes pendant l'occupation, en plein renouveau d'une idéologie agrarienne fasciste et de mise en valeur des « valeurs campagnardes ».

A la libération la Corporation Paysanne est dissoute et les socialistes tentent de créer la **Confédération Générale de l'Agriculture (CGA).**

LA F.N.S.E.A.

Il n'aura fallu que deux ans à l'extrême droite pour se ressaisir après la libération. Les élections syndicales de 1946 donnent le pouvoir aux anciens de la Corporation Paysanne. Il y aura conflit de pouvoir avec la FNSEA (qui représente les céréaliers et les betteraviers) qui a pourtant le même esprit et le même programme que la Corporation. Après l'échec de la CGA (socialistes et communistes), la FNSEA va tout absorber et s'impose comme syndicat unique, avec un énorme poids politique (en 1951, 27 députés sont à la FNSEA !).

Mais les grandes manifestations de 1953 sont organisées par des dissidents (création du Comité de Guéret qui regroupe 17 fédérations du Centre en « résistance passive »). Certains restent à la FNSEA, mais sont particulièrement actifs dans le CNJA, et sont membres de la JAC (Jeunesse Agricole Chrétienne). Ils représentent des jeunes agriculteurs en voie de modernisation et qui veulent accéder aux mêmes avantages que les « pontes » de la FNSEA, et arriver à sa direction.

Debré, le premier ministre de De Gaulle va s'appuyer sur eux pour mener à bien la modernisation de l'agriculture inscrite dans la loi de 1960.

Les représentants de cette génération du CNJA et de la JAC, vont accéder aux commandes de la FNSEA, mais sans éliminer pour autant les céréaliers et ls betteraviers.

C'est par la bouche de Debatisse que s'exprime alors la doctrine FNSEA du début des années 60 :

• Accepter la diminution de la population agricole pour la revaloriser et obtenir (pour ceux qui restent) la parité des revenus avec les autres catégories socio-professionnelles — entendez : maintenir et augmenter les surprofits des gros, ceux qui sont à la tête de la FNSEA.

La FNSEA est un **syndicat vertical** c'est à dire qu'il est étroitement imbriqué dans l'appareil d'Etat ; il est associé structurellement à toutes les décisions concernant la politique agricole et en particulier, c'est lui le relais indispensable à la droite pour faire accepter l'intégration au Marché Commun (et à ses lois). Son hégémonie, il la maintient en répandant l'idée que l'agriculteur est devenu un « entrepreneur », un « patron », et que donc seuls les « mauvais gestionnaires » devraient partir (chacun pense que ce ne sera pas lui, ...jusqu'au moment fatal où la vérité s'impose).

Après 1968, une crise latente s'installe. Les grèves du lait, de 72, et viticoles, en 74-75, ne sont pas controlées par l'appareil qui continue dans la tradition gaulliste et soutient Chirac. Des départements entrent en dissidence : le P.S. impulse une intersyndicale, qui dure jusqu'à présent ; le comité de Redon se crée dans l'Ouest en 70 et des groupes dans le Sud-Ouest et la région Rhône-Alpes. Mais de fait, ce sont 21 départements qui font la loi à la FNSEA et qui vont reprendre progressivement les choses en main.

En véritable syndicat vertical, elle contrôle toute une série de structures liées à l'agriculture (chambres, coopératives...) ...et tire un gros profit financier de cela : son budget ne provient pas de ses adhérents (elle en revendique 600 000, mais très peu payent de maigres cotisations) mais de la « taxe de coresponsabilité » sur tout litre de lait produit, des « cotisations syndicales » prélevées sur les produits vendus. Les paysans cotisent donc sans le savoir (ou en le sachant, mais en y étant obligés) à la FNSEA.

Elle bénéficie en outre de pas mal de crédits de l'Etat.

C'est bien un syndicat « clientéliste » sans militants réels, mais avec des hommes d'appareil (nous disons bien des hommes, car une femme ne peut en être membre que si son mari est mort !), qui avaient le monopole absolu de toute représentation et gestion du monde agricole... qui « avaient », car en 22 mois de gestion au ministère de l'agriculture, E. Cression a en partie grignoté ce monopole — et c'est là le seul aspect positif de sa politique — ce qui explique la sainte colère de Guillaume !

Aux élections de 76 aux Chambres de l'Agriculture, la FNSEA représentait 63 % des voix.

Mais si tout a baigné dans l'huile jusqu'à 74, la crise rogne ensuite les marges bénéficiaires, tandis que les coûts de production augmentent.

La FNSEA adopte une position qui est plus ou moins intenable : cogestion et opposition. En 74, elle ne soutient pas Giscard et contribue donc à l'élection de Mitterrand, ce qui lui enlève une grosse épine du pied : elle va pouvoir être plus franchement dans l'opposition et recoller ainsi sa base, ce qui devenait de plus en plus difficile vu son double jeu.

A l'heure actuelle, elle continue de refuser à faire une différence struturelle entre petits et gros, et donc refuse les prix différenciés proposés par la CNSTP et combat le projet d'offices fonciers.

Ceci dit l'histoire de la FNSEA n'a pas été sans heurts, nous l'avons vu, contestations et contradictions. Dans la mesure où elle était hégémonique, tout militant paysan en a été membre à un moment ou à un autre, et certaines de ses branches, comme le CNJA (jeunes agriculteurs) ont souvent rué dans les brancards, tant pour imposer des formes d'actions plus virulentes que pour introduire d'autres perspectives politiques ; le MRJC (Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne) a été un lieu de riches débats ; de nombreux TP en sont issus.

LE MODEF

Le Mouvement d'Organisation de Défense des Exploitations Familiales revendique 90.000 adhérents. Créé en 1959 (avec l'aide entre autre de Doumenc), il n'a le statut de syndicat que depuis 1971, après avoir recueilli 23 %·des voix aux élections des chambres d'agriculture en 1970. Il est implanté dans des régions de petites exploitations familiales à traditions roses ou rouges (Sud-Ouest, Centre). Largement contrôlé par le P.C., il permet à ce dernier une assise électorale minimum en milieu rural. Il n'est pas question bien sûr de « collectivisation » ni de « communisme » mais de défense de l'exploitation familiale. Pourtant le MODEF s'oppose lui aussi à ce que soit appliqué une politique des prix différenciés. Aux dernières élections il est retombé à 10,5 % des voix.

La FFA

La Fédération française de l'Agriculture a été créée en 1969 par des rapatriés. Elle se veut libérale, et on la crédite souvent de l'étiquette d'extrême droite. Elle défend en fait les positions de la FNSEA d'avant 1960 : le rétablissement de l'indexation des prix agricoles. C'est un peu si l'on veut un MODEF de droite, teinté de poujadisme contestataire et de défense (modérée !) des « petits ».

La CNSTP

La Confédération Nationale des Syndicats de Travailleurs Paysans s'est créé en 1981 par le regroupement de différents syndicats locaux ou nationaux, contestataires ou d'extrême gauche. C'est un syndicat de classe anti-productiviste ; c'est à dire que l'idée de base est que la lutte de classe traverse le monde agricole, que tous les agriculteurs n'ont pas les mêmes intérêts. Ce syndicat se bat pour obtenir divers protections contre les lois capitalistes qui se retournent contre les petites et moyennes exploitations dans lesquelles le paysans n'est ni un « entrepreneur » ni un « patron » mais s'assimile économiquement à un travailleur (il est obligé de produire ce qu'on lui demande a un rythme qu'il ne décide pas, il est soumis au marché et aux trusts. Pourtant tout en étant un travailleur il n'en a pas le seul avantage : le salaire assuré. Une partie importante de la CNSTP est issue du Mouvement de Paysans-Travailleurs, qui représentait l'aile gauche du CNJA battue au congrès de 1970, et qui s'en sépara en 1974 (1). Ce fut un lieu d'intenses réflexions et d'initiatives, très perméable aux débats qui traversaient alors l'extrême gauche ; ce fut un milieu très ouvert et politisé dans le bon sens du terme... et autonome, puisque malgré de nombreuses tentatives, aucun groupe d'extrême gauche ne parvint à mettre la main dessus. C'est le seul exemple en France de mouvement syndical menant ouvertement des combats plus globaux : nucléaire, objection, Tiers-Monde, Régionalisme, soutien aux luttes ouvrières.

Outre les anciens Paysans-Travailleurs la CNSTP regroupe le **Mivoc** né en 1975 des Comités d'Action Viticole et solidaire de la démarche autonomiste, l'ancien **Comité de Guéret, le groupe des Paysans de Savoie, Euskal Laborari Batasuna (**Pays basque), et d'autres encore. Tous ces groupes locaux sont fédérés entre eux et restent maîtres de leurs décisions qui se prennent à la base. Le soucis constant de ses animateurs est de ne pas devenir de nouveaux notables. Cela bien entendu ne dépend pas que de leur propre volonté, mais de la dynamique des luttes entraînant une participation active des paysans concernés.

Aux dernières élections aux Chambres, la CNSTP à obtenue 7,5 % sur l'ensemble du territoire, mais sans se présenter partout (plus de 10 % si on ne tient compte que des endroits où ils étaient présents), et ce malgré de nombreuses opérations de diversion de la FNSEA !

La FNSP

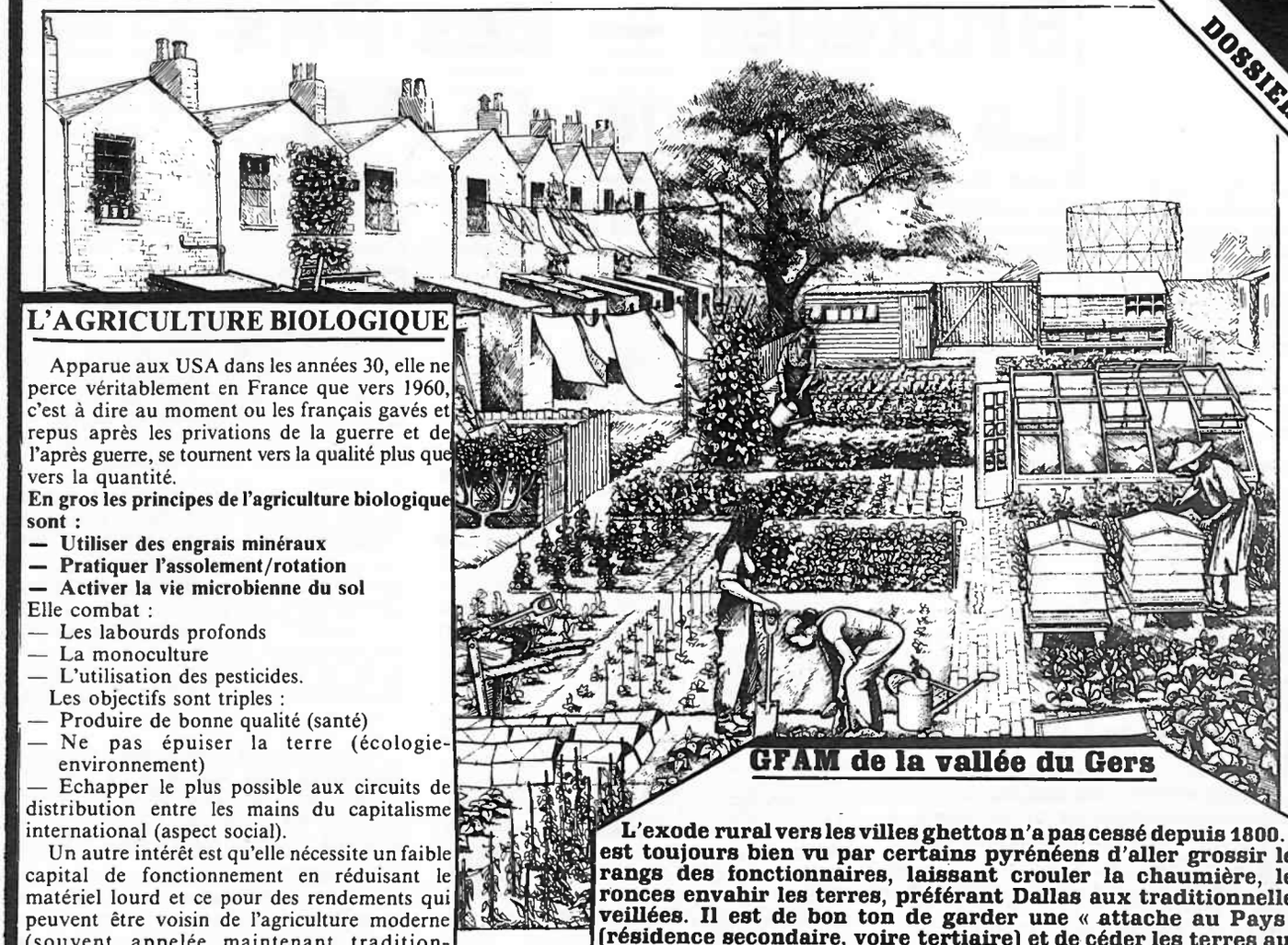
La Fédération Nationale des Syndicats de Paysans, s'est créé à la veille des dernières élections aux Chambres, en grande partie sur la base de l'« intersyndicale ». Ce fut en fait une opération du PS pour tenter de se construire un appui en milieu paysan et tenter de rogner les influences respectives de la CNSP et du MODEF. Opération qui a en partie échouée puisqu'ils n'ont obtenu que 5,80 %.

A noter qu'actuellement la FNSP est contrainte de se montrer réservée vis à vis de la politique actuelle du gouvernement en matière agricole. ■

NOTE

(1) Ce concept de Travailleur-Paysan est issu de Jean Jaurès qui les définissaient ainsi :
- N'exploitant personne (n'employant pas de salariés permanents).
- Vivant de leur travail
- Anticapitalistes

Cette définition a été reprise presque telle quelle par le premier regroupement de paysans-Travailleurs.



L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

Apparue aux USA dans les années 30, elle ne perce véritablement en France que vers 1960, c'est à dire au moment ou les français gavés et repus après les privations de la guerre et de l'après guerre, se tournent vers la qualité plus que vers la quantité.

En gros les principes de l'agriculture biologique sont :

— Utiliser des engrais minéraux
— Pratiquer l'assolement/rotation
— Activer la vie microbienne du sol

Elle combat :
— Les labourds profonds
— La monoculture
— L'utilisation des pesticides.

Les objectifs sont triples :
— Produire de bonne qualité (santé)
— Ne pas épuiser la terre (écologie-environnement)
— Echapper le plus possible aux circuits de distribution entre les mains du capitalisme international (aspect social).

Un autre intérêt est qu'elle nécessite un faible capital de fonctionnement en réduisant le matériel lourd et ce pour des rendements qui peuvent être voisin de l'agriculture moderne (souvent appelée maintenant tradition-nelle !!!).

On peut considérer qu'il y a actuellement 5000 agriculteurs qui la pratiquent, au départ pour des raisons éthiques, puis souvent ensuite pour faire vivre une exploitation trop petite. Il s'agit pour l'essentiel de maraîchage (sur 10 à 20 ha) ou de polyculture-élevage (20 à 50 ha).

Ceci c'est la théorie.
La réalité s'en éloigne à pas de géants.

Le « sain », le « naturel », le « pur » est à la mode. Le marché du bio augmente de 30 % par an, avec un chiffre d'affaire annuel actuellement de 1,5 milliard de francs. Ce qui se vend est de très loin supérieur a ce qui se produit sur les 130000 ha consacrés à l'agriculture biologique. Si pour l'essentiel les produits livrés par les « paysans bios », le sont effectivement, il ne le sont très souvent plus dans les magasins spécialisés. Un paysan bio vend au maximum 20 % plus cher, alors qu'à la revente en magasin on se trouve avec 75 % de plus !

Lemaire-Boucher a mis pas mal de nitrate dans son idéologie sacro-sainte, et est probablement entre les pattes de la très « pure » multinationale Nestlé.

La Vie Claire c'est Bernard Tapie, le jeune loup qui s'est illustré à Manufrance, et crée maintenant des « fast food naturels ».

Quant à Diététique et Santé c'est la très « anti chimique » Rhône Poulenc !!

Les véritables agriculteurs biologistes sont aussi floués et finalement discrédités... avec peut être en arrière plan les producteurs d'engrais classiques, les rois de l'agro-alimentaire.

Tout ça pour dire que si vous ne cultivez pas votre jardin ou n'achetez pas directement chez un agriculteur (bio ou non totalement d'ailleurs) vous avez le choix entre de la merde à prix moyen ou de la merde à prix élevé. Mais l'essentiel est d'avoir la foi.

GFAM de la vallée du Gers

L'exode rural vers les villes ghettos n'a pas cessé depuis 1800. Il est toujours bien vu par certains pyrénéens d'aller grossir les rangs des fonctionnaires, laissant crouler la chaumière, les ronces envahir les terres, préférant Dallas aux traditionnelles veillées. Il est de bon ton de garder une « attache au Pays » (résidence secondaire, voire tertiaire) et de céder les terres aux rares paysans restants, qui de ce fait pratiquent une culture extensive incohérente. Les pouvoirs publics ne favorisent guère un développement concret et soutiennent les « seigneurs locaux ».

Devant une telle inertie, nous sommes décidés à prouver que l'agriculture de montagne est viable. Voici plusieurs années que nous sommes intallés dans le Pays de Cagire (à 20 kms de St Gaudens) faisant face à l'incompréhension, la crainte et parfois la haine des derniers survivants qui voient les agriculteurs (néo-ruraux) s'installer dans des lieux que leurs enfants ont fuis. En 1981, nous avons créé un groupement foncier agricole mutuel (GFAM). Nous n'avons rien a attendre du (des) pouvoirs(s), mais nous sommes obligés de passer par des structures officielles sous peine d'asphyxie.

Le GFAM est une structure qui permet l'achat, la rénovation et la location d'habitations et de terres grâce à un financement mutuel sous forme de parts sociales (fixées à 1100 frs et réévaluées chaque année) souscrites par des personnes motivées et conscientes que le renouveau durable de la région passe d'abord par la population et rarement par les subventions et autres gadgets des pouvoirs publics.

Avec les premières parts sociales, nous avons acheté une ruine et une parcelle de bois sur la commune de Sangouagnet (31). les uns ont défriché, d'autres ont taillé la charpente et édifié les murs (un apprentissage sur le terrain, de la construction, des fondations à la toiture). Depuis un an, la cheminé fume, un couple et leurs enfants y vivent. Tout un symbole, mais aussi un fol espoir de voir nos projets se concrétiser.

D'autres occasions sont à saisir, notamment l'achat d'une ferme et de 15 ha de terres. Mais deux ennemis mortels nous guettent : la propriété privée et le vide du porte-monnaie. Si vous ne pouvez nous être d'aucun secours pour le premier dans l'immédiat, il en va tout autrement pour le second. Des parts sociales souscrites sont un investissement non seulement dans le foncier, mais aussi dans la vie de l'initiative directe. Ces parts sont mobiles, donc récupérables assez vite. Leur gestion est garantie par les statuts du GFAM disponible au siège social à Comminges 31160 ASPET. A la même adresse nous pouvons renseigner les personnes ou groupes à la recherche d'un moyen de prendre en main leur problème foncier.

DOSSIER

Bruxelles — Les Prix La politique du P.S....

Le modèle giscardien en matière de politique agricole était de sélectionner une élite de 300.000 exploitations «productives» et « rentables ».

L'ambition du PS, du moins dans son programme et dans la bouche de l'ancien ministre Edith Cresson est de maintenir pour 1990 **1 million d'exploitation viables de 25 à 30 hectares.** Pour cela il s'agit de mettre sur pied une agriculture à deux vitesses :

— Ne pas nuire aux grandes exploitations productives.
— Améliorer les conditions de la petite et moyenne exploitation.
(E. Cresson à la Conférence Agricole du PS en décembre 1982)

Or cette politique doit être menée non seulement au sein du système capitaliste qui a sa propre logique, mais encore avec les règles spécifiques qui sont celles de la CEE.

La CEE

Le pouvoir exécutif de la CEE est double : la commission CEE d'un côté, le conseil des ministres concerné par un problème, de l'autre. En fait ce sont ces derniers qui ont le pouvoir réel.

Pour appliquer la PAC (Politique Agricole Commune), il y a, derrière les ministres de l'agriculture, la présence occulte mais déterminante des groupes de pression :

- Multinationales comme UNILEVER ou NESTLE.
— Comité des organisations professionnelles (COPA).

Ces groupes de pression en eux-mêmes sont déjà la négation de la définition théorique de la PAC (art 3 du traité de Rome de 1957) :

« *Accroître la productivité, assurer un niveau de vie équitable à la population agricole, stabiliser les marchés, garantir la nécessité des approvisionnements, et enfin assurer des prix raisonnables aux consommateurs...* »

En somme tout et son contraire ! L'utopie parfaite ! Et pas un mot sur les profits des maîtres du marché !

La CEE abolit progressivement les barières douanières pour favoriser et prioriser les échanges à l'intérieur de la CEE. Comme nous sommes bien sûr en système libéral, les prix sont libres,... mais à l'intérieur d'une fourchette : **un prix plafond** souhaité comme revenu pour les agriculteurs ; **un prix indicatif de base** que les Etats doivent faire respecter en intervenant sur le marché (achat d'exédents, primes de stockage : produits « d'intervention »). La CEE, elle, intervient par le biais des **restitutions** : primes à l'exportation des exédents qui sont vendus à très bas prix à l'extérieur de la CEE (en dessous largement du cours mondial), ou données dans le cadre de l'aide alimentaire au Tiers-Monde (Voir à ce sujet la dernière partie de ce dossier dans le prochain CA).

Mais il faut signaler qu'il n'y a pas forcément corrélation entre les prix indicatifs de Bruxelles et les prix du marché, et que seulement la moitié des prix agricoles français « bénéficient » d'une gestion communautaire !

Le résultat de ce relatif protectionnisme européen, c'est que les prix européens (ceux payés aux agriculteurs) sont entre 50 et 100 % plus élevés que ceux du cours mondial, ce qui dans un premier temps a favorisé la hausse du revenu agricole (voir CA n° 26). Mais là comme ailleurs, certains sont plus égaux que d'autres : les cours européens maintenus les plus élevés ont été ceux du blé et du sucre (sauf cette année pour ce dernier..). Céréaliers et betteraviers, ceux dont on connaît justement le pouvoir dans la FNSEA !

Chaque année les prix sont renégociés en hausse et en pourcentage lors des fameuses négociations de Bruxelles. C'est l'enjeu de toutes les batailles de façade qui font la une de la Presse écrite, de la TV, mais qui restent de l'hébreu pour la plupart **y compris pour les agriculteurs !**

Les augmentations en pourcentage du revenu agricole, négociées à Bruxelles ne signifient pas grand chose pour les petits et moyens paysans. **Elle ne sont en général pas répercutées dans leur totalité aux agriculteurs** sauf pour les céréaliers et les betteraviers qui bénéficient souvent d'une augmentation supérieure à la moyenne fixée à Bruxelles : 1981 : Blé+***12%*** ***Maïs***+***15%*** alors que la CEE prévoyait entre 8 et 9 %.

Par ailleurs **ces hausses sont répercutées également quel que soit le volume de production, ce qui immanquablement favorise les gros qui augmentent ainsi toujours plus leur marge bénéficiaire.**

la CNSTP propose que soient appliqués des **prix différenciés**, c'est à dire en fonction du volume de production et que ce système vaille également pour toutes les aides de l'Etat vis à vis des prix.

Par exemple prenons l'exemple du lait de chèvre. Les 20.000 premiers litres d'une unité de production seraient payés 25 centimes le litre, les 20.000 suivant 15 centimes, puis 10 centimes pour la tranche suivante. Or la FNSEA s'y oppose bien entendu, mais le MODEF lui aussi est réticent.

Mittérrand lors de son voyage dans le Sud-Ouest a déclaré :

« *Nos partenaires européens ne sont pas prêts à accepter des prix différenciés, alors n'en parlons plus...* ».

Cela fut le premier signal du retournement pro FNSEA du gouvernement.

Le P.S.

Cette « Réal-Politique » trouve sa réalisation dans la nomination de Michel Rocard à l'agriculture. Lorsqu'il était ministre du plan et préparait le IX^eme^ plan il prônait :

« *La diminution de la population active agricole se poursuivra* ***peut-être*** *à un rythme moins élevé qu'au cours des années 70-75...*»

« *Il faut développer l'agro-alimentaire pour réduire le déséquilibre de la balance commerciale et pratiquer des prix* ***modérés*** ...». Il écrivait en outre :

« *Les débouchés semblent moins aléatoires pour les produits végétaux de masse et notamment les céréales..*»

« *L'accroissement du surplus communautaire en produits animaux dont la gestion est difficile et coûteuse, est dangereux* ».

Autrement dit l'objectif de maintenir un million d'exploitations **ne sera pas tenu.** Il ne faut pas baisser le prix des céréales pour ne pas encourager les produits animaux ! Il faut des surplus céréaliers. C'est donc une politique qui va à l'encontre du maintien des emplois t du revenu des petits et moyens paysans. L'objectif est de tripler les exédents en 3 ans et réduire la part des produits bruts pour miser sur **la Recherche et le machinisme des usines agro-alimentaires.** Chevènement losqu'il était ministre de la Recherche avait commandé un rapport sur l'agro-alimentaire au sieur Joulin, (PDG de Jaquet !) qui concluait à la nécessité d'injecter 600 millions pour moderniser la recherche en agro-alimentaire : on est jamais si bien servi que par soi-même !

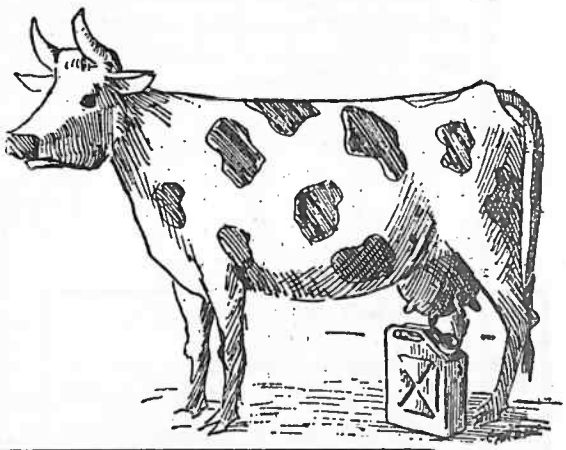
C'est que l'enjeu est de taille pour un gouvernement qui veut rétablir sa balance commerciale. La France est le deuxième exportateur mondial de produits agricoles avec un solde positif de 25,4 milliards en 81. L'exportation à elle seule représente 96,4 milliards dont 21 milliards de céréales, 8 milliards de sucre, 5,3 milliards d'animaux vivants, et 6 milliards de produits laitiers. Le cours élevé européen des céréales et du lait a favorisé le commerce français, si ce n'est le revenu de tous les agriculteurs, depuis 1974. Dans le même temps on assistait à l'effondrement des cours du café, du cacao, du soja, du manioc, c'est à dire des produits de la monoculture du Tiers Monde... Toujours ça de gagné pour la balance commerciale !

Tout cela pour dire que l'intérêt de la France, de l'Europe et de ses agriculteurs, ne sont que pure fiction. La réalité c'est le marché mondial et les cours fixés en fonction du profit des firmes agro-alimentaires.

Par exemple en France : on maintient un haut cours des céréales pour l'exportation ; mais pendant ce temps les éleveurs français achètent des substituts de céréales, hors de la communauté au Tiers Monde, en les payant à un cours relativement bas (plus que les céréales françaises ou américaines) mais pourtant en étant obligé de rogner sur leur revenu ! Il n'existe pas de filière Bretagne - Bassin Parisien, ce qu'une logique non capitaliste recommanderait !

Certains technocrates de gauche, de l'INRA (Institut Nationale de Recherche Agronomique), projetaient d'inverser la tendance en réajustant le prix des viandes par rapport aux céréales, avec l'idée que la viande était créatrice d'emplois par agro-alimentaire interposé. Ceci devait permettre en outre de moins piller le Tiers Monde puisque « nos cochons » seraient davantage nourris avec « nos céréales » : diminuer les importations de substituts de céréales, de protéines, de poisson, de tabac, et développer le porc, le tabac, les légumes et l'horticulture. Fiction encore une fois, car dès lors que l'on raisonne en terme de balance commerciale et non en terme de besoin de consommation, que l'on fixe les prix en fonction du marché et non du temps de travail, il n'y a aucune raison que les mêmes mécanismes qui ont fait la gloire de la céréale et la chute du petit paysan, ne fassent pas la gloire du cochon, et toujours la chute du petit paysan.

Il faut enfin aborder un point très important. Le cours très élevé des céréales, du sucre, coûte très cher à la CEE et aux Etats membres ainsi que toutes les aides différenciées qui favorisent les gros éleveurs. Mais ce sont là des aides qui se portent directement sur les **prix** si bien qu'elles masquent qu'il s'agit en fait purement et simplement d'aides, d'assistance. Les petits producteurs, eux, reçoivent les aides directement si bien que l'on parle pour eux **d'agriculture assistée,** alors qu'en fait elle l'est **moins** que la grosse agriculture !



LES MONTANTS COMPENSATOIRES (M.C.M)

Il s'agit d'un dispositif qui corrige les prix agricoles de chaque pays, par rapport à l'unité de compte européenne (E.C.U), en fonction de la force de chacune des monnaies.

Prenons des exemples :

Un gouvernement dévalue sa monnaie ; il a le choix entre deux solutions :

— Dévaluer également sa « monnaie verte » (Le franc vert pour la France). Dans ce cas il y a une hausse des produits agricoles à l'intérieur du Pays car il faudra plus d'argent (de francs par exemple) pour atteindre le prix commun européen. C'est un processus inflationiste dont les pays en général ne veulent pas, et c'est pour cela que depuis la dévaluation française de 1969 on applique un correctif aux frontières : le MCM, et c'est la deuxième solution :

— On ne touche pas à la monnaie verte du pays qui dévalue mais on applique un MCM « négatif » qui est une taxe à l'exportation pour hausser le prix au niveau communautaire européen en même temps qu'une subvention à l'importation, qui elle, abaisse le prix au niveau du partenaire qui a dévalué.

Un gouvernement réévalue sa monnaie (par exemple l'Allemagne). Soit il réévalue sa monnaie verte, ce qui, diminue les prix intérieurs et est donc inacceptable par les agriculteurs du pays en question, soit on applique un MCM « positif », qui, à l'inverse du précedent devient une subvention à l'exportation et une taxe à l'importation pour rétablir le prix commun.

Ces procédés favorisent évidemment les pays à monnaie forte (le Mark) contre ceux à monnaie qui s'affaiblit (le Franc) : Ainsi on subventionne les ventes allemandes vers la France, et on taxe les ventes françaises vers l'Allemagne. Les deux processus s'aditionnent ! Un produit exporté vers l'Allemagne est une première fois taxé au titre des MCM français et une seconde au titre des MCM allemands. Idem dans l'autre sens mais en subventions.

En 1979 un accord européen prévoyait la suppression de ce système pour 1982. Mais il n'a pu se réaliser tant l'Allemagne y trouve son compte, et surtout qu'on ne sait pas par quoi le remplacer dans un système européen qui fout le camp, tenaillé entre les intérêts nationaux et le système communautaire qui ne régit pas de la même manière les prolèmes monétaires et les problèmes agricoles qui pourtant s'imbriquent. Ce débat joue sur tous les grands dossiers : le porc, le lait, le mouton. En Mai 81 les montants français étaient de 3%. A la dernière dévaluation du Franc ils sont passés à 5,1 % pour les négatifs et à 13 % pour les positifs en faveur de l'allemagne soit un total de 18,1 %. Cresson voulait le démentèlement des MCM, mais pas Delors qui donnait la priorité à la lutte contre l'inflation (le démantèlement mène à la hausse des prix, voir plus haut). Hors c'est la politique de Delors qui a pour l'instant le vent en poupe, mettant ainsi Rocard dans l'obligation de trouver un moyen terme : démanteler sans démanteler... C'est le socialisme à la française. Mais nous anticipons sur la suite du dossier ou les derniers évènements seront examinés plus en détail.

VERS UN NOUVEAU DIALOGUE AVEC L'OCL ?

En février s'est tenue à Poitiers une réunion nationale pour faire le point sur l'OCL, son rôle, son utilité ou non, Courant Alternatif, etc...

Nous avons entre autres choses décidé de mettre en chantier une nouvelle brochure qui devrait remplacer " DIALOGUE AVEC L'OCL " qui pour le moins mérite d'être réactualisée. Cette nouvelle brochure ne saurait être programmatique ni faire le tour de toutes les questions avec des réponses précises. Il ne s'agit pas non plus de nous complaire dans un flou artistique ou un hyper-relativisme de saison. Un peu arbitrairement, des thèmes ont été découpés, des groupes de travail constitués qui doivent contacter tous ceux qui hors de l'OCL peuvent ou veulent y apporter quelque chose. Une partie de ces thèmes sera traité au camping de l'OCL à Forcalquier ct été.

Nous publions dores et déjà des éléments de bibliographie sur certains d'entre eux, parus surtout dans la presse libertaire. Bien entendu elle n'est pas complète, il y a des oublis (non volontaires), mais nous ne retenons que les articles abordant le problème sur le fond. Nous invitons les lecteurs à la complèter en nous écrivant.

Tous les documents cités sont disponibles aux adresses des journaux, ou en écrivant à CA, contre remboursement des frais de photocopie.

EDUCATION — ENFANCE

C.A n° 3 : - *Débat sur le problème de l'enfance.*
C.A. n° 4 : - *La restructuration de l'éducation nationale.*
C.A. n° 7 : - *Stage Beullac : le marché aux esclaves se porte bien.*
C.A. n° 13: - *Apprends p'tit (L'apprentissage)*
C.A. n° 15 : - *Interview de J.M Carré (auteur de " votre enfant m'intéresse ".*
C.A. n° 22 : - *Dossier " La limace bleue " (école à Roubaix).*
C.A. n° 23 : - *Réforme de crise pour l'enseignement (Legrand).*
C.A. n° 25 : - *Le rapport legrand (l'esprit) - Communauté scolaire, consensus, concertation, ou comment rénover l'institution scolaire.*

I.R.L. n° 43 : - *sur les CRA*

Agora n° 1 : - *Images de l'enfant.*
Agora n° 9 : - *Vivre l'école autrement (expérience de St Nazaire).*
Agora n° 13 : - *Débat Coral.*

M.L n° 436 : - Dossier Alternatif — éducation.
M.L. n° 452 : - *Une autre école*
M.L. n° 470 : - *Le rapport Legrand est arrivé*
M.L. n ° 471 : - Le rapport Legrand
M.L.n° 486 : - Ecole ouverte (interview).

FONDEMENTS CULTURELS

C.A. n° 16 : - *Idéologies - Mythologies : misère et profit.*
C.A. n° 17 : - *Terrorisme et sécurité.*
C.A. n° 24 : - *Dossier délinquance.*
C.A. n° 25 : - *Digressions post-municipales.*

Agora n° 6 : - *Dossier : Médias et publicité.*

Lanterne Noire n° 2 : - *L'intégration imaginaire du prolétariat.*
Lanterne Noire n° 3 : - *Commentaire de " Surveiller et punir " de M. Foucault.*
Lanterne Noire n° 6-7 : - *Lutte de classe et technobureaucratie.*
Lanterne Noire n° 10 : - *Les racines de la domination.*

M.L. n° 474 : - *L'utopie, l'ange aux semelles de plomb.*
M.L. n° 484 : - *Théorie et pratique de la révolution.*
M.L n° 488 : - *De Poujade à Pinochet.*

NATIONALISME / LIBERATION NATIONALE

C.A. n° 6 : - *Mouvement ouvrier nantais et idéologie nationaliste.*
C.A. n° 14 : - *Dossier Pays Basque.*
C.A. n° 19 : - Dossier Palestine.
C.A. n° 21 : - *Interview de juifs antisionistes.*
C.A. n° 22 : - *Le Sionisme (critique du dossier Palestine).*
C.A. n° 23 : - *La Corse - Interview de militants de CCN.*
C.A. n° 25 : - *Les clans en Corse.*
C.A. n° 26 : - *Indiens du Nicaragua.*

I.R.L n° 41 : - *A propos des juifs.*
I.R.L n° 43 : - *Itinéraire d'un libertaire tunisien.*
I.R.L n° 44 : - *Positions libertaires sur la question palestinienne.*

M.L. n° 471 : - *Le nationalisme. L'exploitation de l'homme par l'homme, l'Etat, la révolution.*

Autogestion n° 10 : - *Régionalisation et citoyenneté culturelle (* Y. Bourdet).

en outre, les numéros de **Poble d'Oc** (2 rue du cercle 13124 Peypin). Libertaires occitans et de **Erran** (Acratie BP 25 40 300 Peyrehorade) journal libertaire au Pays Basque. Egalement les anciens textes de la **FACO** (Fédération anarchiste-communiste d'occitanie).

PSY... / MEDECINE

C.A. n° 11 : - *Dossier de 8 p sur la psychiatrie.*
C.A. n° 18 : - *Réflexions sur la psychiatrie (discussion du précédent).*
I.R.L. n° 43 : - *Anti-psychiatrie rurale - Mi-lieux de vie.*
I.R.L. n° 46 : - *Médecins, santé et fric.*

C.A. n° 26 : - *La santé dans la crise.*

M.L. n° 481 : - *La grogne dans la médecine.*

ALTERNATIF

C.A n° 3 : - *L'Alternative en Allemagne.*
C.A. n° 8 : - *L'alternative à l'édition.*
C.A. n ° 22 : - *Dossier " La limace bleue " (école à Roubaix).*
C.A. n° 22 : - Vous avez dit " Alternatif " ?

M.L. n°431 : - *Berlin alternatif.*
M.L. n° 436 : - *Dossier alternatif - Education.*
M.L. n° 482 : - *Alternative et Révolution.*

JUSTICE

I.R.L. n° 45 : - *Le code pénal.*

C.A. n° 24 : - *Dossier Délinquance (article sur les prisons).*

M.L. n° 484 : - *Les prisons après la réforme socialiste.*

INFORMATIQUE

C.A. n° 22 : - *Je prends mon VAT 82 avec un cube de CNIL (le fichage).*

Agora n° 2 : - *Les psy à l'usine - La méga machine.*

M.L. n° 459 : - *Bureautique, informatique, la " révolution ".*

Le Monde : Dossiers et Documents : *L'informatique aujourd'hui.*

LES LUTTES DANS L'ENTREPRISE

C.A. n°15 : - *Dossier entreprise (" Débordement à Caen, S.A.T...).*
C.A n° 16 : - *Dossier : Coordination des luttes.*
C.A. n° 18 : - *Les étapes de montagne sont pleines de tournants (congrès CGT et CFDT).*
C.A. n° 19 : - *Dynamique de lutte (Caen et Ardennes).*
C.A. n° 22 : - *Les prudh'ommes.*
C.A. n° 23 : - *Interview de sidérurgistes de la Chiers.*
C.A. n° 24 : - *Ça se passe à Longwy (les luttes dans la sidérurgie).*
C.A. n° 25 : - *La Chiers-Vireux : la lutte peut payer à condition de ne pas l'arrêter.*
- 2 ou 3 choses sur les syndicats (remise en cause de l'anti-syndicalisme primaire).

I.R.L n° 39 : - *La classe ouvrière n'est plus ce qu'elle était.*
I.R.L. n° 47 : - *Le SLT accuse et gène.*

Les raisons de la colère n° 1 : - *consacré à l'intervention dans l'entreprise.*

LUTTE ARMÉE

C.A. n° 19 : - *Action Directe (critique du groupe).*
C.A. n° 24 : - *Textes de débats sur la lutte armée.*
idem dans le numéro 25.

M.L. n° 444 : - *Terrorisme.*

Lanterne Noire n° 3 : - *Dossier : La violence révolutionnaire (- L'inaction violente - Violence et révolution - réflexions sur le terrorisme - On ne plastique pas un rapport social).*

ECONOMIE - ENTREPRISE

C.A n° 1 :- *L'automobile en crise*
C.A n° 3 : - *CNPF :Les grandes orgues de l'innovation.*
C.A. n° 5 : - *DOSSIER : intérimaires.*
C.A.n °7 : -*Stages Beullac, le marché aux esclaves se porte bien.*
C.A. n° 13 : -*Le patronat dans la France rose.*
C.A. n° 15 : - *Ça bouge du côté de la mobilité (intérim).*
C.A. n°17 : - *Au...roux, une sauce indigeste (la réforme de l'entreprise).*
C.A. n° 18 : - *Les théories économiques capitalistes face à la crise.*
C.A. n° 20 : - *Le rapport Auroux.*
C.A. n° 22 : - *Nucléaire : le mythe se fissure.*
C.A. n° 24 : - *Japon paradis industriel ? - Sony, le miroir aux alouettes.*

Autogestion n° 10 : - *La loi Auroux mode d'emploi (article de D. Mothé).*

I.R.L. n°49 : - *Réflexions anti économiques.*

Agora n° 2 : -*Les psy à l'usine.*
Agora n° 7 : - *L'intérim.*
Agora n° 8 : - *La loi des robots.*
Agora n° 9 : - *Le patronat à la recherche du temps perdu (les 35 heures).*
Agora n° 11 : - *La gauche malade du Dollar.*
Agora n° 12 : - *Le socialisme au visage austère.*
Agora n° 14 : - *L'acier n'a plus le moral.*
Agora n° 16 : - *La machine à remonter le franc.*

M.L. n° 455 : - *Economie, on attend une solution.*
M.L. n° 474 : - *Pétrole et crise économique.*
M.L. n° 477 : - *De la loi Auroux aux cercles de qualité.*
M.L. n° 478 : - *Fondements psychologiques des cercles de qualité.*

FEMINISME / FEMMES

C.A. n.° 5 : - *Histoire des féminismes français (avant 1968)*
C.A. n° 6 : - *Histoire des féminismes français* (suite : après 1968).
C.A. n° 11 : - *Histoire de la médicalisation de l'accouchement.*
C.A. n ° 20 : - *Il était une fois l'avortement.*
C.A. n° 21 : - *Pouvoirs et I.V.G.*

Agora n° 10 : - *Le travail au féminin présent.*

I.R.L n° 50 : - *Féminisme et révolution.*

Lanterne Noire n° 8 : - *Anarchisme et féminisme - Le viol et les assises.*
Lanterne Noire n° 10 : - *Dossier : - Les racines de la domination - les femmes dans le mouvement révolutionnaire - la poussée anarchiste revient à la vie.*
Lanterne Noire n° 11 : - *Le féminisme en question.*

M.L. n° 479 : - *Manifeste anarcho-féministe (Norvège).*

Consulter également les numéros de COLERE journal de femmes libertaires ainsi que la REVUE d'en FACE.

ECOLOGIE

C.A. n° 1 : - *Pour un capitalisme pur et sûr, votez " Ecologie ".*
Agora n° 7 : - *Ecologie et Liberté (inteview de M* Bookchin *plus textes).*

P.C. — C.G.T.

I.R.L n° 39 : - *La classe ouvrière n'est plus ce qu'elle était.*
C.A. n° 18 : - *Les étapes de montagne sont pleines de tournants (congrès CGT-CFDT).*

I.R.L. n° 44 : - *L'opposition au sein de la CGT.*

Agora n° 10 : - *PCF, échec et mat (Dossier).*

M.L. n° 431 : - *Il ne faut pas vendre la peau de l'ours communiste avant de l'avoir tué.*
M.L. n° 452 : - *CGT, le 41ème congrès.*
M.L. n° 446-447 : - *autour d'un congrès CFDT.*

CORALE : - *Capitalisme syndicalisme même combat* (ed.Spartacus).

PACIFISME

C.A. n° 12 : - *Emergence du mouvement pacifiste/neutraliste, rapports est-ouest.*
C.A. n° 26 : - *Expérience militante dans le Codene.*

I.R.L n° 47 : - *3 jours contre la militarisation (réflexions sur le mouvement).*
I.R.L. n° 50 : - *Pacifisme et mouvement alternatif en RFA. - Le nouveau pacifisme.*

M.L. n° 437 : - *Europe de l'est : émergence d'une dissidence pacifiste.*

ANTIMILITARISME

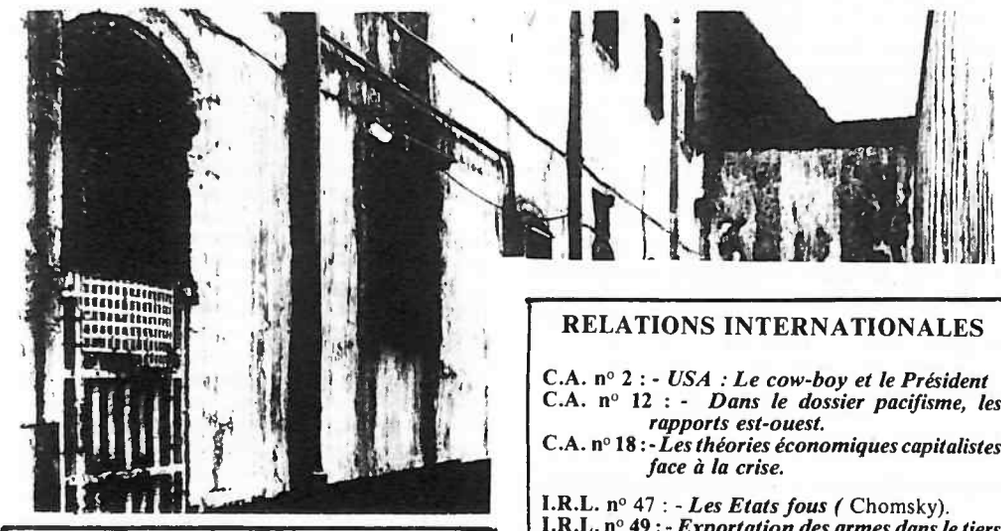
C.A. n° 8 : - *Quelle stratégie pour le mouvement antimilitariste ?*
C.A. n° 9 : - *Attitudes antimilitaristes face au pouvoir.*

I.R.L. n° 47 : - *3 jours contre la militarisation (réflexions sur le mouvement).*
I.R.L. n° 49 : - *Exportation des armes dans le tiers monde.*
I.R.L. n° 50 : - *Hernu, ça va rire.*

Agora n° 7 : - *Le mouvement en 1980.*
Agora n° 12 : - *Dossier armée (Le service, la gauche, l'armée...).*

M.L. n° 437 : - *aperçu du mouvement antimilitariste en France.*
M.L. n ° 437 : - *Tueurs par procuration. (chiffres d'affaires des sociétés françaises d'armement).*
M.L. n° 459 : - *Lettre ouverte d'un réserviste.*
M.L. n° 467 : - *Pour un antimilitarisme libertaire.*
M.L. n° 481 : - *Après armée/école, la symbiose armée/recherche.*
M.L. n° 485 : - *Objection : lutte ou résignation.*

Et bien entendu tous les numéros d'**Objection** et les « **ramassis d'infos** » publiés par le COT.



IMMIGRATION - RACISME

C.A. n° 1 : - *Fascisme - racisme, quelle riposte ?*
C.A. n° 4 : - *PCF : Stratégie bulldozer !*
C.A. n° 18 : - *Le racisme d'Etat socialiste : A quand les expulsions ?*
C.A, n° 21 : - *Interview de juifs anti-sionistes.*
C.A. n° 22 : - *Quelles ripostes contre les meutres d'immigrés ?*
C.A. n° 24 : - *Des camps pour éviter la prison.*

I.R.L n° 40 : - *Interview sur Zaama.*
I.R.L. n° 50 : - *Les municipales ou le programme commun contre les immigrés.*
I.R.L. n° 48 : - *L'expulsion des femmes immigrées.*

Agora n° 50 : - *Dossier : droit d'asile.*

MILITANTISME

C.A n° 24 : - *Expérience du groupe anarchiste communiste de Reims dans les luttes Chooz-Longwy.*

I.R.L n° 47-48-49 : - *Dossier : Anarchisme dans les années 80.*

RELATIONS INTERNATIONALES

C.A. n° 2 : - *USA : Le cow-boy et le Président*
C.A. n° 12 : - *Dans le dossier pacifisme, les rapports est-ouest.*
C.A. n° 18 : - *Les théories économiques capitalistes face à la crise.*

I.R.L. n° 47 : - *Les Etats fous (* Chomsky).
I.R.L. n° 49 : - *Exportation des armes dans le tiers monde.*

Agora n° 13 : - *Les pays arabes face à la Palestine.*
Agora n° 16 : - *L'oeil du cyclone (Dossier rapports USA / amérique centrale et tiers monde).*

M.L. n° 447 : - *Versailles... Château de parlottes et d'illusions !*

Agora. BP 12 14. 31037 Toulouse
IRL c/o ACLR 13 rue Pierre Blanc 69001 Lyon
c/o Max Nettlau 15 rue Gracieuse 75005 Paris
Monde Libertaire : 145 rue Amelot 75011 Paris.

INDIENS DU NICARAGUA

Voici la première partie de l'interview d'Amstrong Wiggins, indien Miskito du Nicaragua.
La deuxième partie et la fin de cette interview paraîtra dans le prochain numéro de CA.

INTERVIEW D'AMSTRONG WIGGINS

Akwesasne Notes : Il est bien connu à l'heure actuelle, internationalement, qu'il y a eu des conflits et même des combats au Nicaragua entre les Indiens, en particulier le peuple Miskito, et les autorités Sandinistes. Nous voudrions discuter de la nature de ces conflits.

Wiggins : Il faut dire que le problème actuel entre le MISURASATA — l'organisation indienne — et le gouvernement Sandiniste a une longue histoire. Cette histoire est celle de notre peuple Indien dans la région du Nicaragua. Car les tentatives pour nous détruire remontent loin, et vous savez que les peuples occidentaux — quelque soit leur race et leur nationalité —, n'ont jamais écouté nos explications sur la manière dont nous voyons la vie, sur ce que nous voulons pour nous mêmes, pour nos terres et notre avenir.

C'est une longue histoire, et il y a eu beaucoup d'injustices qui remontent à de nombreuses générations. Maintenant, pendant que je parle du peuple Miskito, ou des Indiens du Nicaragua en général, je pense à la région de la Côte Atlantique, par opposition à la Côte Pacifique. Notre pays est situé sur la Côte Atlantique, qui depuis des siècles est connue sous le nom de « Miskitia ». La plupart des gens sont des Miskitos, mais il y a aussi beaucoup de Sumus et d'Indiens Rama, dans des villages et quelques noirs ou créoles ainsi que des Ladinos.

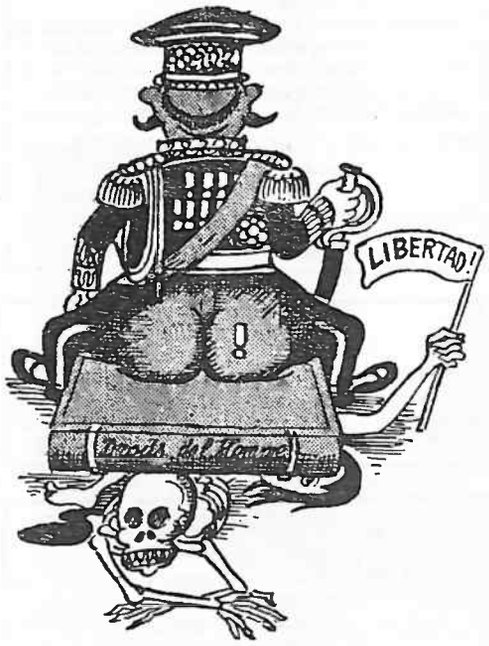
A.N. : Combien d'Indiens vivent dans ces régions ?

Wiggins : Environ 150 000 à 200 000 ; ils sont éparpillés sur un très grand territoire, peut-être 150 villages, certains sur la Côte, d'autres isolés dans les bois et la jungle.

La différence que je veux signaler, entre la région du Pacifique et celle de l'Atlantique, est que la Côte Pacifique a été envahie et conquise par les Espagnols, et qu'ils ont été extrêmement violents avec les Indiens. Leur dessein était d'abord d'asservir les Indiens et ensuite de les assimiler.

Sur la Côte Atlantique nous avons eu affaire aux Anglais. La politique des Anglais à l'égard des Indiens était plus clémente que celle des Espagnols. Ils étaient prêts à tolérer l'identité du peuple Indien, nos langues, nos coutumes. Et bien sûr il faut ajouter que nos guerriers étaient puissants, et que nos territoires, notre environnement pouvaient être très hostile aux peuples étrangers à la région.

Dès les premiers contacts, au XVIème siècle, notre peuple a résisté à l'invasion. La conquête de la Côte Pacifique par les Espagnols et l'Eglise Catholique qui l'a continuée... le résultat est que nos grands-parents nous ont appris que c'était l'Eglise Catholique qui avait détruit les cultures Indiennes. Notre tradition identifie les Espagnols et l'Eglise Catholique comme nos principaux ennemis.



Les Anglais à cette époque, étaient les ennemis de l'Espagne. Ils ont cherché des alliances politiques avec les Miskitos, tandis qu'ils essayaient de pénétrer dans notre territoire. A l'origine, ils venaient comme marchands, ensuite comme missionnaires de l'Eglise Moravienne. C'est ainsi que le Christianisme est arrivé jusqu'à nous. Certes pas avec la force des Catholiques ; ni avec tant de contraintes, mais il était là et s'est établi, prenant finalement la place de notre religion Miskito.

Je dois dire, qu'historiquement, il y a une différence entre les deux Eglises Catholique et Moravienne. Dans notre région, notre langue, l'essentiel de notre culture et de notre mode de vie ont survécu.

Il est vrai que beaucoup d'entre nous ont été convertis au Christianisme grâce aux missions Moraviennes ; il n'empêche que notre identité en tant que Miskito demeure. Elle restera ainsi, et nous avons nos coutumes, nos usages et nos centres d'intérêts communs.

A.N. : La Moskitia a donc toujours eu une identité distincte du Nicaragua ?

Wiggins : Oui, la Moskitia. C'est le nom de notre pays, où se trouvent nos villages et où vit notre peuple.

A.N. : Et le Nicaragua ?

Wiggins : Eh bien le Nicaragua aussi. Les deux notions sont superposées. Ainsi nous demandons à faire partie du territoire du Nicaragua. Nous en sommes arrivés là, au cours des siècles, donc même notre peuple, on peut dire qu'il est nicaraguayen. Mais même alors nous sommes d'abord Miskito. Vous comprenez, une chose est sûre, notre identité est aboslue. Tandis que le fait d'être Nicaraguayen est accidentel. Ce fait est là, mais ce n'est pas essentiel dans notre vie.

A.N. : Quelle a été l'influence, alors de l'Eglise Moravienne ?

Wiggins : Pendant plus de deux cent ans, les pasteurs de l'Eglise Moravienne ont été nos chefs. Bien sûr, à cette époque, il n'y avait pas besoin de dirigeants politiques. Notre mode de vie — une économie de subsistance — a simplement continué, d'années en années.

Vous savez, le racisme, la manière dont nous avons été considérés comme inférieurs, la façon dont on nous a méprisés,... eh bien, disons que ça a été un moyen de garder « notre trésor ».

Le fait d'être isolés, nous a aidé à conserver notre culture, notre langue, nos valeurs, nos structures en tant que peuple. Jusqu'en 1972, il n'y avait aucune organisation indienne. Les villages étaient pratiquement contrôlés par l'église et le chef de l'église avait le dernier mot sur tout. Il fallait que tout le monde suive l'orientation donnée par le chef de l'église ou le pasteur du village.

Bien sûr, il y a eu de nombreuses injustices. Mais personne ne pouvait se plaindre. Les pasteurs étaient pour la plupart Indiens, mais ils devaient suivre les directives de l'église de Puerto Cabezas ; où on trouvait surtout des Américains du Nord. A vrai dire pour être honnête, je dois dire que l'église a fait du bien et du mal à notre peuple. Parlons d'abord du bien qu'elle a fait : durant les 44 ans du gouvernement Somoza et les gouvernements précédents, notre région a été mise à l'écart, ignorée et exploitée.

Notre désir d'améliorer notre condition a été paralysé, nous nous sommes heurtés à un mur. Ce que les gouvernements faisaient, c'était d'encourager les gens de la Côte Pacifique, les « Ladinos », parce qu'ils étaient plus éduqués, et plus « civilisés » que nous, à venir prendre les terres qui nous appartenaient, et à occuper les postes administratifs qui nous concernaient. Ils devenaient ainsi les chefs politiques de la région, et avaient alors la prétention de nous représenter au Congrès National, de parler en notre nom, pour le pauvre indien, afin d'obtenir de l'argent. Bien sûr, l'argent restait dans leur poche. Aucune différence pour nous !

La terre était la seule chose. Ils savaient que notre région pouvait être exploitée avec profit, et leur plan était donc de transformer cette région en territoire national. En réalité ils prenaient juste la terre. Les habitants de la Côte Pacifique, qui étaient aussi des militaires somozistes, devinrent les plus grands propriétaires terriens de notre région. La plupart d'entre eux étaient colonels, commandants, officiers supérieurs, tels que capitaines et gradés plus élevés. Il y avait beaucoup de ces militaires somozistes qui avaient été désavoués avant d'être envoyés en exil sur nos terres. Ainsi ce que je dis, c'est que nous avons eu le pire du pire, ceux qui ont été punis. Et ils considéraient les Indiens comme des êtres sales, inférieurs et faciles à berner.

Ce que l'église a fait de bien, ça a été d'installer deux hôpitaux — des bons — qui étaient tous deux dirigés par des Moraviens. Ils créèrent également deux écoles, qui tout en étant de tendance religieuse, offrirent la seule et unique opportunité à nos jeunes, d'avoir une éducation. Beaucoup de nos jeunes activistes, dont moi même, passèrent par ces écoles. Ainsi pour être juste, ça a été une bonne chose.

Le côté négatif, c'est la façon dont les missionnaires ont gardé le contrôle de nos villages. Un autre exemple, est le manque d'éducation que les pasteurs Indiens ont reçu, juste assez pour suivre les directives données par la hiérarchie éclésiastique. Par conséquent, ils ne pouvaient pas devenir les véritables chefs de notre peuple.

A.N. : Que s'est-il passé en 1972 ? Pourquoi est-ce que ce fut une date déterminante ?

Wiggins : Vers 1972, il était évident que les problèmes surgissaient pour notre peuple. Somoza rassemblait ses forces, et organisait *l'Institut National de Développement*, qui devait planter des pins dans notre région. Bien, à cette époque, nous n'étions pas assez préparés, nous n'avions pas assez d'éducation pour voir nos droits. Nous étions aussi trop christianisés, dans la mesure où nous disions : « eh bien, Dieu en prendra soin ». On ne nous avait pas appris à nous battre. Aussi les gens du Pacifique saisirent l'occasion pour déboiser une grande partie de nos terres. Somoza fit entrer des corporations multinationales comme le N.I.P.C.O (Compagnie de bois et de pins du Nicaragua), qui n'était pas nicaraguayennes mais qui appartenaient à des Américains. Ils abattirent nos pins, et selon la loi du Nicaragua, ils devaient replanter un ou deux arbres nouveaux pour chaque arbre abattu. Mais en fait, ils donnèrent cet argent à Somoza. Et quand les compagnies trans-nationales furent expulsées, notre bois avait été en grande partie détruit.

Plus tard, l'I.N.F.O.N.A.C. (l'institut national du développement) est revenu. L'Institut avait beaucoup d'argent. Et ils avaient l'idée que la terre qu'ils avaient auparavant défrichée leur appartenait et n'était plus à nous. Ils dirent : « Nous avons maintenant besoin de cette terre pour planter des pins pour le Nicaragua. Vous ne devez pas toucher à ces arbres ». Bien sûr ce fut un choc pour nous, d'abord parce que nous avions l'habitude de couper nos propres pins pour enterrer nos morts dedans, et même cela nous ne pouvions plus le faire maintenant. Notre peuple commença à protester. En même temps, il y avait une grande offensive du gouvernement Somoza affirmant que la langue indienne devait disparaître, parce que c'était elle qui causait notre grand « retard ». Ainsi ils nous indiquèrent que nous devions parler l'espagnol et apprendre à nos jeunes qu'être indien n'était pas une bonne chose.

Les choses se durcirent et à mesure que le peuple en devenait plus conscient — pas seulement nous les jeunes activistes, mais aussi les prédicateurs Moraviens de race indienne — un mouvement commença afin de déjouer ce piège, à apprendre à notre peuple à s'unir et à sentir davantage que nous faisions partie d'une nation, et à respecter notre culture. C'est ainsi que naquit l'idée de nous organiser nous mêmes. Cette idée jaillit de nos communautés elles-mêmes, en réponse à cette nouvelle condition. L'idée n'était pas venue des étrangers, mais du peuple lui-même, car nous en étions arrivés au point où notre identité était en danger.

C'est alors qu'Alpromisu a démarré : cela eut lieu dans un village indien et non dans une ville. Nous avons appelé tous les leaders qui selon nous pouvaient aider le peuple à s'organiser et nous avons exposé les problèmes. Le problème du droit à la terre, de nos jeunes qui perdent leur identité, du problème de l'église qui utilise les indiens et le problème de l'attitude à avoir envers le gouvernement de Somoza. A cette grande rencontre, les gens furent d'accord pour créer une organisation indienne. Le travail commença à cette époque, c'était difficile pour nous, très difficile, car la répression de Somoza s'abattit sur nous.

Il y eut une grande campagne de propagande venant du Pacifique, qui disait que les Indiens essayaient de ramener le gouvernement britannique dans la région. C'était un mensonge, mais qui pouvait être utilisé pour mobiliser les Nicaraguayens et nous opprimer.

Nos jeunes gens eurent une réaction très vive ; nous nous organisâmes et rapidement notre organisation grandit, chaque communauté avait un *sous-comité* qui travaillait avec un bureau central de coordination à Puerto Cabezas, mais la décision venait des villages. Bientôt tous les villages travaillèrent avec nous. Et quand les politiciens se montrèrent pour les acheter avec du café et du rhum, les gens leur tournèrent le dos. A nos assemblées, nous avions des délégués de chaque village bien que beaucoup de ces villages fussent isolés et difficiles à atteindre. Il fallait naviguer et nous avions nos propres canoës. Ainsi, pour les villages côtiers, nous allions par l'Océan en bateau ; à l'intérieur des terres à pied ou en canoë sur les marais et les lacs. Certaines fois notre voyage durait des jours.

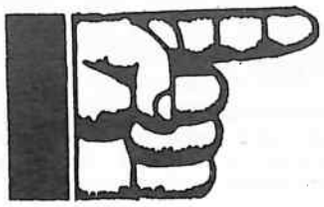
Nos villages n'ont ni électricité ni eau courante, aucun d'eux ; aucune route. Nous n'avions pas non plus de grandes surfaces, nous chassons, nous pêchons et nous cultivons. La vie indienne, en particulier maintenant que le gibier n'est plus aussi abondant qu'avant et aussi que notre terre a été réduite, la vie indienne est une vie rude, dure, mais c'est la nôtre et nous l'aimons. Nous subsistons. Les valeurs de cette vie, nous, en tant qu'Indiens, nous l'aimons. C'est l'un des problèmes que nous avons avec les occidentaux.

En tant qu'Indiens nous comprenons que c'est pour cela que nous nous battons. Notre culture doit survivre pour que nous puissions continuer à exister. Notre organisation contemporaine cherche à revitaliser notre religion, notre culture, la manière de vivre de nos grands-parents, leurs coutumes, les vieilles histoires et les raisons des différentes coutumes. Nous, les jeunes organisateurs, avons pris l'engagement d'étudier cela soigneusement pour que notre travail soit fondé sur notre propre passé afin que nous puissions retrouver de plus en plus notre identité. Nous sommes allés dans ces quelques communautés qui restent isolées où l'on danse encore les vieilles danses traditionnelles. Nous avons parlé aux vieux conteurs d'histoires. Nous avons fait cela consciencieusement, comme une de nos premières responsabilités en tant qu'organisateurs du peuple Miskito. Le résultat fut que de nombreux jeunes changèrent de religion, rejetant le christianisme pour nos propres croyances.

Nos célébrations, notre culture, commencent à revivre de plus en plus. Bien sûr, cela nous crée des conflits avec l'église moravienne. Plus tard, cela fut également la source principale de conflits avec les autorités sandinistes. A travers ce travail culturel de réveil, nous avons commencé à organiser un *Conseil des Anciens* dans chaque village et nous avons travaillé pour ces Conseils des Anciens deviennent la base de l'autorité pour notre propre travail. Les sandinistes, particulièrement le service de sécurité intérieure de l'état, a attaqué cette organisation des Conseils des Anciens en tant que concept contre-révolutionnaire, ainsi que concept « rétrograde », la seule autorité permise sur notre territoire devant être les militaires sandinistes. Ce fut un des conflits de base.

Car sur nos territoires, notre sentiment est que nous sommes libres. C'est notre manière de vivre.

Quelque fois nous faisons des plantations : nous avons commencé à travailler sur nos terres durant la saison sèche, défrichant le sol et plantant pour avoir de la nourriture le reste de l'année. Et quand nous avons fini, tandis que les récoltes germent, certains hommes vont travailler à Puerto Cabezas et dans les autres centres de marchés pendant un court moment, afin d'avoir de l'argent pour les « vacances » ou autre chose. Mais ils n'aiment pas être en ville : vous pouvez le comprendre. Ils reviennent très vite ici, ils n'aiment pas la vie en ville et ne peuvent vraiment pas survivre à travailler jour après jour pour un homme riche. Ils ne sont pas habitués à accepter les ordres ou à être esclave à gages, comme le paysan chez nous. Ce sont des hommes libres, ils vont chasser pour la viande et jusqu'à maintenant la communauté a toujours eu de la viande et du poisson. Les après-midis, ils aiment être ensemble pour parler, se visiter, se raconter des histoires et jouer à des jeux de société : telle est la vie du peuple Indien.



Armtrong Wiggins (deuxième à partir de la gauche)

A.N. : Si votre territoire était garanti, est-ce que votre peuple pourrait garder ce mode d'existence et se développer grâce à lui ?

Wiggins : Oh oui. C'est ce que nous voulons. Bien sûr en considérant des facteurs tels que l'accroissement de la population, et un meilleur usage de la terre pour nourrir les prochaines générations. Nous prendrons soin de nos ressources selon nos coutumes. Nous savons que les gens qui estiment que nos terres appartiennent à l'avenir du Nicaragua ne sauront pas sauvegarder nos ressources. D'ici quelques années, nous n'aurons plus rien à nous. Ainsi maintenant nous pouvons aller dans les lagunes et avec une rame attraper quelques crevettes pour notre nourriture. Si des pêcheurs viennent dans un but industriel avec des gros bateaux et de grands filets, en quelques années les crevettes auront disparu. Vous comprenez, nous, nous agissons de manière normale et naturelle, à petite échelle, en petite quantité et seulement pour notre communauté.

Nous regardons leurs lacs et nous nous apercevons qu'ils sont pollués, détruits par les produits chimiques ; il se passe la même chose pour les terres. Et nous remarquons que notre territoire va subir le même sort, et notre peuple indien, ou du moins une grande partie du peuple, mourra aussi, parce que nous savons que nous ne sommes pas des paysans — nous mourrons. C'est cela que craint notre peuple, et c'est pour cela que nous, Indiens, nous sommes prêts à mourir pour défendre la terre. Nous disons — et nous l'avons très souvent entendu dire — « *s'ils nous prennent notre terre, il vaut mieux mourir* ».

Pour nous, c'est une valeur largement répandue de considérer la terre et les éléments naturels comme le plus important. Nous vivons avec ces éléments, nous dépendons d'eux, ils deviennent une partie de nous. C'est ce que le créateur nous a donné.

A.N. : Quelle a été la participation d'Alpromisu dans la lutte contre Somoza ?

Wiggins : La lutte que nous avons menée, à travers Alpromisu, a été continuelle et profonde. Nous avons combattu Somoza par tous les moyens possibles, en tant qu'individus dans les conflits armés, ainsi que dans les cours de justice. En tant qu'organisation nous avons pris conscience que nous n'étions pas assez développés, que l'organisation était trop récente (seulement 7 ans) pour démarrer et poursuivre une lutte armée. Nous avons compris qu'attaquer Somoza de front en tant qu'Alpromisu aurait attiré une répression injuste ainsi que des bombardements aériens, probablement sur un bon nombre de villages isolés. Aussi avons-nous décidé d'autoriser des individus à rejoindre ouvertement la lutte armée sans engager l'organisation. Dans notre région, la présence militaire était restreinte la plupart du temps, et nous ne voulions pas la voir augmenter. Sur le Pacifique, elle était plus intense et l'état de guerre y était déclaré.

Donc, nous étions isolés en majorité de tout engagement dans la lutte armée. Pas seulement nous les Indiens, mais également toute la Côte Atlantique, les Noirs et les Ladinos compris. Et la vérité c'est que les responsables sandinistes ne s'occupèrent guère de notre région. Ce n'était pas une zone prioritaire pour eux, il y eut des incidents répressifs, certes, mais c'étaient des cas isolés, et non des campagnes massives et sanglantes telles que Somoza les a menées dans le reste du pays.

A.N. : Pensez-vous qu'il soit exact de décrire la lutte d'Alpromisu contre Somoza comme une lutte parallèle à la lutte sandiniste ou appartenant plutôt à cette révolution ?

Wiggins : Oui, exactement, ceci à cause de nos soupçons à l'égard des Ladinos en général, ainsi que de notre isolement géographique et du manque de définition idéologique claire entre la cause des Indiens et la gauche. Nous pouvons l'affirmer, de par notre expérience.

A.N. : Que faut-il clarifier dans ce contexte ?

Wiggins : Hé bien, d'abord l'attitude de nombreux chefs gauchistes qui estiment que la position des Indiens est « *primitive* », ensuite la question de l'assimilation avec le prolétariat et la paysannerie. La position de la gauche est que nous ne pouvons exister que dans ce contexte, et que le peuple Indien doit s'intégrer à leur lutte prolétarienne.

A.N. : D'après vous, qu'est-ce qu'ils considèrent comme primitif ?

Wiggins : Ce qu'ils considèrent primitif c'est le fait que les Indiens acceptent de vivre dans une communauté sans électricité, avec une économie de subsistance où nous ne produisons pas et n'avons pas non plus la capacité de produire un surplus pour l'économie nationale. Ainsi, ils affirment que c'est notre faute si l'Amérique latine est arriérée et qu'on doit nous forcer à devenir des producteurs pour l'Etat.

A.N. : Le progrès ou une vie meilleure sont donc définis par eux comme une participation à une économie de marché et à une industrialisation ?

Wiggins : Oui, c'est cela.

A.N. : Le Docteur Roxanne Dunbar Ortiz a accusé Alpromisu d'être compromis en tant qu'organisation pour avoir reçu des fonds par l'entremise de « l'Alliance pour une Campagne de Progrès ». Quelle est votre réaction ?

Wiggins : Alpromisu en tant qu'organisation, est ouverte à toute aide, tant que cette aide ne modifie en rien notre philosophie et nos objectifs. Ceci n'est pas difficile à comprendre. Les gens pauvres, les peuples indigènes, tout le monde doit le faire à un moment ou à un autre. Ainsi, les Mapuches pourraient recevoir une subvention de la Fondation Inter-Américaine, qui est régie par le gouvernement. Ou bien le Conseil Mondial des Peuples Indigènes qui pourrait recevoir des fonds du gouvernement Canadien. Ce sont des choses qui arrivent. Prétendre que Alpromisu puisse être contrôlé ou bien compromis d'une manière quelconque, c'est ignorer la réalité. Après tout, l'organisation sandiniste reçoit des fonds du monde entier, même de l'A.I.D. (1), ainsi pourquoi une organisation indienne ne recevrait-elle pas d'aide, tant que cette aide ne vient pas contrecarrer ses objectifs politiques ? C'est une question très nette pour nous. Nous n'allions pas laisser. Nous ne pouvions pas laisser l'Alliance pour le Progrès de Kennedy venir organiser nos affaires. Nous, Alpromisu, nous sommes nés de racines uniquement indigènes et nous savons très bien ce qu'est la C.I.A. et ses manigances. Nous accuser d'être si facilement manœuvrés montre une attitude en elle-même déjà très condescendante, ou ce qui est pire, une attitude de dirigisme.

A.N. : Quand le gouvernement de Somoza est tombé, comment les choses ont-elles évolué ?

Wiggins : Avec le triomphe de la révolution, en particulier sur la Côte Atlantique, les sandinistes ne sont pas apparus avant deux semaines. Notre peuple était bien disposé à leur égard. En fait, ils sont allés les chercher dans les montagnes pour les amener à la ville de Puerto Cabezas parce que nous les avions entendu dire à la radio clandestine qu'ils se battaient pour les pauvres gens et, qui est plus pauvre que l'Indien ? Nous espérions qu'il y aurait maintenant une politique juste envers le peuple Indien du Nicaragua et nous voulions aussi que le Nicaragua devienne un exemple pour les nombreux peuples indiens en lutte dans le reste des trois Amériques.

La première année, nous avons commencé à travailler pour forger une bonne alliance avec l'idée que nous pourrions conserver notre propre organisation. Nous étions pleins d'espoir, mais nous n'étions pas prêts d'oublier que ce n'était qu'un gouvernement de plus ; et l'histoire nous appris à être prudents vis à vis des gouvernements. Les problèmes des peuples Indiens à travers les deux Amériques en relation avec les gouvernements nationaux — comme vous le savez sans doute — ont été nombreux. Nous avons commencé à en discuter dans les divers villages avec l'idée que nous pourrions soutenir la révolution sandiniste, mais plutôt comme une révolution du Nicaragua, cherchant à établir une relation de respect réciproque.

Je dois dire qu'à l'intérieur de notre organisation, nous avons beaucoup débattu là-dessus, parce que beaucoup de nos gens qui avaient combattu pour les sandinistes dans le Pacifique, étaient pro-révolutionnaires. Tandis que les plus vieux nous recommandaient d'être prudent dans notre engagement en tant que peuple Indien. Steadman Fagoth, je dois préciser, était l'un des plus jeunes frères, ainsi que Brooklin Rivera et Hazel Lou qui était radicalement pro-sandiniste. Quant à moi, j'étais plus proche du groupe qui voulait procéder avec précautions. Nous pensions que nous devions soutenir la révolution — mais sans nous y jeter. Je pensais que nous devions être de bons alliés, mais qu'il fallait maintenir notre droit à la critique.

A.N. : Pouvez-vous nous donner des détails sur les évènements qui ont conduit au conflit ouvert entre le MISURASATA et le Front Sandiniste?

Wiggins : Je vais essayer. Le développement entier est complexe : et il ne doit pas être seulement compris dans le contexte de l'histoire et des philosophies contradictoires dont nous avons déjà parlé ; il faut dire également que tout n'est pas arrivé en même temps. Il y a eu toute une série d'évènements — dont quelques erreurs, mais certaines faites de manière délibérée de la part du gouvernement — qui ont conduit au conflit ouvert.

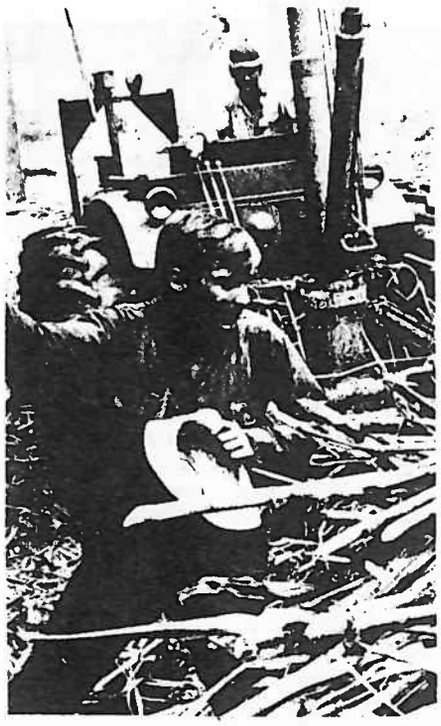
Comme je l'ai dit, même à l'intérieur de notre organisation nous discutions du chemin à prendre. Un des problèmes initial fut crée par certaines personnes qui étaient opportunistes. Certains ont ainsi appartenu à la droite somoziste jusqu'au dernier moment, ensuite lorsque la révolution fut victorieuse, ils devinrent les sandinistes les plus ardents. Tout de suite, ils ont voulu refaire à distance notre organisation pour la mettre sous la bannière sandiniste. Il y a eu quelque confusion. Car certaines de ces personnes étaient sincères dans leur attitude envers les sandinistes, tandis que d'autres étaient des opportunistes notoires qui prenaient le train en marche.

A.N. : Steadman Fagoth, le leader de Misurasata qui est maintenant en exil — agitateur notoire anti-sandiniste — où se place-t-il ?

Wiggins : Steadman Fagoth à cette époque était un sandiniste passionné. Il se débattait pour donner à Alpromisu une nouvelle direction qui se serait trouvée composée de gens s'identifiant au Front Sandiniste. Maintenant, à l'intérieur de cette division il est important de noter que dès le début les sandinistes faisaient pression pour affaiblir l'indépendance de notre organisation. Constatant nos dissensions internes, ils ne croyaient pas à une réelle organisation indienne. « *Pourquoi avez vous besoin d'une organisation ?* » demandaient-ils, même à l'époque. « *Avant la révolution, oui, c'était nécessaire, bien sûr, mais plus maintenant, puisque désormais nous sommes tous égaux* ».

A peu près à cette époque, en novembre 1979, nous avons tenu une assemblée générale de notre organisation avec la participation de cent douze communautés indiennes, soit plus de sept cent chefs, et nous avons présenté la question à débattre. Le commandant Daniel Ortega, du Front Sandiniste, était présent. Le commandant Ortega était un de ceux qui souhaitaient en finir avec notre organisation pour que chacun rejoigne les organisations de masse.

Dans les réunions de notre région, cependant, plus particulièrement dans une réunion avec des dirigeants, on a dit à Ortega que ce n'était pas aussi simple que ça et qu'une telle position lui causerait beaucoup de problèmes sur la Côte Atlantique. Pourtant, à nos assemblées, il est resté intransigeant, ne voulant pas entendre les chefs, mais plutôt les gens du village, ceux qui allaient « sans chaussures », ceux enfin des montagnes. Il nous a demandé : « que pensent-ils de l'organisation Alpromisu ? ». Les gens ont alors parlé, surtout les personnes agées, qui, dans notre langue lui ont dit que pour eux, Alpromisu était la seule organisation qui prenait soin des intérêts des indiens, qui comprenait leur vision du monde, ainsi que le problème qui touchait le plus les indiens c'est à dire la terre. Ils lui ont dit que personne ne permettrait que cette organisation soit détruite, que d'abord il faudrait tuer tous les Sumus, et tous les Miskitos. Le commandant Ortega, qui est le nouveau coordinateur de la junte gouvernementale, a alors changé de position. Très bien nous dit-il, gardez votre organisation ; mais a-t-il ajouté en insistant, vous devez incorporer le nom Sandiniste. C'est de là qu'est venu le nom Misurasata.



Il y avait un peu d'opposition au début, mais le sentiment général, était à cette époque assez optimiste en ce qui concernait la révolution, et cela provoquait la joie des pauvres gens. Les gens avaient approuvé la mesure à l'unanimité, pensant que c'était une reconnaissance des révolutionnaires qui avaient expulsé Somoza. Et même si maintenant de retour dans leurs communautés il y a des gens qui nous critiquent ne serait-ce que pour notre participation à l'organisation du gouvernement, la majorité des indiens est encore pleine d'espoir.

Pour ma part, j'ai ressenti très profondément ces critiques, et j'ai également pensé que aussi longtemps que nous serions clairs quant à nos objectifs, et dans nos positions vis-à-vis des gens que nous représentions — les indiens —, le nom que nous pouvions utiliser n'avait aucune importance.

Et, en tout cas, l'idée était que nous pourrions éventuellement changer de nom si la situation de confiance entre le gouvernement et nous, venait à évoluer. A la même assemblée, on a choisi des chefs nouveaux. Steadman Fagoth a été élu coordinateur général du Misurasata, et cela s'est passé juste en présence de Daniel Ortega et d'autres « cadres » sandinistes dont le père Ernesto Cardenal, le ministre nicaraguayen de la culture, et ils ont approuvé cette élection. La seule chose qu'Ortega a dite, fut que Fagoth était trop agressif et qu'il devrait se calmer pour ne pas créer d'antagonismes.

C'est important de réfléchir là dessus puisque Fagoth a, depuis, été accusé d'être un agent de Somoza et comme preuve, le gouvernement a montré des documents qui ont été saisis après la chute de Managua en juillet 1979. En fait, cette assemblée eut lieu en novembre, et les documents étaient en leur possession depuis juillet, c'est à dire, quatre mois avant !

Je dois préciser que cette rencontre très particulière a été positive. Les indiens ont présenté un programme culturel très réussi et un dialogue s'est engagé avec les chefs sandinistes qui sont restés avec nous jusqu'à deux heures du matin. Notre peuple a commencé alors à avoir plus confiance dans les directives sandinistes. Nous n'aurions jamais pu imaginer la façon dont les choses allaient tourner, en particulier les évènements de février 1981.

C'est à cette époque que nous avons commencé à travailler. Nous avons commencé à nous organiser en tant que Misurasata. Nous avons divisé la Côte en cinq régions, Bluefields, Puerto Cabezas, Lower Rio Coco, Upper Rio Coco et les Trois Mimes, le bureau central était situé à Puerto Cabezas. Chaque région avait deux représentants régionaux, un conseil des treize. Cela fonctionnait très bien. Nous pouvions travailler tranquillement, et nous voulions en même temps renforcer l'organisation parce que nous avions encore de nombreux ennemis, le reste des Somozistes, dont certains avaient une position forte au sein du gouvernement révolutionnaire.

A.N. : Comment se fait-il que des sympathisants de Somoza se soient introduits dans les Sandinistes ?

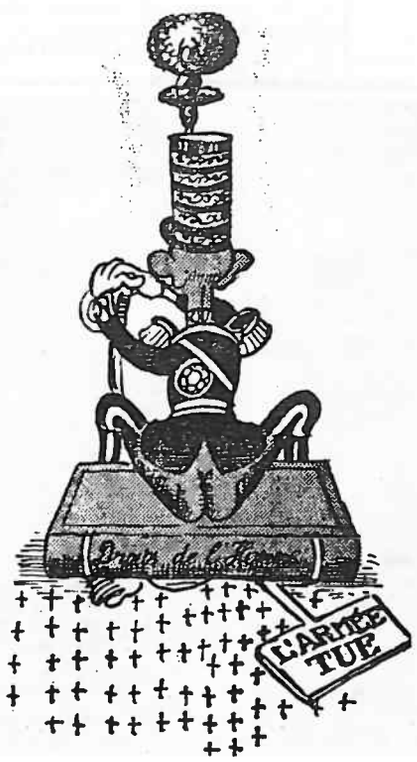
Wiggins : Ça c'est passé de la même manière pour toutes les relations ladino-indiennes. Les ladinos avaient plus d'éducation et de nombreuses relations. Parmi les Somozistes c'étaient eux qui s'occupaient de tout ; c'était aussi eux qui avaient la main mise sur tout ce qui était transaction. Lorsque les Sandinistes sont arrivés, ils ont juste « retourné leur veste », et ont commencé à faire les mêmes choses. Vous savez ils parlent très bien espagnol, si bien qu'ils sont très vite devenus des Sandinistes plus acharnés que n'importe qui. Bien sûr, ils étaient toujours aussi anti-indiens qu'avant : nous avions chaque fois fait obstacle à leurs plans, mais maintenant nous savions qu'il nous fallait nous organiser très vite si nous ne voulions pas tout perdre face à nos ennemis.

A.N. : C'est très intéressant de savoir comment des « magouilleurs » et des opportunistes peuvent prendre avantage de n'importe quelle situation...

Wiggins : C'est vrai. Et ceci est une condition non seulement inhérente à Puerto Cabezas, mais aussi à toutes les grandes communautés indiennes.

En 1980, l'idée nous est venue, à l'échelle nationale, d'organiser un Conseil d'Etat — où tous les partis politiques seraient représentés et où les nouvelles lois seraient promulgées. Ainsi, notre préoccupation principale était que les Indiens devaient être représentés à ce Conseil d'Etat. Et que ce devait être par un indien parlant pour les indiens et non un ladino parlant pour eux, comme cela avait été fait du temps de Somoza.

Nous avons fait part de notre souhait aux chefs du gouvernement, mais cela a donné lieu à un conflit important avec les ladinos somozistes de notre région qui voulaient choisir leur propre délégué pour ce siège. Mais nous avons finalement gagné, et le gouvernement nous a donné le feu vert ; nous avons alors appelé à une nouvelle assemblée générale du Misurasata.



A part le Conseil d'Etat, il existe le Corps Gouvernemental qui est une autre représentation. Le gouvernement nous a aussi demandé, en tant que Misurasata, d'envoyer un délégué à cette institution afin de coordonner le travail des directives et des maires des municipalités de la Côte Atlantique, de s'occuper des besoins du peuple indien sur la Côte Atlantique et de les assister en cas de besoin lors de leurs déplacements à Managua.

Jusqu'à cette époque environ les choses allaient bien — et nous étions contents. Nous pouvions voir que le système fonctionnait bien, — il existait un véritable pluralisme politique au Nicaragua — ils nous consultaient en premier pour tout ce qui concernait la Côte Atlantique.

Donc, il y a eu assemblée générale au printemps de 1980, et les gens ont élu Steadman Fagoth représentant de la Côte Atlantique au Conseil d'Etat et ils m'ont appelé à les représenter dans le Corps Gouvernemental. Ensuite, Brooklin Rivera a été nommé pour remplacer Steadman comme coordinateur général du Misurasata.

Une seconde fois, Steadman Fagoth a été élu à un poste important sans aucune objection de la part des Sandinistes, ni accusation, ni d'information qui puisse rappeler aux gens qu'il avait été un somoziste convaincu. Et je suis sûr qu'à ce moment, les personnes de la Sécurité devaient déjà avoir parcouru tous les documents d'archives de Somoza. Aussi, s'il y avait eu quelque chose à connaître sur Fagoth, c'était sûr qu'ils le connaissaient déjà. Pourtant, ils ont accepté à l'époque que Fagoth soit à la tête d'un poste important dans le Conseil d'Etat lui-même.

L'organisation, quant à elle, a continué le travail de consolidation de la base et commencé à désigner des organisateurs dans la communauté elle-même. Nous avons aussi commencé à faire pression sur le gouvernement concernant la campagne d'alphabétisation que les Sandinistes lançaient.

Le conflit qui se développa était en relation avec notre langue qui, pour nous, est la source indispensable de notre identité et de notre culture. Les éléments ex-somozistes, avaient en effet commencé à annoncer au gouvernement que 90 % de notre peuple parlaient espagnol. En fait, ce n'était pas du tout vrai. C'était juste un moyen pour lancer une campagne d'alphabétisation en espagnol parmi nos communautés. Et nous nous y sommes opposés.

DIFFUSION INTI

Association composée d'Indiens d'amérique du sud résidant en France, et de français qui diffusent des information sur les indiens.
72 rue du chateau d'eau, 75010 Paris, tél. : 246.10.24

L'Iran au quotidien

Désormais deux phénomènes déterminent le quotidien de chaque iranien, la militarisation et l'islamisation.

Une militarisation raffinée.

Aujourd'hui, vivre en Iran signifie supporter le nombre impressionnant des « pasdars » (miliciens, partisans inconditionnels de Khomeiny) en armes, postés à tous les carrefours, devant les organismes publics, les mosquées, les habitations des dignitaires du régime, sur les routes, autour de la place du village. Pour toutes les informations et filatures, ils sont aidés par un important réseau de jeunes chômeurs motorisés qui circulent dans toute la ville. De plus, depuis septembre 82, ils sont secondés par des milices anti-guérilla qui circulent à bord de voitures spécifiques, fabriquées par Toyota et la Fiat.

Ces structures répressives aboutissent à un contrôle total de la vie économique et sociale. C'est ainsi que le rôle des « pasdarans» dans les usines, l'administration, les écoles, passe du contrôle (fouilles systématiques et répétées à la recherche de tracts, cassettes, armes, drogue, etc...) aux licenciements.

Constituées en conseils islamiques, les milices jugent les conflits entre les membres du personnel, notent les personnes, en fonction de leur assiduité aux cours coraniques, prières et heures supplémentaires non payées au nom d'Allah et pour Allah !

Le rationnement, une des conséquences de l'économie de guerre, demande de la part des familles une mobilisation quotidienne. Carnets de rationnement et tickets sont délivrés par les mosquées. Ce sont les mosquées également qui distribuent les produits aux magasins des quartiers, leur quantité est inférieure aux tickets mis en circuit, la différence soustraite va alimenter le marché noir. Dans ces longues files d'attente, qui se forment dès cinq heures du matin, il faut d'abord faire un tour chez tous les commerçants du quartier pour s'informer du produit vendu ce matin-là. Tout est rationné dans l'Iran d'aujourd'hui : la viande, l'huile, le sucre, les œufs, le riz, la lessive, le gaz, les produits laitiers, les cigarettes, les cahiers, les crayons, les tissus, les appareils ménagers, bref tous vos besoins, en ne parlant que des plus élémentaires, sont ainsi quadrillés, morcellés, frustrés. Est-ce grâce aux conseillers russes, qui ont aidé directement et indirectement le régime islamique dans son installation, (avant d'êtres foutus dehors), ou aux nouveaux maîtres qui convoitent toujours davantage ?!

une queue quotidienne.

Vous avez également les files d'attente devant les ministères, les organismes publics, les hopitaux. Le temps s'évapore, mais pas vainement. Les discussions s'engagent, les nouvelles circulent, c'est ici que les rumeurs les plus audacieuses se créent, que la solidarité s'organise ; c'est également là qu'éclatent les révoltes sporadiques contre les pénurie, même si elles sont vite étouffées par les milices toujours présentes pour éviter tout débordement.

Islamisation forcée.

Encadrer militairement la population ne suffit pas, les institutions islamiques doivent également lui inculquer une idéologie : l'Islam, revu et corrigé par les fidèles, les inconditionnels de Khomeiny.

La mosquée est à la fois le symbole et la réalité du pouvoir absolu de la nouvelle théocratie. Traditionnellement lieu de spiritualité et d'opposition, elle multiplie aujourd'hui ses services. A son rôle purement idéologique, s'ajoute celui de répartir et de distribuer les produits de consommation : tickets de rationnement, soupes populaires.

C'est à la Mosquée qu'il faut s'adresser pour obtenir un certificat de bonne conduite islamique, indispensable pour postuler un emploi que l'on ne peut obtenir qu'après avoir passé un examen islamique.

Et si vous n'avez pas trouvé ce que cherchez, ne désespérez pas, entrez donc accompagné d'un « pasdar » dans les caves de la mosquée où officie le « comité révolutionnaire » du quartier. Vous y trouverez la caverne d'Ali-Baba version moderne, frottez-vous les yeux, c'est bien ça : de la production occidentale, depuis la télévision en couleur, les films, cassettes, postes, machines à laver, aspirateurs,

parfums. Mais aussi les tapis persans d'une valeur de plusieurs millions « empruntés » autoritairement lors des perquisitions nocturnes, et des objets d'art acquis de la même manière.

Si vous avez le temps pour faire plus ample connaissance avec la mafia du comité, vous trouverez ce que l'on ne trouve plus, un logement (même s'il y a deux millions de réfugiés de guerre sans abri), de l'alcool, de la drogue et après plusieurs visites, l'adresse d'une dame « respectable ». Mais un conseil : ne partez pas sans amener une confortable somme d'argent : ce n'est pas la vente normale, mais des enchères. L'approvisionnement de ces comités est le fruit de la répression des drogués, des alcooliques, et des contrebandes !

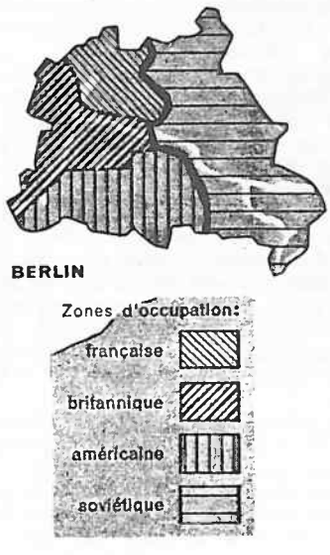
Sur les murs, des slogans multicolores crèvent les yeux. Des sentences, des jugements, des leçons morales (islamiques) sont les seuls à couvrir les murs : « Justice, justice, encore plus d'exécutions d'opposants ». Sur un autre mur : « Femme, sans fichu, vous êtes l'objet de toutes les perversions », signés « l'escadron de Dieu ». Ce pouvoir despotique, qui s'immisce dans la vie privée et familiale par les appels à la délation et à la persécution, fait des femmes leurs victimes privilégiées. Ombres noires et silencieuses (seule apparence permise à l'extérieur), les femmes iraniennes ont quitté leurs maisons pour prendre place dans les interminables queues du ravitaillement, pendant que leur mari cherche désespérément un travail (plus de 5 millions de chômeurs), ou un petit bénéfice par la vente de ses tickets sur le marché noir.

Le régime islamique, c'est un régime dans lequel aucune attraction, ni loisir n'est envisagé, du moins pour le peuple. Le petit écran est aussi islamisé totalement. Ou bien il passe des films morcelés (toute actrice est noircie ou découpée), ou bien il transmet les prières-propagandes du vendredi dans les villes. Actuellement les reportages sur la guerre sont les plus fréquents, rappel signifiant aux télespectateurs que pénurie et insécurité sont les conséquences de celle-ci ! Toutefois, pour écouter la réalité du front, vous devez vous renseigner auprès des radios étrangères.

Azad

Entretien avec quatre collaborateurs (trices) du journal berlinois "Radikal"

La situation géographique de Berlin-Ouest, îlot capitaliste au milieu de la R.D.A., en fait une ville à part, dans laquelle ce qu'il est convenu d'appeler « le mouvement alternatif allemand » revêt des formes spécifiques. Il prend d'abord une ampleur qu'il n'a pas dans la plupart des villes de R.F.A.. En effet, peu de jeunes ont envie d'aller vivre dans une ville encerclée par le « paradis socialiste ». Afin que la ville ne se dépeuple pas, les autorités ont donc décidé que les jeunes qui iraient vivre à Berlin-Ouest seraient exemptés du service militaire, d'où un afflux d'anti-militaristes, aux motivations par ailleurs très diversifiées. D'autre part, le mouvement berlinois est si hétérogène qu'il faudrait plutôt parler de mouvements, d'innombrables petits groupes qui se retrouvent fréquemment dans des actions ponctuelles communes mais ont chacun une existence tout à fait autonome. Cette interview ne prétend donc pas être représentative « du » mouvement berlinois, qui n'est qu'un mythe pour amateurs d'idées carrées, et encore moins du mouvement alternatif allemand dans son ensemble. D'autre part sa publication — cela va sans dire, mais encore mieux en le disant — n'implique évidemment pas que nous partagions toutes les idées exprimées. Le désintérêt pour le mouvement ouvrier s'explique d'une part par l'absence de luttes dures en Allemagne, où le syndicat réformiste DGB règle par la discussion avec le patronat la plupart des incidents, d'autre part par une réaction de rejet de l'ouvrièrisme à outrance propagé par les groupes marxistes-léninistes dans l'après 68. Ce rejet des errances gauchistes explique aussi le refus de concevoir une analyse d'ensemble de la société, analyse qui, du fait de ces expériences antérieures malheureuses est conçue comme nécessairement dogmatique, et le repliement sur le concret immédiat (vie différente ici et maintenant, et non combat en vue d'un hypothétique « grand soir »).



Question : Est-ce que vous pourriez nous faire un résumé de ce qui s'est passé en RFA depuis le milieu des années 70 et surtout depuis 77, du côté de ce que l'on pourrait appeler les mouvements de contestation ?

Fritz : Si on prend 77 comme date importante, on peut dire que le mouvement anti-nucléaire est à son apogée, que ses premières grandes batailles sont derrière lui avec les luttes de Kalkar et de Gröhnde. En même temps, le mouvement « sponti », apparu au début/milieu des années 70, poursuit son chemin souterrain.

Dans ce contexte, le congrès Tunix (ne rien faire) à Berlin en 1978 est un moment fort de tous ces mouvements. Parallèlement, le mouvement anti-nucléaire continue de se structurer ; il se présente pour la première fois aux élections parlementaires. Il est composé pour l'essentiel des restes des mouvements marxistes-léninistes issus du mouvement étudiant de l'après-68.

Question : Avant d'aborder la période actuelle, il est important de faire un petit saut en arrière. L'automne 77, avec l'assassinat des dirigeants de la RAF, constitue une période noire pour l'ensemble des mouvements extra-parlementaires. Dans une situation qui semblait complètement bloquée, où de nombreux camarades ne pouvaient plus s'exprimer, comment ces mouvements ont-ils pu reconquérir un espace politique, quelles initiatives ont pu être prises pour aller dans ce sens ?

Stammheim

Fritz : Il est assez difficile de répondre brièvement par rapport aux événements de 77 à Stammheim. Moi personnellement, je les ai vécus uniquement par les médias, je n'avais aucun contact avec des gens de la RAF et pour moi ce fut surtout un spectacle médiatique. Par contre, ces événements ont eu un effet sur nous tous ; ils ont montré que, d'un côté le pouvoir était capable de liquider le noyau de la RAF et que la RAF était politiquement isolée, au sens où elle n'était pas du tout enracinée dans les mouvements de masse qui ont existé en Allemagne depuis 1970 (aucun lien avec le mouvement anti-nucléaire, par exemple), d'un autre côté, on s'est aperçu, au moment du détournement de l'avion vers Mogadiscio, que quelque chose clochait ; notamment le fait que des gens de la RAF se sont comportés vis-à-vis des Juifs qui se trouvaient dans l'avion comme les meilleurs gardiens des camps de concentration. La RAF avait déclaré la guerre à l'Etat, il s'agissait d'obtenir la libération de ses propres militants emprisonnés, mais elle n'avait rien à voir avec les mouvements qui mobilisaient le plus de monde à ce moment-là. Je voudrais ajouter quelque chose ; dans le numéro de mars 83 de « Radikal », on a retracé l'histoire des Cellules Révolutionnaires (RZ), qui se concevaient et se conçoivent comme une contre-tendance aux conceptions de la RAF, de noyaux révolutionnaires permanents. Ce groupe, qui trouve ses origines vers 1973 avait, à l'époque, cette impression que l'on se trouvait dans une période de croissance et d'expansion des mouvements de masse, dans une période presque révolutionnaire, et en 1975, ils sont arrivés à la conclusion qu'il n'y avait plus de mouvement, que tout cela s'était avéré illusoire et qu'il fallait se dissoudre pour participer de l'intérieur aux mouvements sociaux, afin de rétablir un contact et faire un travail politique. Malheureusement, tout cela est resté au niveau des mots

A la différence des Cellules Révolutionnaires, la RAF a toujours été plutôt une organisation de cadres politiques, qui essayaient de plaquer la théorie de la guerilla urbaine d'Amérique Latine aux conditions du pays ; ils sont devenus des guerrilleros professionnels.

Käthe : Pendant plusieurs années, il n'y a pas eu de confrontation d'idées sur cette expérience, sur ces événements. Les gens qui font des choses maintenant, qui sont actifs politiquement, sont dans leur majorité, simplement trop jeunes pour avoir vécu l'expérience de 68 et après, et leur politisation est passée par d'autres voies. C'est mon cas par exemple.

Entre temps, une nouvelle conception de ce qu'est la politique a vu le jour, quelque chose qui a son point de départ, moins dans une analyse globale de la situation telle que l'ont conçue la RAF et les groupes ML, que surtout dans les conditions concrètes de la vie de chacun. De ce point de vue, on peut dire que le mouvement des femmes a joué un rôle non négligeable, dans cette découverte de la vie quotidienne et de sa propre expérience. Le mot d'ordre à l'heure actuelle est : ***être concerné ; ceux qui sont concernés agissent.***

Cela nous semble assez banal aujourd'hui, mais ce fut très important il y a quelques années.

Pour donner un autre repère, on peut citer l'expérience d'occupation du site de construction de l'usine nucléaire de Gorleben, où on a essayé de mettre en pratique une politique de non-violence et de résistance passive qui a échoué. A partir de 1980, il y a eu une prise de conscience par rapport à cet échec, qui a amené une radicalisation des luttes. Ce sont plus des expériences de ce type que celles de 77 qui ont formé la conscience politique des gens qui sont actifs aujourd'hui, que ce soit dans les squatts à Berlin ou ailleurs.

Si depuis peu de temps, il y a une certaine discussion, un débat au sujet de la RAF, c'est parce que les gens dans les squatts à Berlin ont vécu une expérience de petits attentats et également de la répression de l'Etat à l'égard du mouvement. De ce fait, vouloir se confronter aux idées de la guerrila avait un certain sens. De son côté, la RAF a sorti un papier en 82, un texte sur la situation générale, le premier texte depuis longtemps ; ce texte n'a eu aucune influence, la tendance générale était plutôt d'en rire.

Fritz : Il ne faut pas oublier non plus que la RAF avait lancé une grève de la faim des prisonniers en 81, qui représentait la tentative la plus importante jusqu'ici de ce groupe pour intervenir dans un mouvement en Allemagne (mouvement pacifiste). J'irai même à leur attribuer la volonté de fonctionnaliser et d'utiliser le mouvement.

Question : Cette nouvelle conception de la politique est un phénomène qui s'est diffusé dans tous les pays capitalistes développés. Partir de sa réalité, de ses besoins/désirs, pour lutter, est un point de plus en plus incontournable pour qui veut « faire de la politique ». L'échec des groupes influencés par le marxisme-léninisme et la théorie du parti s'est produit par l'irruption des subjectivités. A la lumière des mouvements de lutte actuels, comment voyez-vous la liaison entre théorie et pratique, ressentez-vous le besoin de « moments théoriques » dans le cadre de la lutte et aussi, comment abordez-vous le problème de la globalisation ?

Heinz : Pour faire le lien avec la question précédente, depuis 77, on a vu de par la réaction de l'Etat et de par la situation du mouvement, qu'il fallait une autre conception de la politique. A la différence de la RAF, le mouvement « sponti » s'est détourné de la politique organisée et il n'était plus lié à une couche sociale déterminée, « porteuse de la révolution » (cf la théorie marxiste). En même temps, avec le mouvement anti-nucléaire, une certaine dimension culturelle s'est introduite dans les mouvements de contestation. Ces deux facteurs ont marqué cette période depuis 77.

Fritz : Le mouvement anti-nucléaire a connu quelques victoires après les luttes de 1979. Il y a là une phrase d'Albrecht (2) qui est restée célèbre où il dit : « la construction des centres de retraitement des déchets nucléaires est politiquement irréalisable ». En conséquence de quoi, certains centres de retraitement n'ont pas été construits. Ces victoires sont bien évidemment partielles. On s'aperçoit que quelques années après, la construction de ce qui avait été gelé, redémarre ; les centres de retraitement vont certainement se faire. On peut néanmoins parler de victoires, dans la mesure où l'Etat n'a pu planifier son programme nucléaire pour des périodes de 10 ou 20 ans, qu'il a dû tenir compte de la volonté de la population. Entre temps, les conditions de financement et d'exportation du nucléaire ont changé ; du coup, le programme nucléaire est partiellement remis en cause.

Lotte : Plus généralement, on peut dire que le mouvement anti-nucléaire a été un point de recomposition dans lequel beaucoup de gens se sont politisés. On peut d'ailleurs expliquer le succès électoral des Verts par cette nouvelle politisation sur la question du nucléaire. Pour en revenir à la question de la théorie, le fait de partir de ce problème concret, le nucléaire, a eu pour conséquence que les gens qui avaient une réflexion théorique l'ont abandonnée et que ceux qui n'en avaient jamais eu étaient certainement les moins inactifs dans le mouvement. Beaucoup d'anti-nucléaires ne viennent pas de la gauche traditionnelle, les origines sont multiples. Si les Verts arrivent à remporter des succès électoraux, c'est parce qu'ils sont relativement sans identité politique. Beaucoup de personnes chez les Verts ne prennent position que sur des questions bien précises et n'ont pas de réflexion globale. La force des Verts provient de la diversité d'un mouvement dans lequel les gens sont en majorité peu politisés.

Heinz : On a vu, surtout depuis 77, que les théories n'étaient plus adéquates pour expliquer la situation et qu'elles n'apportaient aucune aide aux mouvements sociaux. Une nouvelle théorie de la société n'en est pas encore sortie. Le marxisme n'a, à cet égard, rien à offrir

Son fétiche, les forces productives est attaqué et mis en cause par cette nouvelle sensibilité écologiste et culturelle. Par rapport au mouvement anti-nucléaire, on peut dire que là où il y a eu une résistance forte et combative, à Wyhl, à Brockdorf, à Gorleben, le pouvoir a été contraint de reculer. Là où il n'y a pas eu de prolongement dans d'autres secteurs, comme dans la lutte des squatts, et où il y a eu des compromis sur le plan institutionnel, le pouvoir a vite repris ce qu'il avait auparavant cédé. C'est pour nous une leçon importante. Mais de toute façon, un mouvement qui n'arrive pas à donner une continuité à ses actions, aussi combatives et dures soient-elles, ne peut avoir que des réussites partielles et momentanées ; on voit qu'ils reprennent la construction du programme nucléaire. Ce qui est le plus important, c'est la prise de conscience diffuse qui s'opère par ces expériences de luttes dures, phénomènes qui n'apparaissent pas forcément à la surface de la politique institutionnelle.

Fritz : Je voudrais ajouter un point sur la problématique de la théorie. Effectivement, ce mouvement est composé de groupes très divers ; résistance à la campagne, chez les paysans et dans la population des régions où sont programmées les centrales, citadins de gauche qui se déplacent à la campagne pour participer à cette résistance. La façon marxiste de poser le problème : quelle classe ou quelle couche de la population sont porteuses de la révolution, de la résistance, quel est le sujet révolutionnaire, cette théorie se montre complètement insuffisante, inadéquate. Il faut poser la question autrement, les sujets sont divers et ce n'est pas avec une théorie de ce type qu'on arrive à les cerner.

Question : Plutôt que de parler d'Une Théorie, dont on sait qu'elle n'existe pas, comment entrevoyez-vous la réflexion politique à l'intérieur d'une dynamique de lutte ?

Fritz : Je ne vois pas pour l'instant, de théorie qui parvienne à expliquer les rapports entre les différents mouvements. Il y a peut-être des gens qui théorisent là-dessus mais le résultat est plutôt banal et sans intérêt pour nous.

Les limites de ces mouvements ne peuvent être réduits à un manque de théorisation, cela dépend aussi des gens et de la situation. Prenons l'exemple de la lutte contre la construction d'une troisième piste à l'aéroport de Francfort. Pendant un rassemblement à proximité du site, regroupant à peu près 50.000 personnes, les responsables de l'Initiative de Citoyens (4) se sont avancés les bras en l'air pour montrer qu'ils n'étaient pas armés, pour aller négocier avec le ministre de l'Intérieur de l'Etat de Hesse. Si cela s'est fait, ce n'est ni la faute des chefs de l'Initiative, ni à cause d'un manque de réflexion théorique de la part des participants au mouvement. En effet, ce mouvement des Initiatives de Citoyens est structuré de telle façon que les gens ne sont pas prêts à occuper le site au lieu de négocier, cela impliquerait une forme de résistance bien plus élevée, plus dure, ce qui n'est pas du tout évident vu leurs structures et leurs façons de travailler. Et ce n'est pas une bonne parole (théorique) extérieure qui pourra permettre une prise de conscience.

Ce qui est sans doute décisif pour l'avenir, c'est que des gens acquièrent une expérience dans ces mouvements et qu'ensuite, ils puissent utiliser cette expérience dans d'autres contextes. Les gens qui sont dans le mouvement anti-nucléaire, et dans les squatts, seront peut-être demain dans un autre contexte de lutte, dans un autre mouvement, avec les acquis de leur expérience passée. C'est cela qui comptera. Ce qui peut en sortir, c'est la possibilité d'utiliser des actions dures, combatives, quand il faut, pas tout le temps bien sûr, pas l'action pour l'action, mais dans le contexte de tout un mouvement. En utilisant des formes de luttes plus radicales et plus dures, sans rejeter d'autres formes d'action, on pourrait ainsi donner une orientation plus précise au mouvement. Cela aurait pu être le cas à Francfort, c'est vrai.

Heinz : Le problème de sortir du ghetto de sa propre façon de poser les problèmes se pose sur deux niveaux ; à un niveau horizontal de la société, et à un niveau vertical, historique. Sur le premier niveau, on peut dire qu'on n'a pas besoin de théorie qui montre les liaisons entre les mouvements divers en les ramenant à un facteur de base, comme l'a fait le marxisme, pour l'utiliser ensuite comme point de départ d'une stratégie qui aille dans un sens unique.De ça on n'a pas besoin.

Pour en revenir au mouvement des années 80 en Allemagne, on peut prendre un exemple significatif. En 1980, à Brême, au moment où des appelés devaient prêter serment, il y a eu une grosse contestation ; ceux qui ont été les acteurs ne connaissaient pas forcément grand chose aux questions militaires. Autre exemple, celui de l'aéroport de Francfort ; là je n'avais pas besoin de connaître tous les détails, de savoir que les Américains avaient l'intention d'utiliser cette troisième piste pour envoyer leurs troupes plus rapidement au Moyen-Orient, pour voir l'analogie avec les luttes auxquelles je participe à Berlin. Je n'ai pas besoin non plus d'une analyse élaborée pour ne pas me reconnaître dans la forme d'expression politique qu'utilisèrent les chefs de l'Initiative des Citoyens : ils sont allés négocier avec le Ministre de l'Intérieur torses nus, ressemblant ainsi volontairement à des esclaves.

Sur le niveau historique, je pense qu'il faut compter avec une certaine rupture de continuité, entre les mouvements dans le temps. On ne peut pas affirmer avec certitude que les éléments de réflexion seront transmis sans interruption, et il n'y a pas de théorie qui puisse remédier à cela. Les mouvements s'épuisent de toute façon à un moment ou à un autre et il y a rupture dans le temps de même qu'il y a rupture entre des mouvements divers. On ne peut résoudre ce problème par une stratégie politique qui prétendrait unifier toutes les luttes et en faire une seule qui mène à la révolution ; cela n'est pas possible.

Cela veut dire que le rôle social de la théorie a changé. Bien souvent, non seulement l'arme de la critique doit être remplacée par la critique des armes mais encore il n'est pas intéressant de critiquer la société, il est plus important de la combattre en des points précis. Cela me fait penser au mouvement des étudiants de 68, où il fallait faire la bonne critique et à travers un travail d'éclaircissement et d'édification des masses, on pourrait élargir notre camp. Actuellement, la propagande par l'action est la plus rentable. Bien sûr la réflexion sur sa propre pratique est importante. Cette question se pose par exemple à Berlin dans le mouvement des squatts où certaines formes d'action qui au départ avaient essentiellement un caractère spontané, sont devenues habituelles, une sorte de routine, qui se répète sans arrêt. Par leur caractère répétitif, ces actions sont devenues complètement calculables par le pouvoir et donc contrôlables. Pour éviter de tomber dans ce piège, un effort de réflexion est nécessaire.

Fritz : La théorie est nécessaire dans et en fonction de situations concrètes, que ce soit dans les squatts à Berlin, ou pour la lutte à Francfort, mais pas comme globalisation de la société entière.

Par exemple à Francfort, toutes les analyses qui sortent, les explications pour montrer combien cette troisième piste est importante pour les Américains, tout cela n'amène pas plus les gens à franchir la clôture et à occuper le site.

Pour en revenir au rassemblement appelé par l'Initiative de Citoyens : ce jour là j'ai discuté avec un type important de l'Initiative qui revenait du Japon où il avait vu comment ça se passait autour de l'aéroport de Narita, les moyens de lutte très durs qui sont utilisés là-bas, eh bien, revenu avec toute cette expérience, c'était lui qui avec un mégaphone appelait au calme.

Heinz : On pourrait parler aussi du congrès de « Tuwatt » en septembre 81. Le nom fait penser à Tunix de 78 (Tuwatt =.faire quelque chose). Ce rassemblement fut appelé par les squatts de Berlin. Un certain nombre de maisons étaient menacées d'expulsion. On s'est posé la question d'occuper la rue de manière à la fois combative et spectaculaire et on en est arrivé à cette idée de faire venir des gens de toute l'Allemagne. L'idée était de faire venir le maximum de gens impliqués dans des luttes spécifiques pour échanger des expériences, des idées, ce qui servirait à élargir la vision de chacun, d'enrichir ses connaissances et de rendre tous ces mouvements plus cohérents. Il faut dire tout de suite que les médias se sont très bien mobilisés pour l'évènement en répandant un esprit d'affolement au sujet de ce rassemblement très dangereux et, du coup, nous étions sous pression, dans une atmosphère où l'on se disait qu'il ne fallait pas être en deçà de ce que la presse attendait de nous. On avait effectivement envie de faire chier les bourgeois, et à dire vrai, on a tous été un peu déçu par les résultats du « congrès ».

Sur un plan plus objectif, on peut faire le reproche que ce rassemblement n'a pas rendu les divers mouvements plus capables d'agir ensemble, d'agir concrètement. Si on peut parler de succès, c'est surtout au niveau de l'échange d'expériences et d'idées entre les gens. Mais aucune dimension politique nouvelle n'en est sortie pour chacun de ces collectifs.

La plupart des rencontres pendant « Tuwat » n'avaient pas de caractère trop théorique, mais étaient plutôt axées sur des expériences concrètes ; aucune perspective n'est sortie de tout ça et il faut ajouter qu'à la fin, huit maisons ont quand même été expulsées et qu'un manifestant a été écrasé par un bus pendant une charge de flics.

Question : Pouvez-vous nous décrire comment se manifeste la crise, les restructurations, y a-t-il des réactions chez les travailleurs et enfin quelle est la situation de l'immigration ?

Heinz : Je ne peux pas dire grand chose sur la situation des travailleurs immigrés dans l'industrie, dans les usines, je n'y suis pas. Mais leur situation déborde le cadre de l'usine et je peux parler de la façon dont ils sont perçus dans l'opinion publique. Selon le schéma classique, il faut un bouc émissaire aux problèmes qui existent et ceux qui sont différents remplissent cette fonction. Depuis quelque temps, on assiste en RFA comme dans les autres pays d'Europe à une montée du racisme et à des mesures répressives à l'égard des travailleurs immigrés.

Käthe : Les immigrés, plus particulièrement les Turcs, sont menaçés ; le risque d'expulsion est toujours présent et cela les empêche de recourir à des méthodes de lutte radicales. Les Turcs qui sont militants de gauche craignent le retour dans leur pays où une répression brutale les attend. Cela explique en partie pourquoi les luttes des immigrés en France n'ont pas leur équivalent en Allemagne. Les expulsions tendent à devenir plus fréquentes et récemment une organisation communiste turque a été interdite en Allemagne.

Lotte : Il ne se passe pas grand chose avec les Turcs, très nombreux à Berlin. Il y a eu des discussions entre eux et des gens du mouvement mais cela n'a pas été très loin. Ceux qui sont politisés sont très organisés, dans des groupes M.L. le plus souvent, et ils ont d'autres formes d'organisation, une autre façon de s'exprimer et de concevoir les choses que nous. Leur discours n'est pas le même que le nôtre. Leurs conditions de vie, surtout en Turquie sont tellement différentes ; en Turquie, manifester dans la rue représentait un risque énorme, celui d'être tué par la police et en cas d'arrestation, d'être torturé.

Les autres Turcs que l'on voit à Berlin, qui habitent dans le quartier de Kreuzberg (où il y a le plus de squatts) sont relativement peu politisés et même s'ils sont conscients du soutien des gens du mouvement par rapport aux expulsions par exemple, ils restent très imperméables aux influences de la société allemande y compris de cette frange qui exprime sa solidarité. On n'a pratiquement pas de contact avec eux. Il ne faut pas s'attendre à une situation à l'anglaise où des jeunes immigrés avec des jeunes anglais se battent dans la rue contre les flics, la situation est bien plus calme.

Fritz : Par rapport aux travailleurs, on peut dire que depuis deux ans, il y a une vague de faillites à un rythme croissant. La plus connue est la société AEG. De façon bizarre, et pour nous de façon plutôt trop typique, les travailleurs n'ont pas réagi. Cela ne fait que confirmer notre thèse que la misère croissante ne conduit pas forcément à une radicalisation des travailleurs ou à des luttes ouvrières.

Käthe : Récemment, dans la métallurgie, il y a eu une grève avec occupation dans une usine pour protester contre des licenciements. Ces travailleurs furent très isolés, les syndicats ont tout fait pour maintenir leur distance, il y a eu quand même une solidarité dans la région, et même de la part de l'Eglise, mais cela n'a débouché sur rien et les travailleurs ont repris le travail. Toutefois, il faut dire que la crise de la Sidérurgie Ouest-Allemande n'en est qu'à ses débuts, et on verra ce qui se passera dans les mois qui viennent.

Question : Le mouvement des squatts à Berlin, comment cela se passe-t-il et quel a été votre rôle ?

Heinz : On peut prendre comme date du début du mouvement des squatts le 12 décembre 1980. Là dessus tous les commentateurs sont parfaitement unanimes. jusque-là, il y avait une vingtaine de maisons occupées à Berlin. C'est à cette époque-là que je suis arrivé à Berlin. J'ai commencé à connaître des squatters ; je trouvais ça bien qu'ils occupent des maisons vides sans payer et qu'ils enfreignent la légalité bourgeoise. A part ça je n'y voyais pas grand chose de politique et surtout, je n'y retrouvais pas mes propres conceptions politiques.

C'est à partir de cette date-là, quand, pour la première fois depuis longtemps, il s'est passé quelque chose dans la rue, que c'est devenu un mouvement politique. Ce qui s'est passé était imprévu et imprévisible, aussi bien pour nous que pour le pouvoir.

Fritz : D'un mouvement sur le logement où d'un point de vue tactique on revendiquait des baux précaires, on est passé à un mouvement où le mot d'ordre était que l'on avait exproprié les maisons. Pendant les deux mois qui ont suivi cette date du 12.12. il y a eu près de cent maisons occupées. Puis vers mars ou avril 81, nous sont apparues les limites de cette période offensive ; c'est à ce moment là que 800 flics ont encerclé deux ou trois maisons sur Fraenkelufer pour procéder à une expulsion. En même temps on a profité d'une crise politique à Berlin. Aux élections de mai 81 la liste Alternative s'est présentée et a gagné des sièges pour la première fois (3). La Tageszeitung (quotidien de gauche) a ouvert une rubrique sur Berlin.

Le mouvement est marqué par des dates importantes : manifestation contre le général Haig en septembre 81, manif contre Reagan en juin 82, et en même temps, il y a eu la tentative de prendre la mairie du quartier de Schönneberg, une soirée d'orgie sur Winterfeldplatz, et puis des évènements dans Golzstrasse, enfin une randonnée organisée dans le quartier Grünewald où habitent beaucoup de spéculateurs. Voilà quelques repères.

Lotte : En fait, on peut dire que l'expulsion des maisons sur Fräkelufer a représenté une rupture importante pour beaucoup de gens. C'étaient des maisons particulièrement radicales et on parlait beaucoup de la défense active des maisons (construction de barricades à l'extérieur, défense de l'intérieur). Or il s'est trouvé que l'expulsion s'est déroulée sans trop d'incidents et la manif qui a suivi n'a pas été un grand évènement ; cela a beaucoup contribué à casser le mythe de l'invulnérabilité du mouvement.

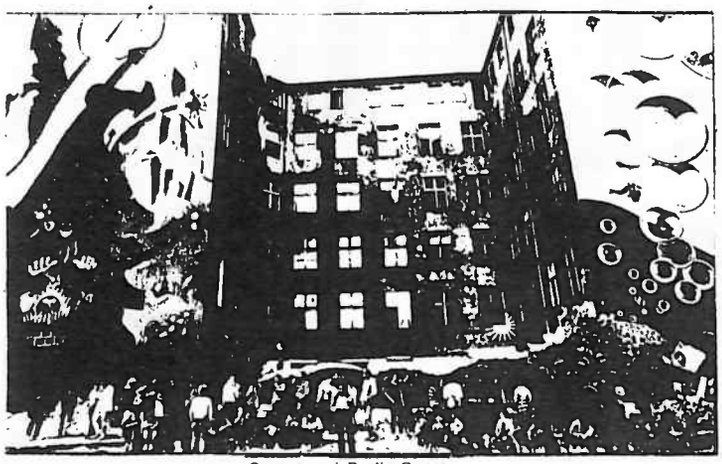
Question : Comment le mouvement est structuré, quelles sont les formes d'organisation, comment sont prises les décisions ? Y a-t-il une participation réelle des gens ? Ensuite pouvez-vous nous dire quelle est votre intervention aussi bien par le journal que dans les AG, et pour terminer, quel est l'état actuel du mouvement et comment vous l'analysez ?

Lotte : Dès le début du mouvement, s'est mis en place ce que l'on appelle le « conseil des occupants », ceci avant le 12.12. Cela a fonctionné jusqu'en février 81, c'est à dire à une période où le mouvement s'était considérablement élargi. Il y a eu une grande rencontre durant un week-end où il a été décidé de procéder à une nouvelle organisation sous la forme de conseils de squatters par quartiers. Il y a même eu des conseils de pâtés de maison, cela pour que des maisons voisines aient une intervention coordonnée vis-à-vis du quartier, des locataires. La forme la mieux adaptée, celle qui fonctionnait le mieux, était le conseil de quartier. En plus des conseils, il y avait des assemblées générales pour décider des choses importantes, à faire immédiatement. En général, la procédure était de ne pas voter mais d'arriver à un consensus, à l'unanimité. Même sur les points où il y avait des désaccords, par exemple sur la question de négocier ou non sur l'avenir des maisons sans voter, on a quand même pu dresser un bilan des maisons pour ou contre la négociation. En général les discussions se terminaient quand plus personne n'avait envie de rester ; c'est de cette façon chaotique qu'on arrivait à prendre des décisions. Effectivement il y avait un problème dans les conseils, c'était le manque de continuité dans le travail.

Il y avait aussi des groupes de travail sur des thèmes spécifiques, comme la prison. Il y avait toujours de petites réunions pour préparer les manifs et théoriquement les propositions qui sortaient de ces réunions devaient retourner au conseil. C'était du moins notre idée.

Sur le degré de participation des gens ; au début on avait l'idée d'envoyer deux personnes de chaque maison au conseil, ces personnes devant uniquement transmettre la volonté de leur maison. En réalité, ça n'a presque jamais fonctionné comme cela, sinon au tout début. je sais que là où j'habitais, ce n'était pas n'importe qui qui allait au conseil des occupants ; il s'est effectivement formé une caste de professionnels de la politique. Lorsqu'ils revenaient de la réunion, ils disaient : « On a décidé que la manif aura lieu demain, à telle heure et à tel endroit ». D'autre part, il faut préciser que dans les maisons, tout le monde ne s'intéressait pas au côté politique du mouvement ; une partie des gens ne s'est jamais posé le problème de participer aux réunions des conseils.

Käthe : Il n'y a pas que ça, d'autres phénomènes jouent un rôle, des phénomènes qui relèvent de la psychologie de masse. Ce que l'on décide pour une manif et ce que l'on y fait vraiment n'est pas toujours identique ; cela ne provient pas de ce qu'on n'a pas bien décidé mais du fait que le contexte d'une manif détermine des comportements qu'on n'a pas prévus avant, en réunion. Et moi-même, j'ai été entraîné dans des actions qui allaient à l'encontre de ce que j'avais décidé moi-même dans les réunions de préparation. Cela a eu lieu aussi bien pour des actions positives que négatives.



Squatt à Berlin-Ouest

Fritz : « Radikal » est né lors d'une grève à l'université de Berlin, il y a 7 ans. Le nom du journal était « Radikal, journal socialiste pour Berlin-Ouest ». Il y a eu depuis toute une évolution. Avant cette explosion de décembre 80, il y a eu un changement d'équipe presque complet ; cela a représenté aussi un changement d'orientation du journal. Les gens de « Radikal » jouent un peu le rôle d'avant-garde dans le mouvement. « Radikal » n'a jamais été représentatif de l'ensemble du mouvement.

Lotte : Etant donné que le mouvement n'est pas du tout homogène, on peut difficilement parler d'un journal qui représente ce mouvement. « Radikal » est une composante parmi d'autres.

Heinz : Quant au rôle joué par le journal, on peut rapprocher la situation de celle du mouvement des étudiants de la fin des années soixante où les journaux étaient les vecteurs de discussions, d'interrogations. Actuellement, il est de plus en plus difficile de faire ça ; « Radikal » est assez répandu et dans beaucoup de maisons pas mal de gens le lisent, mais la possibilité de provoquer une discussion sur la base des articles qui paraissent dans le journal est assez faible.

Fritz : « Radikal » n'a qu'une influence sur une frange bien précise du mouvement. Le journal reprend des thèmes sur la politique et les luttes dans d'autres pays et sur des sujets de discussion que ses collaborateurs considèrent comme importants.

Lotte : Depuis peu et dans un laps de temps assez court, il y a eu plus d'expulsions que jamais auparavant. Cela se passe à un rythme qui s'accélère et sans qu'il y ait tellement de réactions dans la rue. Des gens ont commencé depuis quelque temps à quitter volontairement les maisons, y compris des gens qui ont joué un rôle important dans le mouvement. Pour ceux qui restent, les maisons jouent un rôle de moins en moins important dans leur vie, il y a de moins en moins de discussions. A l'intérieur du mouvement, il y a aussi un processus d'affrontement sur un certain nombre de questions ; là aussi le manque de réflexion n'y est pas complètement étranger, notamment sur cette fameuse question de la négociation : là dessus chacun est resté sur ses positions.

Les tentatives d'aller au delà de la situation immédiate du squatt, de se mobiliser sur d'autres questions politiques ont relativement échoué. L'impossibilité d'élargir réellement ce mouvement et son isolement ont fait que l'on s'est essentiellement consacré à la défense de ce que l'on avait déjà, et là, cela devient de plus en plus difficile. Le manque de perspectives fait que des gens, retombent dans des trucs comme la solidarité avec la RAF ou dans un anti-impérialisme un peu bizarre. Actuellement certaines maisons ont obtenu des baux précaires, d'autres attendent tout simplement leur expulsion. L'expulsion signifie la fin du groupe de vie, les gens se relogent tant bien que mal dans des studios individuellement.

Il est un fait que la réalité n'a pas toujours été à la hauteur de ce que nous avions attendu de cette expérience, où il s'agissait d'expérimenter de nouvelles formes de vie ; c'est pour nous assez décevant. On avait la prétention de travailler ensemble, de vivre collectivement, de vivre différemment, autrement, et il s'est avéré que l'on n'avait pas toujours grand chose en commun avec les gens qui étaient avec nous, et cela aussi est un facteur important de la déliquescence du mouvement.

Heinz : Avec la fin progressive du mouvement, certaines personnes, afin de maintenir une activité et une vie collective, retournent à des formes d'organisation et de travail collectif assez désuètes par rapport à la période. Alors qu'il n'y a plus de dynamique collective, ils s'enferment dans une forme de vie collective. On a vu le même phénomène dans le mouvement étudiant où après s'être dits anti-autoritaires, des gens ont formé des groupes marxistes-léninistes.

Fritz : La déchéance du mouvement signifie absence croissante de discussion et dépolitisation. Certains prennent plaisir à se bastonner le samedi soir, c'est un signe qui ne trompe pas.

Avril 1983

NOTES :

(1) Par l'utilisation de l'article 129a, des dizaines d'occupants seront inculpés « d'association criminelle » et incarcérés.

(2) Ministre S.P.D.

(3) En janvier 81, des révélations sur des subventions accordées à des spéculateurs contraingent le Sénat a démissionner. Aux élections de mai 81, la liste Alternative obtient 7,4 % des voix (18,2 % dans la circonscription de Krenzberg).

(4) Les Bürgerinitiativen sont un phénomène typiquement allemand. Elles se constituent lorsqu'un groupe de citoyens n'est pas d'accord avec la politique des autorités sur un point précis qui les concerne directement. Les luttes de ces comités sont donc exclusivement réformistes, et aboutissent dans la majorité des cas à des compromis avec l'administration. Les modes habituels de protestation dans le cadre de ces structures sont les pétitions, les lettres à la presse, les demandes de rencontres avec les autorités, etc. Quand le pouvoir ne veut pas (ou ne peut pas) céder, ces initiatives de citoyens peuvent toutefois être à l'origine de contestations beaucoup plus dures. De plus, malgré leur caractère généralement légaliste, elles entretiennent dans la population l'habitude de remettre en cause les décisions du pouvoir, et de s'y opposer en sachant qu'il est possible de gagner, habitude qui n'existe pas en France. Le revers de la médaille étant, bien entendu, la caution qu'apporte l'existence des Bürgerinitiativen au mythe de la RFA démocratique, dans laquelle le peuple contrôle les actes de ses élus...

Poitiers

suite de la page 9

Il y a 6 autres structures culturelles à Poitiers, conventionnées avec la ville, dans différents quartiers, des centres culturels, des centres d'animation, une Maison de la Culture et des Loisirs, une MJC. Leur marge de manœuvre est parfois très faible : tel centre qui avait nommé une animatrice sans en faire part préalablement à la mairie « s'est fait taper sur les doigts ».

Mais ces structures sont plus ouvertes et diversifiées car, implantées dans des quartiers, elles touchent moins un public intellectuel ou de cadres. Mais il est à noter que la structure implantée dans un quartier ouvrier a du mal pour toucher par ses spectacles (cinéma par exemple) son public ; seules les activités et les clubs divers permettent de les toucher.

En 1981, est apparue la SDAC (Structure Décentralisée d'Action Culturelle) : l'action est concertée entre l'AGAT et les autres structures de quartiers ainsi que des associations de diffusion culturelle (JMF, théâtre populaire, etc...)

En septembre 82, la campagne de publicité commune aux 6 structures et l'AGAT a coûté 20 millions anciens pour 2700 affiches !

Le cultureux inonde Poitiers, mais souvent les spectacles les plus enrichissants (en l'occurence le cinéma, les débats) sont créés en dehors des structures municipalisées, par des ciné-clubs qui vivotent faute de moyens ou par des associations ou groupes politiques.

Poitiers, ainsi, ce n'est pas seulement les magnétoscopes (qui pourrissent sur les voies de garage ou dans des hangars), ni les inondations (dûes aux constructions récentes qui obstruent les lits des rivières : autoroute, pénétrante, pont, station d'épuration) **mais un embourgeoisement, une destruction du centre-ville et une ghettoisation des quartiers populaires** (il faut noter une certaine haine des jeunes pauvres contre le luxe du centre-ville). C'est cela la politique municipale de la gauche en 83.

COURRIER

DE LONGWY

On n'y était pas !!

Pourtant il y avait eu un appel commun CGT, CFDT, FEN, un tract avait été distribué à la porte de l'usine.

LONGWY — Dimanche 1er mai 83 — 80 personnes (hum !) pour le meeting. 80 personnes en comptant les élus, (mais de gauche...) 80 paumés qui connaissent tout sur tout. 80 grosses têtes qui défendent les gars des boîtes en leur nom.

— Les gars des boîtes... mais où sont-ils ?

La CGT a dit " C'est la faute à la CFDT qui n'a pas mobilisé ". Analyse un peu facile.

Ah j'ai oublié ! Ils ont fait un discours chacun. Qu'est-ce qu'ils ont dit ? J'en sais rien. J'ai même pas lu le torchon local qui pourtant avait fait des efforts pour mettre tout le monde sur la photo (merci le REPU).

— Les gars des boîtes... mais où sont-ils ?

Au fil des semaines nos syndicats se tirent dans les pattes : " La... a dit ça, mais nous on a signé ça ". Alors on est les plus beaux. Faire l'unité pour une journée comme le premier mai c'est pas suffisant. A Longwy la situation est trop grave pour qu'on se tire dans la gueule. On a déjà un train de retard.

USINOR : des milliers de suppressions d'emplois.
VEIT : on licencie
ICE : on licencie
CARRADORI : on ne renouvelle plus les contrats
Fonderie GORCY : c'est fermé
STAE GORCY : c'est fermé
Mécanique spécialisée : on licencie
SAUTIAU : on licencie
FRANÇOIS : on licencie
GILFER : on licencie
DARLAY : on licencie
SNCF : on mute
GILLIER : suppressions d'emplois.
ROND POINT : on attend le CE extraordinaire en septembre
SOCOMO-SOCOTUBE : on attend
GSF : à la fin de l'année ?

— Les gars des boîtes... mais où sont-ils ?

Ils ont cru au changement ! On était déjà trop touché pour ne pas y croire. J'ai voulu y croire aussi. Mais aujourd'hui c'est la colère. Les boîtes ferment plus vite qu'avec la droite. Les copains sont sanctionnés (la droite ne s'y aventurait pas). Et... des copains meurent dans nos usines ! José est mort d'un malaise... Il nettoyait une cuve de 3 mètres de haut... SEUL... Ici nous sommes persuadés qu'il aurait pu être sauvé si quelqu'un avait pu prévenir. José était à nos côtés dans les luttes de Longwy en 79...

Patrice - LONGWY

P.S. : *2 ou 3 jours plus tard, il y a eu un autre mort, au service minerai, cette fois. Le gars travaillait seul, il est tombé dans la goulotte de chargement de minerai...*

D'OLERON

A propos des lieux de vie

Bonjour,

Quelques mots à propos de la lettre de Claude Guillou, que vous publiez dans C.A. n° 25.

Et tout d'abord, une question : pourquoi publier ce genre de lettre ?

Aujourd'hui en effet, l'heure est, après (ça dure encore) la répression à la "récupération" pour ce qui concerne les lieux de vie. Car les lieux de vie comme alternatives stricto sensus à la psychiatrie, puis aux enfermements et depuis Nîmes comme cristallisateurs d'une alternative plus large, dérangent le système dominant. Et donc un peu la carotte et le lendemain, le bâton.

Bref, comme nous l'avons fait et comme vous l'avez fait, un soutien et une contre information s'avéraient nécessaires en ces heures difficiles.

Or, que signifie la présente lettre de Guillou ?

Tout simplement qu'il déplace le problème. Pour lui, si les lieux de vie, Sigala en tête, ne prennent pas position clairement en faveur de la pédophilie (ce droit des mineurs à aimer qui bon leur semble dixit Guillon), il va s'agir de "combattre ces organisations passées à l'ennemi"

Mais c'est du délire ! L'intérêt des lieux de vie ne réside nullement dans le "fait" qu'ils soient ou non des lieux de sexualité entre adultes et enfants. Leur intérêt c'est d'être des alternatives, des lieux de vie, et d'amour (ne pas confondre) !

Aussi, que Guillon délire à qui mieux mieux c'est son droit le plus strict. Mais je comprends mal qu'en publiant sa lettre, vous repreniez son délire à votre compte. Je le répète, mais vous le savez, l'intérêt des lieux de vie est à un autre niveau.

De plus, l'argumentation de Guillon (son étonnement plus exactement) est carrément douteuse. Dans le tract édité par le CRA et intitulé "L'affaire du Coral : la calomnie au service de qui" il est dit dans le chapitre "une réponse définitive aux calomnies sur la pédophilie au Coral et dans les lieux de vie" :

"il est hors de question pour un permanent d'un lieux de vie d'utiliser une quelconque détresse affective dans le but d'assumer ses propres désirs... s'il y a eu acte répréhensible nous comprenons que la justice suive son cours **normalement**...».

Donc, ce que dit Sigala dans le M.L. n'a rien de nouveau. Et pour ce qui me concerne j'irais même jusqu'à dire que s'il en était autrement je ne le soutiendrais pas. Car faut quand même pas charrier, les mômes qui passent par les lieux de vie sont tous en état de détresse, affective et autre. Alors, le droit « des mineurs à aimer qui bon leur semble » dans un tel contexte, ça me semble bien théorique comme vision des choses.

Bref, centrer l'intérêt des lieux de vie sur la pédophilie permet de passer à côté de l'essentiel.

Alors pourquoi publier cette lettre ?

Parce que vous vous ralliez à cette analyse ? Bizarre ! J'ai hâte d'en savoir plus ! Mais ça m'étonne !

Parce qu'elle traite un camarade de la F.A. de crétin ? Et qu'elle critique le M.L. ? Allons, ça m'étonne de vous ?

Alors ?

Et bien à vous de répondre ! Et en attendant de vous lire, « bises » à vous et au nain pourfendeur de la « racaille moraliste de gauche » qui fait partie de cette race, hélas si politique des imbéciles sans espoir !

J.M.R.

PRECISION DE CA SUR LA LETTRE DU CAMARADE D'OLERON

Pourquoi nous avons passé la lettre de Guillon ?

Nous avons d'abord hésité, essentiellement pour une raison : l'attaque contre la FA et Le Monde Libertaire.

- Sur le style d'abord : l'invective du genre « Le crétin du ML » ou « l'ahurissante interview » est d'une autre époque, celle où des péri-situs masquaient le vide du contenu par une brillance de forme destinée à séduire.
- Ensuite, pourquoi la publication d'une interview engagerait-elle l'ensemble des gens qui participent au journal ? Nous avons nous-mêmes déjà publié dans CA des interviews que nous jugions intéressantes pour les lecteurs sans pour autant que l'OCL soit entièrement d'accord ou qu'elle ait défini une position claire et collecive sur les sujets traités !

C'est dans ce même esprit que nous avons quand même passé la lettre de Guillon qui nous semblait, malgré notre désaccord sur le ton agressif et injurieux, émettre une position sur le rapport à la pédophilie dans le soutien au Coral. C'est cette position que nous n'avons pas voulu censurer. Nous savons que ce débat était soit ouvert soit en filigrane dans les comités de soutien que nous avons pu fréquenter.. Cette position pouvait y apporter une contribution. (de la même manière qu'Agora a publié un texte critique sur le sujet).

Les camarades présents à la Commission journal de Poitiers étaient plutôt d'accord avec la lettre de R. On ne peut effectivement poser abstraitement le problème du désir et de ses réalisations sans tenir compte des problèmes de pouvoir (détresse de ceux qui arrivent dans les lieux de vie, pouvoirs de l'adulte etc...). Il ne faudrait cependant pas croire que le pouvoir n'existe que dans ce cadre ! Ils existent également dans les rapports d'Adultes « sains » et libertaires. «Il est hors de question pour un permanent d'un lieu de vie d'utiliser une quelconque détresse affective dans le but d'assumer ses propres désirs.. » Est-on bien certain que cela ne touche que les rapports adultes-éducateurs/enfants en détresse, et pas tous les rapports affectifs que nous vivons ?

de toutes les façons il semble difficile d'avoir une position tranchée claire et nette d'organisation sur ces problèmes qui touchent à des choses auxquelles on n'est guère habitué, dès lors qu'on ne veut ni moraliser ni réprimer.

Donc en publiant cette lettre, ce n'est pas une position de l'OCL que nous soutenions (nous avons aussi publié le texte des CRA), ni une attaque de la FA que nous voulions cautionner. Si des différences ou des divergences avec cette dernière existent et doivent s'exprimer, ce ne saurait être dans ces termes, ni probablement sur ce sujet. (signalons comme ça en passant... que CA est interdit à la librairie de la FA, Publico).

Pour la suite du débat nous renvoyons les lecteurs au n° 12 de la revue POSSIBLE ou Sigala répond à Guillon.

C.A.

L'MOUV'MENT

MANIFESTATION INTERNATIONALE
La HAGUE — 30 et 31 Juillet 1983

Le nord Cotentin est la plaque tournante mondiale du nucléaire :
- — centrale de 4 × 1300 MW
- — centre de stockage de déchets radioactifs, faible et moyenne activité
- — construction de sous-marins nucléaires
- — centre de retraitement de déchets radioactifs (venant d'Allemagne de l'Ouest, de Belgique, de Suède, du Japon... et bientôt de Finlande), et de fait, c'est un centre d'exportation du plutonium à des fins militaires (le premier renvoi de Pu vers le Japon devant se faire courant Juin 83
- — projet de surgénérateur.

Depuis 10 ans, la population locale lutte contre la gangrène nucléaire.

En mars 83, 10 à 18 % de l'agglomération cherbourgeoise a voté contre la droite, contre le nucléaire, et pour une alternative au pouvoir de gauche.

En janvier 83, et pour la 4ème fois, des militants anti-nucléaires occupaient les grues de déchargement pour les déchets radioactifs venant du Japon, retardaient les opérations et braquaient les flux de l'actualité sur le fait « HAGUE ». La HAGUE devenait pour un moment le symbole de la résistance au nucléaire civil et militaire.

Occupation de lieux symboliques (mairies...) de lieux stratégiques (grues, terminal ferroviaire pour containers radioactifs), blocage de camions, manifestation locale (3000 personnes), dans le cadre de la campagne internationale contre le transport de déchets radioactifs, organisée par les gens de La Hague, Greenpeace et les antinucléaires japonais, furent notre réponse au pouvoir politique qui a vendu notre région aux nucléocrates et aux militaires internationaux.

Nous d'admettons pas :
- — l'extension du centre de retraitement de La Hague
- — le chargement de Superphenix à Malville et la construction de nouveaux surgénérateurs
- — le nucléaire civil
- — le nucléaire militaire

et nous devons, en France, face à la droite qui impose sa politique à la gauche, construire une alternative politique qui soit sans nucléaire civil ou militaire.

Pour qu'il n'y ait pas d'armes atomiques au Japon, en Allemagne, en France, le comité d'organisation et le C.C.P.A.H. organisent une manifestation internationale les 30 et 31 Juillet 83.

Le samedi après-midi :
1. Débat : Construire une société alternative
2. Débat : La HAGUE
   a) ses enjeux politiques économiques
   b) ses enjeux techniques production de plutonium militaire

Le samedi soir : spectacles - concerts

Le dimanche : simulation de mort nucléaire dans Cherbourg avec mise en scène, groupes de théâtre de rue mettant l'accent sur les différents symboles du nucléaire dans l'agglomération... Le soir : bal folk et animation musicale.

Les participants vous seront communiqués par la suite par courrier, ainsi que d'autres éléments de notre lutte.

A partir du 27 juillet, camping, découverte du nord Cotentin, artisanat, rencontre avec des agriculteurs, maires antinucléaires de la région.

PRATIQUE :

On aimerait bien que vous nous fassiez connaître vos sentiments sur ces projets, et si cela vous intéresse d'y participer activement (stand, participation à un débat), dites-le nous rapidement.

Adresses : C.C.P.A.H. BP 156 Cherbourg Tél. local C.C.P.A.H. 16 (33) 94.95.45 - Alain Poirier : 16 (33) 40.05.11 — Alain Fleury : 16 (33) 40.38.67 — Alain Gallet : 16 (33) 43.61.31.

La mobilisation devra trouver un relais local et régional en France comme à l'étranger pour assurer le succès (collages, articles...)

Si possible, faites nous connaître les groupes anti-nucléaires, écologistes, alternatifs, contre l'implantation de missiles, de votre région.

Nous cherchons un grand chapiteau et une sono puissante, si vous avez des tuyaux, transmettez-les le plus rapidement.

Renvoyez-nous des enveloppes timbrées.

Le Comité d'Organisation et le C.C.P.A.H

Campagne pour une Europe sans arme nucléaire

11-12 juin 1983 :
— Contre foire aux armements de Satory.

Dans le cadre de la lutte pour une Europe sans arme nucléaire et pour stopper la course démentielle aux armements, la coordination Sud-Est des Codene (Comité pour le Désarmement Nucléaire en Europe), les 12 et 13 février 1983 à Lyon, a décidé d'organiser un rassemblement au Plateau d'Albion sur la base des mots d'ordre suivants :
— Non aux Euromissiles Américains ou Soviétiques (Pershing, Cruise, SS20 et autres...).
— Non à la Force de Frappe Française
— Pas de MISSILES SUR LE PLATEAU D'ALBION.

Cette initiative aurait la forme d'un rassemblement meeting le samedi 4 juin à Avignon et d'une marche avec une initiative originale le dimanche 5 juin sur le Plateau d'Albion.

Nous invitons les organisations et individus en accord avec ces objectifs à participer à la réunion du Codene :
Le mercredi 20 avril à 20 h 30 au Papier Maché 12 rue Benoit Bunico à Nice.

Nous souhaitons votre présence. Nous vous demandons de diffuser l'information.

Courrier Codene :
c/o Jean Luc Gautero
7 rue Alfred Mortier
06000 Nice
(N.B. : Simple boîte à lettres, nous n'avons pas de local).
Téléphones :
Eric : 87.59.57
Thérèse : 35.65.58

Si votre voiture est l'heureuse élue, voilà la lettre que vous recevrez

1er CORPS D'ARMEE et 6ème REGION MILITAIRE.
COMMANDEMENT et DIRECTION DU MATERIEL
Sous-Direction Technique
Bureau Gestion-Réquisition

Monsieur,
Madame,

Votre véhicule vient d'être choisi au titre de la réquisition. La réquisition a pour but de fournir les véhicules de complément nécessaires aux forces armées pour satisfaire leurs besoins en temps de guerre.

Dans le cadre de la législation en vigueur, pour préparer cette réquisition dès le temps de paix, l'autorité militaire procède aux opérations de recensement. A cet effet, il vous est fait envoi de deux documents
- L'ORDRE DE CONVOCATION pour :
- Vous informer que votre véhicule est susceptible d'être utilisé en cas de mobilisation pour les besoins de l'armée.
- désigner la formation mise sur pied à la mobilisation à laquelle votre véhicule est affecté,
- vous fixer les conditions de son acheminement au centre de réquisition.
- la DECLARATION qu'il vous appartient de renseigner et de remettre à la Gendarmerie en cas de changement important de la situation de votre véhicule.

J'attire votre attention sur le caractère temporaire de cette mesure. Seuls en effet, les véhicules de fabrication récente entrent dans le cadre de la réquisition et cela pour un temps limité.

Veuillez agréer, Monsieur, Madame, l'assurance de ma considération distinguée.

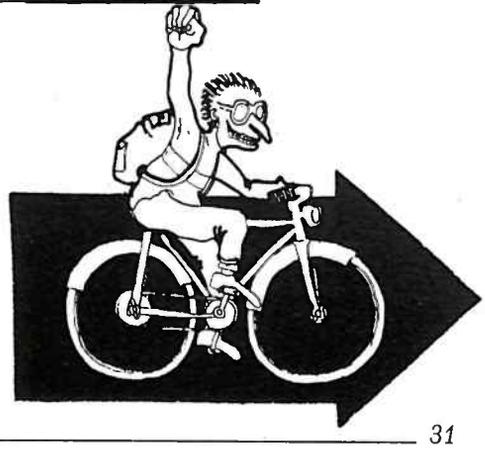
Le Commandant LALANDE
chef du Bureau gestion

Masse Critique

Le bulletin qui servait d'outil de liaison interne aux divers comités antinucléaires s'est transformé en un périodique d'information et de débats : « **Masse Critique** ».

Au sommaire :
Déchets — Nucléaire civilitaire — Radioprotection — Assises du 11 et 12 juin — Interview du CCPAH (La Hague) — Rapport Castaing.

L'abonnement pour 12 nos est de 60 F. Chèques à l'ordre de Mireille Chabord, à envoyer à Masse Critique c/o CEP 44, rue St Georges, BP 5006 St Jean 69245 Lyon Cédex 5.



L'MOUV'MENT

INVITATION aux Rencontres et réflexions anti-autoritaires

Si vous participez ou entendez participer à des luttes sociales, à des expériences alternatives, si les étiquettes, l'avant-gardisme et le dogmatisme ne vous satisfont pas, nous vous invitons à participer aux journées de réflexion et de confrontation anti-autoritaires, qui auront lieu les 24-25-et 26 Juin 83 à Paris dans les locaux de l'AGECA. Ces rencontres se dérouleront selon le programme suivant :

Vendredi 24 juin à 20 Heures.
Accueil, prise de contacts et présentation des débats sur la crise des idéologies et du politique dans la société actuelle :
- Comment Mai 68 n'a pu déboucher que sur Mai 81.
- Les desseins de la gauche et de la droite institutionnelle face à la crise.

Samedi 25 Juin de 9 h à 18 h.
Réunions par groupes de travail sur les thèmes suivants :
- Travail et entreprise
- Expériences et luttes alternatives
- Résistances anti-étatiques et anti-capitalistes.
- Economie
- Idéologie et politique

Samedi 25 juin à 20 heures :
Débat sur les expériences et luttes alternatives :
- Réflexion critique sur les expériences depuis 1968.
- Evolution des pratiques et ds mentalités.
- Perspectives concrètes de développement, coordination, etc...

Débat sur résistances anti-étatiques et anticapitalistes :
- résistances individuelles et collectives.
- Perspectives pour les résistances légalisées.

Dimanche 28 Juin à 9 Heures :
débat sur l'économie
- Fonctionnement du système oppresseur.
- Etude des moyens pratiques pour saborder ce système.

Débat sur le travail et l'entreprise :
- Structuration du travail
- Crise du travail
- Lutte autour du travail

Dimanche 28 Juin à 14 Heures :
Débat-conclusion : quelles autres perspectives peuvent envisager les anti-autoritaires à l'extérieur et à l'intérieur du mouvement social.

Pour tout renseignement complémentaire écrire à :
CORJA - 28 rue Piat - 75020 Paris.
Tous les jeudis à 20 h 30, permanence au Centre Garcia Lorca, 15 rue Gracieuse. 75005 Paris (M° Monge).

AGORA

Au sommaire du numéro de Mai 83 : **Austérité, racisme, Lé PSU, et un dossier sur la Pax Américana, Barcelone 1937.**

Agora BP 1214 31037 Toulouse cédex

RESISTER

Revue de débat syndical. Trimestriel, mai 83. 15 F.

Au sommaire : Le dossier économique ou la manière de s'en servir. La lutte des immigrés. La CGT. Santé travail : les risques du métier. Un patronat new look. les stages 16-18 ans.

Jeanne Simonet
App. 154, 2 rue Vaillant Couturier
93130 Noisy le sec.

Librairie Optima

La meilleure librairie de l'ouest vient de fermer. Elle était à La roche sur Yon.

ASBL 22 MARS

mensuel édité à Bruxelles
2 rue de l'inquisition
10040 Bruxelles. Belgique.

Dossier alternative libertaire : Le totalitarisme (Pologne, Chine, Koestler). Anarchistes des années 80.

NAUTILUS

Pier Carlo Masini : *Anarchistes et Communistes dans le mouvement des conseils italiens à Turin.*

C'est le livre que les éditions Nautilus viennent de rééditer. Il fait 72 pages, coûte 25 francs en écrivant à NAUTILUS BP 175 75963. PARIS cédex 20, vous pouvez vous le procurer. C'est un classique vivement conseillé !

Objection

BP 117 07101 Annonay cédex
-La gauche amnistie pour mieux châtier
- 6 jours contre la militarisation, le camping d'été.
- Symbiose armée/recherche
- Les insoumis et la guerre d'Algérie.
- Chooz

Mouvement pour l'auto-gestion distributive

Ses objectifs : l'étude et la mise en place d'une société organisée et gérée en permanence par chacun de ses membres ; assurant, par la participation de tous à la production et à la distribution équitables de biens socialement utiles, la satisfaction des besoins matériels, culturelset spirituels de chacun pendant toute son existence.

le MAD édite un mensuel : Au sommaire de Mai : Utopiste ? Non, Réalistes ? Oui.
-Solidarnosc et l'action générale productrice et distributive.
- Architecture et autogestion (...).
L'abonnement vaut 50 F. le MAD organise à Gap (au centre du haut St Jean 05000), du 15 au 21 Août 83, un stage de réflexion globale sur une vision alternative de la société de demain à construire dès à présent et tous ensemble.

Pour tous contacts : MAD 61 rue Pasteur 93000 Bobigny.

LE BRULOT

Edité par le groupe anarchiste communiste de Reims (OCL /égregore BP 1213 , 51058 Reims cédex) vient de sortir le numéro 10 :

Nucléaire et relance économique : LE BLUFF S'EFFONDRE... et un article sur l'implantation de la centrale à Brand St louis.

Le Ramassis d'Infos n° 3

...qui rassemble, informations et compte-rendus d'actions contre la symbiose armée-éducation, sortira en juin.
Il contiendra des exemples concrets de l'application du protocole (terrains scolaires utilisés, « sorties » organisées par l'armée...), des prises de positions nationales, les actions des opposants au protocole (compte-rendu de la semaine d'action du 16 au 22 mai... des perspectives).
Ce n° 3 ne sera envoyé que sur commande. Le prix est fixé à 14 F plus 5,80 F de frais d'envois.
Ecrire à A.P.E.L., 26 rue Camboulives, Albi.

Cet auto-collant signé Collectif anti-symbiose peut-être commandé au prix de 10 F l'unité, 35 F les 5, ou 60 F les 10 (port compris) à :
A.P.E.L.
26, rue Camboulives, Albi.

Objecteurs insoumis

Le proçès de Christian Bourillon, objecteur insoumis, a eu lieu en correctionnelle, le 28 avril, à St Gaudens (Haute Garonne).
Le verdict ne devant être prononcé que fin mai, le résultat ne peut en être communiqué dans ce numéro de CA. Le procureur a demandé le minimum (2 mois), assorti ou non de sursis.
Cependant, vu la sévérité des peines distribuées actuellement aux objecteurs insoumis et la farce tragique des nouvelles juridictions, un travail important d'information et de mobilisation a été effectué dans la région pour soutenir Christian.

Contact : Ch Bourillon. Comminges. 31160 ASPET.

Iparretarak

L'organisation nationale et sociale Iparretarak du Pays bàsque Nord a communiqué sa plaquette d'avril 83. On y trouve une analyse des oppressions politiques, économiques, sociale et culturelle subies par le peuple basque. On y dévoile les tactiques dont se sert le pouvoir actuel pour, sous couvert de régionalisation, se garantir des relais locaux par l'intermédiaire des notables.
l'action contre la résidence secondaire du Conseil général de Bayonne en avril 83, revendiquée par IK, avait pour but de dénoncer symboliquement ces rouages de « déconcentration » du pouvoir centraliste.

Cette plaquette rappelle également les objectifs que se donne IK : travailler à l'avancée d'une lutte globale porteuse du projet d'une Euskadi indépendante, socialiste et réunifiée, en passant par une première étape : une véritable autonomie pour le Pays Basque Nord.

L'Atelier Graphique - Reims